la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

21e année. — No 359. — Nouvelle série no 58. FEVRIER 1952. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 58 - Février 1952

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

LA GUERRE D'INDOCHINE

SES ORIGINES ET SON AVENIR

Est-ce l'indice d'un changement de position dans l'attitude des partis gouvernementaux envers la « guerre du Mexique » de la IVe République, ou n'est-ce que battage tendant à donner le change, ou même peut-être une simple opération de chantage à l'égard de l'Amérique, toujours est-il qu'il y a sans doute plus qu'une coïncidence entre la déclaration du radical Daladier à la Chambre, le 28 décembre, affirmant qu'on se trouve, en Indochine, en présence d' « une insurrection populaire qui est un mouvement large et profond analogue à tous les mouvements qui, depuis quelques années, se sont emparé de tout le continent asiatique », et demandant, en conclusion, la signature d'un armistice en Indochine, l'organisation d'un referendum, et le retrait des troupes françaises dans les ports du littoral — et le discours du M.R.P. Schuman, quelques jours plus tard, au congrès de son parti, envisageant, lui aussi, la possibilité d'un armistice en Indochine, au moins dès qu'aurait été conclu un armistice en Corée.

Peut-être aussi n'y a-t-il pas que simple coïncidence entre les déclarations de ces messieurs et le fait que les avions français se mettent à tomber sur les champs de bataille tonkinois, du fait de la D.C.A. vietnamienne, maintenant sans doute dirigée par radar.

C'est donc le moment de rappeler dans quelles conditions s'ouvrit cette guerre insensée et d'envisager les conséquences désastreuses qu'elle entraine dès aujourd'hui et qu'elle entrainera bien davantage encore demain.

∴

Fin 1945. La guerre mondiale vient de cesser. Les Japonais ont capitulé.

Cela se traduit en Indochine par deux faits principaux. D'une part, les troupes nationalistes chinoises franchissent la frontière et occupent certaines positions « stratégiques » au Tonkin ; d'autre part, le peuple annamite qui, durant le demi-siècle pendant lequel il a été soumis à la domination française, a toujours été en rébellion ouverte (« Pavillons noirs », Yen-Bay, etc.) ou larvée contre la France, dépose son empereur, qui n'a jamais été qu'un jouet entre les mains de l'administration française, en même temps qu'il s'empare des armes des Japonais et qu'il organise son propre gouvernement, en toute indépendance, sans demander rien à personne et sans que la France puisse intervenir, car elle n'a là-bas plus de soldats : c'est la République du Viet-Nam, Etat qui englobe toute la partie annamite de l'Indochine française, depuis la frontière de Chine jusqu'à la pointe de la Cochinchine. Cet Etat a son président, ses ministres, et aura un peu plus tard son Assemblée constituante.

Les Français qui sont établis en Indochine et qui, dans l'ensemble, ne sont pas molestés, y demeurent, et ils reconnaissent, ou, plus exactement, ils subissent le fait accompli.

L'accord du 6 mars 46

Cependant, en France aussi un gouvernement provisoire s'est constitué, et, dès septembre 45, celui-ci envoie des troupes en Indochine, mais elles ont soin de ne débarquer que là où les nationalistes indochinois sont le moins forts et où l'emprise française est la plus grande, c'est-à-dire dans le Sud du pays, en Cochinchine, la partie de l'Indochine où la France est établie depuis le plus longtemps et où se sont installés les grands planteurs de caoutchouc (Michelin et consorts). Après une dizaine de jours d'opérations (du 12 au 23 septembre), Saigon est occupé, puis Cholon, mais la plus grande partie des terres du delta demeure entre les mains des troupes du Viet-Nam qui, dès ce moment, se livrera à la double tactique qu'il n'y a pas abandonnée depuis lors. D'une part, dans la campagne : guérillas, et d'autre part, à la ville : attentats à la grenade et à la bombe.

Par contre, dans le Nord, au Tonkin, qui est toujours occupé par l'armée chinoise, les Français ne se livrent d'abord à aucune tentative de reconquête. Mais, fin février 46, la Chine signe avec la France un accord par lequel elle s'engage à retirer ses troupes d'Indochine au fur et à mesure que celles-ci seront relevées par des troupes françaises. Il va donc falloir que ces dernières pénètrent au Tonkin ; elles vont s'y trouver face à face avec le Viet-Nam, en plein dans sa forteresse. Or les Français ont encore très peu de monde, ils préfèrent donc occuper le Tonkin en amis plutôt qu'en ennemis, c'est pourquoi ils négocient. Ils négocient avec le Viet-Nam, et ces négociations se terminent par un accord signé à Hanoï, d'une part, par Sainteny, délégué du gouvernement français, et d'autre part, par Ho Chi Minh et Vu Hong Khanh, respectivement président et délégué du Conseil des ministres de la République du Viet-Nam.

C'est l'accord du 6 mars.

Cet accord, véritable traité, est fondamental. C'est lui qui, à partir de ce moment, doit régler les rapports entre la France et le Viet-Nam.

En voici le texte :

Entre les Hautes Parties ci-après désignées, le gouvernement de la République française, représenté par..., et le gouvernement de la République du Viet-Nam, représenté par...
il est convenu ce qui suit :

1. — *Le gouvernement français reconnait la République du Viet-Nam comme un Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française. En ce qui concerne la réunion des trois Ky* (1), *le gouvernement français s'engage à entériner les décisions prises par les populations consultées par referendum.*

2. — *Le gouvernement du Viet-Nam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française lorsque, conformément aux accords internationaux, elle relèvera les troupes chinoises. Un accord annexe joint à la présente convention préliminaire fixera les modalités selon lesquelles s'effectueront les opérations de relève.*

3. — *Les stipulations ci-dessus entreront immédiatement en vigueur. Aussitôt après l'échange des signatures, chacune des Hautes Parties contractantes prendra toutes mesures nécessaires pour faire*

(1) Les trois Ky, c'est-à-dire : la partie nord de l'Indochine, ou Tonkin, la partie centrale, ou Annam proprement dit, et la partie sud : la Cochinchine.

cesser sur-le-champ les hostilités, maintenir les troupes sur leurs positions respectives et créer le climat favorable nécessaire à l'ouverture immédiate de négociations amicales et franches. Ces négociations porteront notamment sur :

a) *les relations diplomatiques du Viet-Nam avec les Etats étrangers ;*

b) *le statut futur de l'Indochine ;*

c) *les intérêts économiques et culturels français au Viet-Nam.*

Ainsi, c'est très net : le Viet-Nam est reconnu comme un Etat libre, ayant son propre gouvernement, son propre parlement, son armée particulière et ses *finances* ; par la suite, on étudiera quels rapports devront être établis entre le nouvel Etat et, d'une part, les parties non annamites de l'Indochine, Cambodge, Laos, etc. (« Fédération indochinoise »), et, d'autre part, avec la France (« Union française »).

A cet accord général était joint un accord spécial militaire dont le texte n'a pas été officiellement publié par la France, mais qui, d'après le *Monde* du 10 mars, se référant à une déclaration du Viet-Nam, stipulait que les troupes françaises seraient, au départ, de 15.000 hommes mais qu'elles seraient *« réduites de 20 % par an, ce qui implique une évacuation totale dans un délai de cinq années »*.

Première violation

Or, trois mois plus tard, cet accord devait être, une première fois, violé. Au lieu d'organiser le referendum auquel il s'était engagé, le gouvernement français constitua, le 1er juin à Saigon, un gouvernement cochinchinois (dont le chef devait d'ailleurs se suicider quatre mois plus tard) complètement indépendant de celui du Viet-Nam. Premier déchirage du traité, première agression.

Le « modus vivendi » du 14 septembre 46

Cette violation flagrante de l'accord du 6 mars n'empêche cependant point les « négociations amicales et franches » prévues par ledit traité de s'ouvrir, d'abord en Indochine même, à Dalat, puis, en France, à Fontainebleau.

Nous ignorons ce qui se passa au cours de ces conférences, quelles furent les demandes qui y ont été formulées, tant par les représentants du Viet-Nam que par ceux de la France. Il est seulement à présumer que, conformément à la politique invariable suivie depuis un siècle par la France en matière coloniale, celle-ci voulut retirer d'une main ce qu'elle accordait de l'autre, donner la liberté « en principe », mais la refuser en fait.

Quoi qu'il en soit, ces entretiens de Fontainebleau ne permirent point d'établir un statut définitif de l'Indochine : on ne parvint qu'à un accord très limité, tout à l'avantage de la France d'ailleurs, et qu'on baptisa du nom de *« modus vivendi* franco-vietnamien ». Ce *modus vivendi* fut signé le 14 septembre à Paris, d'une part, par Moutet, ministre de la France d'outre-mer du gouvernement provisoire, et d'autre part, par Ho Chi Minh, président de la République du Viet-Nam, venu spécialement en France à cette occasion. La disposition essentielle de ce *modus vivendi* était qu'il devait être mis fin aux hostilités dans toute l'Indochine :

Soucieux — disait son article IX — *d'assurer au plus tôt en Cochinchine et dans le Sud-Annam la restauration d'un ordre public aussi indispensable au libre épanouissement des libertés démocratiques qu'à la reprise des transactions commerciales, etc... le gouvernement français et le gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam arrêtent en commun les mesures suivantes :*

a) *il sera mis fin de part et d'autre à tous actes d'hostilité et de violence ;*

b) *des accords des états-majors français et vietnamien régleront les conditions d'application et de contrôle des mesures décidées en commun ;*

c) *il est précisé que les prisonniers actuellement détenus pour des motifs politiques seront libérés... Il en sera de même pour les prisonniers faits au cours d'opérations.*

Les autres dispositions visaient le régime des biens français en Indochine, notamment de ceux qui avaient été réquisitionnés par le gouvernement du Viet-Nam — la possibilité pour les Français d'ouvrir librement des établissements d'enseignement — le choix de Français comme experts, de préférence à toute autre nationalité, etc.

D'autre part, il était spécifié qu'une monnaie unique serait établie pour tous les Etats d'Indochine et qu'une union douanière existerait entre eux. Etant donné l'usage extraordinaire que l'on va faire de cette dernière disposition, nous en reproduisons le texte intégralement :

Art. VI. — *Le Viet-Nam forme avec les autres pays de la Fédération indochinoise une union douanière. En conséquence, il n'existera aucune barrière douanière intérieure, et les mêmes tarifs seront partout appliqués à l'entrée et à la sortie du territoire indochinois.*

Un comité de coordination des douanes et du commerce extérieur, qui pourra d'ailleurs être le même que celui de la monnaie et des changes, étudiera les mesures d'application nécessaires et préparera l'organisation des douanes de l'Indochine.

En échange de tout cela, le Viet-Nam n'obtenait guère que la promesse (dans une déclaration annexée au *modus vivendi*) que le referendum prévu par l'accord du 6 mars sur la réunion en un seul Etat de toute la région annamite de l'Indochine aurait lieu.

OU FUT L'AGRESSEUR

Les dispositions contenues dans le *modus vivendi* devaient entrer en vigueur le 30 octobre. La disposition essentielle, avons-nous dit, était la cessation des hostilités en Cochinchine, et c'était celle dont manifestement l'application était la plus délicate. Cependant, de ce côté, dans l'ensemble, tout marcha bien.

Voici les deux ordres qui furent donnés, à la veille du jour où les hostilités devaient cesser, le 29 octobre, par les autorités militaires des deux parties :

Celui du Comité cochinchinois du Viet-Nam :

Le président du Comité donne l'ordre à toutes les sous-commissions, à tous les membres du Comité, en quelque endroit qu'ils se trouvent, conformément aux ordres de son chef, M. Nguyen Binh, commandant en chef de l'armée vietnamienne dans le Nambo (2), *de cesser toute activité avant le 30 octobre à minuit afin de montrer notre esprit amical franco-vietnamien. Cependant, il faut se tenir prêt à toute éventualité qui serait créée par des provocateurs qui porteraient atteinte à l'amitié franco-vietnamienne et creuseraient un fossé entre nos deux peuples en continuant à exercer des représailles. Nous, Français et Vietnamiens, devons être prêts à faire disparaître cette éventualité quand elle se produira* (3).

---

(2) C'est-à-dire la Cochinchine et les territoires avoisinants.

(3) **Le Monde**, 31 oct. 46. Toutes les citations qui suivront seront prises au **Monde**, d'une part, parce que ce journal était considéré à l'époque comme le plus « sérieux », et qu'il est sans doute celui qui publia le plus de dépêches sur l'Indochine.

Et celui du commandant français de Cochinchine:

En exécution des clauses du modus vivendi *signé à Paris le* 14 *septembre entre le ministre de la France d'outre-mer et le président Ho Chi Minh, les hostilités devront cesser le* 30 *octobre.*

Les troupes françaises se conformeront à cet ordre et resteront sur leurs positions à partir de cette date, devant être prêtes à riposter à toute attaque, ainsi qu'à interdire tout mouvement des troupes adverses. Il ne conviendrait pas, en effet, qu'à la faveur de ce statut, des bandes d'hommes armés profitent du répit pour se regrouper en certains points stratégiques d'où ils pourraient menacer ultérieurement la sécurité de ce pays (3).

Ces deux ordres sont l'un et l'autre corrects, à cela près, cependant, que, sauf stipulations contraires, une cessation des hostilités n'implique nullement l'interdiction d'un regroupement de troupes, mais l'on remarquera le contraste entre le ton chaleureux de l'ordre de cesser le feu du Viet-Nam, insistant sur l'amitié franco-vietnamienne, et la teneur de l'ordre français dont les trois quarts sont consacrés à des menaces à peine voilées.

Simultanément, le ministre de la Justice de la République du Viet-Nam déclarait devant son Assemblée constituante que « les biens français réquisitionnés allaient être restitués à leurs propriétaires, des commissions mixtes spéciales devant fixer les modalités du transfert » (4).

Cependant, la puissante colonie française de Saigon, ainsi que le haut commissaire de la République, le moine Thierry d'Argenlieu, tentèrent presque aussitôt de brouiller les cartes.

Dès le 8 octobre, Thierry protesta auprès de Ho Chi Minh parce que le Comité du Viet-Nam en Cochinchine continuait d'exister : « *Cette existence*, disait-il, *est absolument incompatible avec les accords conclus* » (4).

Ce à quoi le gouvernement du Viet-Nam répondait fort justement :

L'état de fait caractérisé par la coexistence en Cochinchine de troupes d'occupation françaises d'une part et d'organismes militaires vietnamiens d'autre part a été consacré par l'accord du 6 mars 46 *et le* modus vivendi *du* 14 *septembre* 46 *selon lesquels la situation* de facto *en Cochinchine doit demeurer inchangée jusqu'au referendum. Le gouvernement de Hanoï assure que l'activité du comité ne tend qu'à l'application intégrale des clauses militaires du* modus vivendi *et ne peut que faciliter la réalisation de la politique amicale de coopération* (5).

Quant aux Français de Saigon, estimant sans doute insuffisante la docilité de l'Indochinois qu'ils avaient mis à la tête du gouvernement cochinchinois, ils firent exiger par le « Conseil de Cochinchine », où ils étaient tout-puissants, la constitution immédiate d'un nouveau gouvernement, ce qui amena dès le lendemain le suicide du ministre disgracié, Thinh, effrayé sans doute de la nature de la galère sur laquelle il s'était laissé embarquer.

Mais tout cela fit long feu, et les hostilités ne se rallumèrent point, le Viet-Nam étant bien résolu, pour sa part, à respecter le *modus vivendi*. Si bien que le *Monde*, qui n'est pas positivement un journal révolutionnaire, pouvait écrire, le 17 novembre, sous la signature de Jacques Guérif : « *Le calme règne à peu près complet sur le territoire cochinchinois* (6), mais des tentatives terroristes n'en restent pas moins possibles. » Possibles ? Evidemment !

(4) **Le Monde**, 9 novembre.
(5) **Le Monde**, 15 novembre.
(6) C'est nous qui soulignons.

Le 20 novembre : Haïphong

Ce n'était pas en Cochinchine que le drame allait éclater. Un an auparavant, alors que les troupes françaises en Extrême-Orient n'étaient encore qu'une poignée, c'était au point faible, en Cochinchine, qu'elles avaient attaqué, et, six mois plus tard, en mars, elles ne s'étaient pas senties encore assez fortes pour s'en prendre au Viet-Nam au Tonkin, surtout en présence des troupes chinoises, qui auraient pu se saisir de ce prétexte pour ne pas s'en aller, mais maintenant, en novembre, toutes les troupes chinoises ont quitté l'Indochine, des soldats français les ont remplacées, et l'ensemble du corps expéditionnaire a eu largement le temps d'être renforcé ; c'est donc au point fort du Viet-Nam, dans le Nord, que l'on va attaquer, afin d'en finir ainsi, d'un seul coup, avec toutes les velléités d'indépendance. L'enjeu ne va plus être Saigon, mais Hanoï. Hanoï, le cœur et la capitale de la République du Viet-Nam.

Le prétexte, si même on peut appeler cela un prétexte, tellement il était dépourvu de toute apparence de raison, fut trouvé dans l'article du *modus vivendi* qui stipulait qu'une union douanière existerait entre les différents Etats de l'Indochine.

Une union douanière, tout le monde sait ce que c'est. Le *modus vivendi* avait d'ailleurs eu soin de le préciser. Une union douanière, c'est, d'une part, la suppression de tous droits de douanes entre les différents pays qui en font partie, et, d'autre part, l'établissement des mêmes droits de douanes pour les relations de ces pays avec l'extérieur. C'est cela, et *c'est uniquement cela.*

Une union douanière n'a jamais donné à l'un des pays qui en font partie, et *a fortiori* à une tierce puissance, le droit d'établir ses propres douaniers dans l'un des autres pays de l'union. La Belgique et le Luxembourg sont en union douanière depuis trente ans ; avez-vous jamais vu des douaniers belges venir, pour cela, installer leurs bureaux aux frontières du Luxembourg, ou vice versa ? Et, encore moins, des douaniers d'un Etat ne faisant pas partie de l'union belgo-luxembourgeoise ?

Et cependant, si énorme que cela soit, telle fut pourtant la prétention des douaniers français en ce sinistre mois de novembre 46.

Sur l'ordre de je ne sais qui — et c'est un point capital qu'il serait du devoir des parlementaires d'éclaircir si ceux-ci avaient le moindre sentiment de leurs devoirs — les troupes françaises, qui étaient stationnées à Haïphong depuis qu'elles y avaient relevé les troupes chinoises, se fondèrent sur le fait que le *modus vivendi* prévoyait une union douanière entre tous les Etats de l'Indochine pour installer en ce grand port, pratiquement le seul port du Tonkin, un bureau de douanes, fouillant et percevant. Alors que, par l'accord du 6 mars, confirmé par le *modus vivendi* du 14 septembre, on avait reconnu que l' « Etat libre » du Viet-Nam avait ses propres « finances », on lui enlevait cette pièce maîtresse de toutes finances : les douanes ! Et on les lui enlevait au principal point de transit !

A quelle date exacte ce bureau de douanes fut-il établi ? Nous n'en savons rien, car il est tout à fait remarquable qu'incapables évidemment, de pouvoir justifier une prétention aussi absurde, les agences de presse françaises n'ont jamais fait mention qu'indirectement de l'établissement ou de l'existence de ce bureau de douanes. Ni avant la journée fatidique du 20 novembre, ni pendant, ni après, le gouvernement français n'en souffla mot, ni n'essaya de fournir la moindre justification.

Tout ce que nous en savons provient de quelques allusions discrètes faites, plus tard, par quelques dépêches d'agences étrangères, ou bien résulte des protestations du gouvernement du Viet-Nam.

C'est dans les journaux du 15 novembre que l'on a connaissance pour la première fois de ces protestations :

L'Assemblée nationale vietnamienne — écrit le *Monde* — *a adopté une résolution demandant au gouvernement d'intervenir auprès des autorités françaises pour que soit respectée la souveraineté douanière et commerciale du Viet-Nam.*

Cette intervention aura lieu aussitôt :

Le gouvernement de M. Ho Chi Minh a adressé une protestation au président du gouvernement français au sujet de la création d'un bureau français des douanes et du contrôle du commerce extérieur dans le port de Haïphong et de la perception par les autorités françaises des impôts directs dus au Viet-Nam par les ressortissants français (7).

Le lendemain même du jour où l'on avait connaissance en France de cette protestation, la fusillade éclatait à Haiphong. En voici la version officielle française :

Le 20 novembre, un détachement vietnamien a ouvert le feu sur un bateau français de débarquement qui arraisonnait une jonque chinoise se livrant à la contrebande. L'incident se propagea au quartier chinois et au marché de Haïphong, où des militaires français furent assaillis. La fusillade devint bientôt générale. Les Vietnamiens bombardèrent par mortiers les cantonnements français du quartier de la gare. Des barricades furent dressées. Au cours de la risposte des troupes françaises, celles-ci s'emparèrent du théâtre et des postes vietnamiens dans le quartier français.

Plusieurs soldats et officiers français ont été tués, au nombre desquels le commandant Camoin, chef de la liaison franco-vietnamienne. 25 soldats ont été blessés, dont plusieurs grièvement.

Informé de cette situation, le général Morlière, commissaire de la République par intérim au Tonkin et au Nord-Annam, a adressé une protestation au président Ho Chi Minh. La liaison franco-vietnamienne locale s'étant révélée impuissante, le général, dans un esprit de conciliation, a donné l'ordre aux troupes françaises de cesser le feu et de s'abstenir de tout acte d'agression.

Le même jour, le colonel Lami, directeur des Affaires politiques et administratives, a conclu un accord avec M. Nam, sous-secrétaire vietnamien à l'Intérieur. L'accord prévoit la cessation immédiate du feu et le retour des troupes françaises et vietnamiennes dans leurs cantonnements respectifs, en attendant l'arrivée d'une mission mixte franco-vietnamienne qui a dû quitter Hanoï pour Haïphong (8).

Acceptons ce récit tel quel ! Acceptons qu'un détachement vietnamien, pour mettre fin aux opérations illégales des douaniers français, ait tiré sur un bateau français arraisonnant une jonque chinoise ; mais n'était-il pas dans son droit le plus strict ? Comment un Etat « libre », auquel on a reconnu explicitement tout pouvoir sur ses finances, peut-il considérer des individus qui s'arrogent le droit de percevoir des droits de douanes sur son territoire ou dans ses eaux territoriales, sinon comme des pirates ? S'il y a eu agression contre un bateau de douanes français, elle ne peut être considérée que comme un acte de légitime défense contre l'agression première qui a consisté à priver un Etat d'un droit qu'on lui a formellement reconnu.

Par ailleurs, il semble résulter du communiqué ministériel que nous venons de reproduire que les autorités françaises, ou tout au moins certaines d'entre elles, furent effrayées de l'ampleur de la réaction suscitée chez les Vietnamiens par l'établissement de ce bureau de douanes, que certaines d'entre elles, peut-être, n'approuvaient pas, et qu'elles essayèrent d'apaiser les choses.

Avec l'aide de la mission mixte franco-vietnamienne envoyée aussitôt de Hanoï, elles y parvinrent.

Une dépêche datée de Hanoï 23 novembre déclare, en effet :

A la suite d'un accord réalisé sur place, hier soir, entre le colonel Kerkel, agissant au nom du général Morlière, et M. Hoang Hu Nam, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur vietnamien, le calme reviendrait progressivement à Haïphong. Selon les milieux officiels les pertes vietnamiennes seraient de plus de 200 tués (9).

Quelques jours plus tard, le colonel Lami, au cours d'une conférence de presse à Hanoï, se plaindra qu'il a « fallu plus de 24 heures pour que M. Hu Nam pût faire cesser le feu par les Vietnamiens », ce qui confirme que le feu cessa, et que c'est le délégué vietnamien qui le fit cesser.

Au soir du 23 novembre, tout semblait donc s'arranger. L'alerte avait été chaude, mais elle était terminée. Or cela ne pouvait faire l'affaire du parti de la guerre. La provocation de la douane n'ayant eu qu'un effet limité, il fallait en ajouter une autre, plus directe.

Et c'est alors que, deux jours plus tard, le 25, se produisit cette chose inouïe : agissant, soit de son propre chef, soit, plus probablement, sur l'ordre d'un chef plus haut placé, et sous le prétexte facile que la communauté chinoise avait été « prise à partie », dira plus tard Lami (10), le colonel Debes « invite » (*sic*) les Vietnamiens à « *évacuer les quartiers chinois et français de Haïphong* », et il exige une « *réponse immédiate* », du fait que les Vietnamiens posent des mines et érigent des barricades à quelques mètres des postes français (11). Les Vietnamiens répondent, ce qui va de soi, que l'ultimatum n'est pas conforme aux accords qui viennent d'être conclus, et qu'ils n'avaient pas d'instructions de Hanoï. En conséquence, à dix heures, dit la dépêche de Hanoï, « *ils ont ouvert le feu sur les blindés français* » (12). Traduisez qu'à 10 heures, les blindés français sont entrés en action et que les Vietnamiens ont riposté.

C'est alors la tuerie, une tuerie qui durera au moins quatre jours. On ne se contentera pas d'occuper le quartier chinois ; on détruira le quartier vietnamien. On emploiera non seulement les fantassins, les parachutistes et les blindés, mais également l'aviation de bombardement. A cette époque, les staliniens, qui étaient ministres, et qui ont, de ce fait, leur entière responsabilité dans ces événements, se sont bien gardés de révéler ce dernier fait, ils ne l'ont signalé que beaucoup plus tard, à la Chambre, mais leur affirmation n'a pas été démentie et elle trouve une confirmation anticipée dans cette phrase discrète d'un correspondant de presse : « *A la suite des derniers combats on signale des dégâts importants dans le quartier vietnamien* » (13), dégâts qui, étant donné l'absence à cette époque d'armement lourd, n'ont pu être manifestement effectués que par des bombes d'avion.

Finalement, le 1er décembre, les troupes françai-

(7) **Le Monde**, 19 novembre.
(8) **Le Monde**, 23 novembre.

(9) **Le Monde**, 23 novembre.
(10) **Le Monde**, 27 novembre. Chose assez peu vraisemblable car quelques mois avant, à peine, le drapeau chinois (le drapeau du Kuomintang) flottait côte à côte avec le drapeau vietnamien dans les manifestations vietnamiennes.
(11) Ce colonel ignore peut-être que mines et barricades ne sont que des moyens **défensifs**, qu'ils ne sauraient donc, en aucune manière, menacer les postes français, mais seulement servir à se défendre contre eux si ceux-ci attaquent.
(12) **Le Monde**, 26 novembre.
(13) **Le Monde**, 4 décembre.

ses sont entièrement maitresses de la ville. Un point énorme a été marqué contre le Viet-Nam : on a privé l'Etat « libre » du Viet-Nam de son débouché sur la mer.

Le 21 novembre : Langson

Simultanément, on venait de le priver également de sa porte de communication avec la Chine.

On connait l'importance de Langson. Langson, situé tout à fait dans le Nord du Tonkin, commande la passe dite « porte de Chine » qui est la grande et presque seule voie de communication entre le Tonkin occidental et la Chine. C'est le lieu qui avait été l'un des tout premiers objectifs des troupes françaises lors de la conquête du Tonkin et qui fut aussi celui où elles subirent leur première grave défaite, celle qui amena la chute de Jules Ferry.

Or donc, le lendemain même des premiers événements de Haïphong, le 21 novembre, éclate à Langson un « incident », dont voici la version française :

Alors qu'ils étaient occupés à mettre au jour les cadavres du charnier de Langson, des soldats français ont été attaqués le 21 novembre par des Vietnamiens. 5 soldats français ont été tués, et 8 autres blessés. Le combat s'est prolongé pendant près de deux heures. Mais il semble qu'il soit resté localisé et qu'un calme relatif soit revenu. Le général Morlière, commissaire de la République au Tonkin, a protesté aussitôt auprès du président Ho Chi Minh, il a insisté sur le fait que l'incident paraissait de toute évidence prémédité (14).

Pourquoi, pour quelles raisons ou sous quels prétextes, des Vietnamiens ont-ils attaqué des soldats français qui déterraient des cadavres ? Les autorités françaises furent absolument muettes sur ce point ; en revanche, Ho Chi Minh, probablement, ne l'a pas été. A la suite de la protestation de Morlière, Ho Chi Minh répondit, en effet, par une lettre, mais dont on ne nous donne que cette phrase, qui n'est évidemment qu'une conclusion : *« Toute la responsabilité de l'acte d'agression de Langson incombe aux autorités françaises »* (15).

Ho Chi Minh a certainement indiqué dans sa lettre pourquoi il estime que la responsabilité de l'incident incombe aux autorités françaises ; pourquoi nous cache-t-on ses raisons ? Bien certainement parce que celles-ci étaient trop probantes et trop gênantes.

Puis, sans autre explication, et bien que la dépêche du 24 que nous venons de citer indiquait que l'incident était resté « localisé » et qu'un « calme relatif » paraissait revenu, deux jours plus tard, le 26, on lisait dans le *Monde* : *« A part la citadelle elle-même, la ville de Langson serait actuellement occupée par les troupes françaises. Une tension très vive subsiste. La population vietnamienne évacue la ville tandis qu'on signale des troupes vietnamiennes à quelques kilomètres. Les pertes françaises au cours du récent incident s'élèvent à 11 tués. »* (15).

Un peu plus tard, la citadelle était, à son tour, occupée par les troupes françaises, qui, par la suite, s'emparèrent même du pays environnant : *« Dans la région de Langson, les troupes françaises font tache d'huile »*, déclarera une dépêche publiée dans le *Monde* du 18 décembre.

Les communiqués officieux français firent grand état de la quasi-simultanéité entre l' « incident » de Haïphong et celui de Langson ; ils y voient la preuve d'une « préméditation » de la part du Viet-Nam.

Que cette simultanéité provienne d'une préméditation, nous le croyons volontiers. Mais que cette préméditation ait été le fait du Viet-Nam, c'est ce que l'on peut qualifier, pour le moins, de bien invraisemblable. A quoi aurait servi au Viet-Nam de faire tirer à un jour près quelques coups de fusil sur des soldats français de Haïphong et de Langson ! Cela n'aurait eu de signification que si le Viet-Nam avait eu l'intention de rompre avec la France et d'entamer des hostilités généralisées ; or, comme les événements suivants le montreront, tel n'était nullement le cas. De telles provocations, en des lieux où les forces françaises étaient supérieures à celles du Viet-Nam comme le prouva la rapide issue des combats, ne pouvaient que risquer de faire perdre au Viet-Nam le contrôle des deux villes les plus nécessaires au maintien de ses relations extérieures.

Par contre, en fournissant un prétexte à l'occupation de ces deux villes-clefs, ces « incidents » servaient remarquablement les desseins de ceux qui cherchaient à réduire à néant la déclaration du 6 mars, puisqu'ils leur fournissaient l'occasion d'étouffer littéralement « l'Etat libre » que leur gouvernement avait reconnu, en le privant de sa liberté de communiquer avec le monde par Haïphong, et avec la Chine par Langson. *Is fecit cui prodest.* La provocation de la douane de Haïphong ayant porté ses fruits le 20, le 21 se produisit un « incident » à Langson, dont on a si honte qu'on en supprime toute explication.

Efforts pour la paix

Voilà donc Haïphong et Langson occupées entièrement par les troupes françaises ; on a profité, dans chaque cas, de quelques coups de feu tirés par quelques hommes, pour occuper les deux plus grandes villes (après la capitale) d'un Etat dont on a reconnu l'existence et garanti la liberté.

Quelle va être la réaction de cet Etat ? Que va dire, que va faire son gouvernement ? Répondre par la guerre à l'occupation d'une partie de son territoire ? Dénoncer le *modus vivendi* et déclencher partout les hostilités ?

Nullement !

Le gouvernement du Viet-Nam ne se livre à aucun acte d'hostilité ; tout au contraire, il multiplie les déclarations pacifiques et accepte toutes les demandes qu'il lui est possible d'accueillir sans se suicider.

Nous avons vu qu'au premier jour des incidents de Haïphong, il avait envoyé immédiatement une délégation dirigée par l'un de ses sous-secrétaires d'Etat, avec pour mission de faire cesser le feu, et qu'elle y avait réussi.

Peu après, Ho Chi Minh lançait un appel radiodiffusé disant notamment :

Je fais appel au général Valluy et à tous les officiers français au Viet-Nam pour arrêter sur-le-champ toute effusion de sang entre Français et Vietnamiens. Je fais appel à tous mes compatriotes vietnamiens pour qu'ils conservent tout leur calme, et aux formations d'auto-défense vietnamiennes pour qu'elles se tiennent prêtes à défendre la souveraineté nationale ainsi que les Vietnamiens et les résidents étrangers.

Et il concluait, dit le *Monde*, en réaffirmant la volonté du peuple vietnamien de collaborer avec le peuple français sur des bases d'égalité et d'amitié, et en soulignant notamment que *« les justes intérêts économiques et culturels français au Viet-Nam seront protégés par le Viet-Nam »* (16).

(14) **Le Monde,** 24 novembre.
(15) **Le Monde,** 26 novembre.

(16) **Le Monde,** 27 novembre. Il faut indiquer toutefois que cet appel n'alla pas sans susciter une certaine réaction des milieux militaires vietnamiens craignant qu'Ho Chi Minh n'aille trop loin dans la voie des concessions. Dans une lettre adressée à celui-ci,

Puis, lorsque, voulant légaliser le coup de force de Haïphong, et en tirer le maximum d'avantages, le général Morlière exige *« l'interdiction de stationnement à toutes formations militaires ou paramilitaires vietnamiennes dans la zone de Haïphong »*, un *« contrôle militaire français sur le transit des formations militaires et des embarcations de l'armée vietnamienne à l'intérieur de cette zone »*, et enfin, le contrôle de *« toutes les routes reliant entre elles les diverses garnisons françaises »*, ce qui équivaut pratiquement au contrôle de tout le réseau routier, le Viet-Nam, au lieu de rejeter purement et simplement ces formidables exigences, propose simplement *« la réunion d'une commission mixte chargée de discuter la question »* (17), et, lorsque celle-ci est refusée, il se contente d'ajourner sa réponse.

En outre, sur toutes les questions dont ne dépend pas son existence même, le Viet-Nam accède aux demandes françaises :

Deux faits semblent prouver le désir du gouvernement vietnamien d'éviter une rupture complète : revenant sur le refus opposé précédemment aux demandes françaises, il a accepté que l'usine électrique de Hanoï soit gardée par un corps mixte franco-vietnamien et il a accepté également l'envoi d'une mission de liaison mixte à Haduong, à mi-chemin entre Hanoï et Haïphong (17).

Puis, un peu plus tard :

Il convient de signaler qu'à la suite de la demande adressée par le général Morlière à M. Vu N'guyen Giap, les soldats vietnamiens participeront de nouveau à Hanoï aux patrouilles mixtes (18).

Ho Chi Minh ne se contente d'ailleurs point de négocier avec les autorités françaises locales, c'est à l'Assemblée nationale française et au gouvernement français qu'il s'adresse directement dans un *« pressant appel »* que le *Monde* du 10 décembre analyse ainsi :

Après avoir affirmé une nouvelle fois « le désir sincère du gouvernement et du peuple vietnamiens de collaborer fraternellement avec le peuple français » et « le désir du Viet-Nam de faire partie de l'Union française », M. Ho Chi Minh s'élève contre « un certain nombre de Français en Indochine qui agissent contrairement aux accords conclus et poursuivent à l'égard du Viet-Nam une politique de force ».

Enfin, dans le journal *Paris-Saigon*, Ho Chi Minh publie la pathétique et prophétique adjuration que voici :

Mes compatriotes et moi sommes franchement désireux de voir la paix régner et nous ne voulons pas de guerre. Nous désirons notre indépendance au sein de l'Union française. Cette guerre, si on nous l'impose, nous la ferons. Nous n'ignorons pas ce qui nous attend. La France dispose de terribles moyens de lutte. Ce sera atroce, mais le peuple vietnamien est prêt à tout supporter plutôt que de renoncer à sa liberté. Cependant, il espère et souhaite de toutes ses forces que nous n'en arrivions pas à cette solution. Ni la France ni le Viet-Nam ne peuvent se payer le luxe d'une guerre sanglante, et reconstruire sur des ruines serait catastrophique (19).

Simultanément, le même journal publiait une déclaration de Sainteny, commissaire de la République au Tonkin, le même qui avait signé l'accord du 6 mars avec Ho Chi Minh et qui semble bien avoir tout fait pour éviter la guerre (il devait être blessé quelques jours plus tard dans ce qui semble bien avoir été de sa part un ultime effort pour arrêter le déclenchement définitif des hostilités) :

Nous sommes aux pires heures ayant précédé le 6 mars. Nous n'avons pas du tout l'intention d'exploiter la situation, et pourtant notre position est forte. Je suis prêt à accueillir toutes les commissions d'enquête internationales. Nous attendons avec le calme des forts.

C'est à Paris, aux responsables de la politique française en Extrême-Orient d'estimer si la question doit ou peut être reconsidérée.

Nous sommes prêts, comme nous l'avons précisé à plusieurs reprises, à un examen de l'intérêt commun et à des conversations sur le statut douanier de Haïphong. Il n'y a pas de raison pour que nous ne nous entendions pas. La France reste fidèle à l'esprit du 6 mars (19).

Cette déclaration de Sainteny était un coup dur pour ceux qui voulaient la guerre. Si vraiment on avait l'intention de ne pas exploiter la situation, si l'on était prêt à accueillir toutes les commissions d'enquête internationales, si l'on faisait appel à Paris pour reconsidérer la question, si l'on entamait des conversations sur le statut douanier de Haïphong, et si l'on restait fidèle à l'esprit du 6 mars, alors tout le complot issu des « incidents » de Haïphong et de Langson risquait de s'effondrer.

D'autant plus qu'un nouveau gouvernement venait de s'installer en France et que ce gouvernement était un gouvernement « socialiste », exclusivement socialiste, présidé par Léon Blum. Gouvernement en qui, dans leur candeur, les dirigeants du Viet-Nam crurent voir le salut :

« J'approuve pleinement la politique d'amitié à l'égard du Viet-Nam préconisée par M. Léon Blum, et je le remercie d'avoir compris l'état d'esprit du peuple vietnamien », a déclaré M. Ho Chi Minh, commentant pour la presse vietnamienne l'article du leader socialiste paru récemment dans le Populaire (20).

Et la dépêche ajoute :

L'élection de M. Léon Blum à la présidence du gouvernement français a été accueillie avec satisfaction par les milieux politiques vietnamiens. Ils pensent que son arrivée au pouvoir permettra de pratiquer une politique de loyauté et de collaboration entre les peuples français et vietnamien pour la défense de leurs intérêts communs.

Par conséquent, il faut se hâter de brusquer les choses. Eviter que les efforts de Sainteny, et peut-être les bonnes intentions de Blum, ne risquent d'aboutir.

Pour cela un seul moyen : frapper de nouveau, frapper fort, et frapper, cette fois, directement au cœur, à Hanoï même, capitale de l'Etat du Viet-Nam, là où réside son président, et où son Assemblée nationale tient ses assises.

C'est donc ici, à Hanoï, que, dans la semaine même qui suivra l'arrivée des socialistes au pouvoir, le complot va se dénouer.

Le 20 décembre : Hanoï

On ne peut pas dire que les événements de Haïphong et de Langson aient passé inaperçus à Ha-

le Comité directeur du Front du Viet-Minh déclarait : « Au nom de 9 millions de combattants vietnamiens en position depuis la porte de Nam-Quan jusqu'à la pointe de Camau, nous demandons au gouvernement d'adopter une attitude plus énergique en ce qui concerne la défense de la souveraineté du Viet-Nam... Nous ne pouvons négocier que si nous sommes capables de nous défendre. » (**Le Monde**, 9 décembre).

(17) **Le Monde**, 3 décembre.

(18) **Le Monde**, 13 décembre.

(19) **Le Monde**, 12 décembre.

(20) **Le Monde**, 13 décembre.

noï. La population s'en émut fortement. On se mit à creuser des tranchées, à poser des mines, tous les préparatifs de défense habituels à ceux qui s'attendent à être attaqués. Aussi, les dépêches de presse signaleront-elles à plusieurs reprises qu'un état de « tension » existe dans la ville. Cependant, jusqu'au 17 décembre, aucun incident n'est signalé. En revanche, à partir de cette date, soit donc à peine quelques jours après l'avènement de Blum, les « incidents » se précipitent à une allure accélérée.

Une dépêche du 18 relate ainsi un premier incident :

Au cours d'un incident qui s'est produit hier matin à Hanoï trois soldats français et une quinzaine de Vietnamiens ont été tués.

On donne certains détails sur les circonstances dans lesquelles s'est produit l'incident. Un camion militaire transportant du ravitaillement a essuyé le feu d'un poste vietnamien du Tu Ve (groupe d'auto-défense militaire) à proximité du grand lac. Deux soldats français ont été tués. Peu après, un peloton d'intervention français a réagi. Des obus ont été tirés contre le pâté de maisons abritant des tireurs vietnamiens. Les habitations ont pris feu et une quinzaine de Vietnamiens, civils et militaires, ont été tués ou brûlés (21).

Ainsi, des coups de feu ont été tirés, on ne sait pour quelle raison, contre un camion français, et, en représailles, tout un pâté de maisons annamites est brûlé, les civils qui étaient dedans compris.

Second « incident », le même jour. Il a lieu dans l'usine électrique où le gouvernement vietnamien avait accepté, quelque temps auparavant, la présence d'un poste de garde français conjointement avec la garde annamite. Cette fois, on ne se donne même pas la peine de fournir aucune explication, ni justification. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a un tué, et que c'est un Annamite — et qu'en protestation les ouvriers de l'usine ont fait grève :

Un autre incident s'est produit également hier matin à la sous-station électrique où, récemment, a été installée une garde mixte franco-vietnamienne. Un Vietnamien a été tué. Aussitôt les ouvriers vietnamiens se sont mis en grève. Sur l'intervention de la liaison française, le travail a toutefois repris dans la soirée (21).

Enfin, pour ne rien omettre, signalons, bien qu'il ne s'agisse peut-être que d'un crime de droit commun, l'assassinat, chez lui, d'un Français :

Un Français a été tué par des soldats Tu Ve qui ont pénétré dans sa villa. Sa secrétaire a été grièvement blessée. Les Vietnamiens ont pris la fuite (21).

Mais, dès le lendemain, se produit un incident beaucoup plus grave, et dont la préméditation est, cette fois, certaine : des parachutistes français entrent en force dans le quartier indigène de Hanoï, ils pénètrent dans les maisons, les fouillent et tuent, par surcroît, vingt-cinq « environ » Vietnamiens :

Une centaine de parachutistes français ont fouillé hier le quartier vietnamien de Hanoï, afin de retrouver le corps d'un de leurs camarades qui y avait été assassiné le 12 décembre. On déclare dans les milieux officiels français qu'au cours de cette opération des grenades ont été lancées des maisons vietnamiennes contre ces parachutistes. L'un d'eux a été tué et un autre blessé. Ils ripostèrent alors et 25 Vietnamiens environ auraient été tués. Dès les premiers coups de feu le quartier s'était hérissé de barricades. Toutefois, sur l'intervention des officiers de liaison, un certain nombre d'entre elles ont été abattues (22).

(21) **Le Monde,** 19 décembre.
(22) **Le Monde,** 20 décembre.

Après une violation aussi éhontée de leurs domiciles, les Vietnamiens acceptent de démolir leurs barricades ; il faut vraiment qu'ils soient de bonne composition ! Les officiers de liaison du Viet-Nam sont parvenus une fois de plus à empêcher le développement de la réaction populaire. La provocation se trouve ainsi, une fois de plus, ne pas avoir atteint son but.

Alors, c'est le commandement français lui-même qui va entrer en action. Le lendemain, c'est-à-dire le 19 décembre, l'autorité militaire française entreprend de déposséder le gouvernement de ses locaux gouvernementaux et de ses fonctions gouvernementales.

Sous le prétexte que des coups de feu auraient été tirés des bâtiments de la direction des finances et de la direction des communications vietnamiennes, les troupes françaises occupent par la force les bâtiments où sont logées ces deux directions :

Les bâtiments de la direction des finances et de la direction des communications vietnamiennes ont été occupées aujourd'hui sans incident par les troupes françaises. Dans les milieux officiels français, on déclare que cette occupation a été effectuée parce que les Vietnamiens ont tiré de ces bâtiments sur des passants français (23).

Or, il est bien évident que, même en admettant — ce qui est plus que douteux — que des coups de feu aient été tirés de ces bâtiments, toute autorité désireuse de maintenir la paix aurait signalé le fait aux autorités vietnamiennes et aurait, au besoin, de concert avec elles, perquisitionné les locaux pour trouver les coupables, mais ne se serait point emparé de ces bâtiments, alors que les coups de feu, s'ils ont jamais existé, avaient cessé, puisque l'opération s'est déroulée « sans incident ».

En référer aux autorités vietnamiennes était d'autant plus facile et pouvait d'autant plus aboutir à des résultats tangibles que leur bonne volonté n'était pas niable. La même dépêche que celle qui signale l'occupation des deux directions ajoute, en effet : « *Dans les milieux officiels français, on reconnait la bonne volonté des officiers de liaison vietnamiens* ». Bonne volonté qui n'est point contredite, mais au contraire confirmée par la suite de la phrase : « *Mais on constate le mal qu'ils éprouvent à se faire obéir par les troupes Tu Ve* ». L'on comprend, en effet, qu'en face d'opérations comme celles des parachutistes, l'indignation de la population ne devait pas être facile à contenir ! Le mérite des officiers de liaison n'en est que plus grand.

Quant à Ho Chi Minh, il fait un dernier effort pour briser la volonté de guerre des militaires français. Le 20 décembre, dans le courant de la journée, il adresse à Léon Blum « *un télégramme protestant contre les récents incidents qui ont eu lieu à Hanoï et demandant l'envoi d'une mission parlementaire française en Indochine* » (24).

Il devenait donc de plus en plus urgent de précipiter les choses. Aussi, dès le soir du jour où Ho Chi Minh demandait à Blum l'envoi d'une mission parlementaire, ce 20 décembre, à 6 heures et demie du soir, les hostilités éclatèrent. Dans tout Hanoï les troupes françaises et les troupes vietnamiennes sont aux prises et le lendemain, le commandant français pouvait publier un communiqué triomphal :

Les blindés français sont entrés immédiatement en action pour répondre aux attaques vietnamiennes parties de plusieurs points de Hanoï. Les combats de rues ont duré toute la nuit, et à 5 heures du matin, une forte canonnade s'est fait entendre. Vers 8 heures, les troupes françaises appuyées de

(23) **Le Monde,** 20 décembre.
(24) **Le Monde,** 21 décembre.

half-tracks, d'obusiers et d'automitrailleuses ont lancé une attaque contre la présidence du gouvernement vietnamien, résidence de M. Ho Chi Minh. Le drapeau français flotte maintenant sur cet édifice et sur le théâtre municipal où siégeait l'Assemblée nationale du Viet-Nam. Etc. (25).

C'est la victoire ! La résidence du président de la République du Viet-Nam et celle de son Assemblée sont devenues françaises. Le gouvernement du Viet-Nam n'existe plus, il « est en fuite », proclamera le général Morlière. La déclaration du 6 mars se trouve donc désormais caduque et sans valeur. « Tout est rétabli... » Nous tenons Haïphong, Langson et Hanoï, il ne reste plus à conquérir... que le reste. Affaire de rien ! — Or il y a cinq ans de cela : cinq années pleines. Et l'Indochine reste toujours à conquérir. Comme au 21 décembre 1946 « nous » tenons toujours, au Tonkin, Haïphong et Hanoï, et, plus ou moins, malgré de fréquentes coupures, la ligne et la région qui les relient, mais nous n'y tenons toujours rien d'autre ; nous ne tenons même plus Langson.

A qui incombe la responsabilité, non point la responsabilité première, celle-ci résulte de tout ce que nous venons de dire, mais la responsabilité immédiate de cette généralisation des hostilités ? Autrement dit, lesquels, le 20 décembre, à 6 h. 30 ou à 8 heures (les dépêches sur ce point sont contradictoires) ont tiré les premiers ? Les Français ou les Vietnamiens ? Nous ne saurions en décider.

Voici la version française :

Les autorités vietnamiennes ont donné l'ordre d'ouvrir le feu sur les troupes françaises stationnées à Hanoï au moment même où le gouvernement de Paris affirmait de nouveau son désir d'entente, où le ministre de la France d'outre-mer s'apprête à se rendre en Indochine pour rétablir des relations normales.

M. Ho Chi Minh et son gouvernement ont quitté la capitale tonkinoise peu avant l'attaque, sans préavis et en dépit des nombreux contacts courtois qui s'étaient établis au cours de la journée du 19 décembre entre les autorités françaises et vietnamiennes. En particulier, M. Nam, ministre de l'Intérieur, avait envoyé à 18 h. 30 une lettre amicale au général Morlière dans laquelle il disait notamment : « Le Viet-Nam désire également trouver un terrain d'entente. Je suis très sensible à votre lettre dont la teneur sera soumise demain au conseil des ministres. »

Deux minutes après, la lumière fut coupée, trois sur quatre des génératrices ayant été sabotées ; les mortiers et les armes automatiques du Viet-Nam entraient en action dans tous les secteurs ; des wagons bloquaient les passages à niveau et des mines étaient posées.

A 22 h. 30, la garnison de Haïduong-Mi sur la route de Haïphong à Hanoï était attaquée ; à 1 h. 30, etc. (25).

Sur la version vietnamienne nous avons seulement l'analyse d'une dépêche du correspondant à Saigon de l'agence américaine *Associated Press*, publiée dans le *Monde* du 29 décembre, et que voici :

*Le correspondant de l'*Associated Press *à Saigon a câblé, le 25 décembre, une dépêche parvenue aujourd'hui. Il affirme qu'un émetteur clandestin a diffusé le jour de Noël une déclaration faite par M. Ho Chi Minh.*

Selon le poste vietnamien, M. Ho Chi Minh aurait rejeté sur les Français la responsabilité des désordres de Hanoï : ces désordres auraient été imputables à un ultimatum du 19 décembre demandant l'attribution du contrôle de la police aux autorités françaises. Les Vietnamiens ayant rejeté l'ultimatum, les combats éclatèrent.

Toujours selon la radio clandestine vietnamienne, M. Ho Chi Minh échappa de peu à la mort au cours d'une attaque livrée contre son palais ; au cours de la même attaque, Hoang Minh Gian, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, a été blessé.

Or, le fait essentiel de cette dépêche, c'est-à-dire l'existence d'un ultimatum français exigeant la remise des pouvoirs de police aux mains des autorités françaises ne fut pas démenti par les services français, qui se contentèrent de déclarer que les informations diffusées par la radio du Viet-Nam contenaient « beaucoup d'inexactitudes ». Qu'une chose aussi importante que cet ultimatum n'ait point été démentie, est la preuve que l'ultimatum a bien existé.

Ainsi, à toutes les provocations qui n'avaient pas cessé depuis exactement un mois, depuis le jour de l'occupation de Haïphong, s'en ajoutait une nouvelle, et bien plus grave encore, puisqu'il était absolument impossible au gouvernement de Hanoï d'y souscrire, sans, par cela même, accepter sa déchéance : la remise par l'Etat du Viet-Nam de ses pouvoirs de police, attribut essentiel de tout Etat, entre les mains d'un autre Etat.

Dans ces conditions, sont-ce les Français qui, devant le rejet de l'ultimatum, ont reçu l'ordre, les premiers, de tirer, ou bien, sont-ce les troupes du Viet-Nam qui, devant cette dernière exigence, ont compris qu'il n'y avait plus rien à faire pour éviter la guerre et ont tiré les premières ? Je ne sais, mais le point est relativement secondaire. L'important est que les hostilités ont été déclenchées par suite d'un ultimatum si hors de tout droit, si exorbitant et si manifestement provocateur que le gouvernement français n'a jamais osé en prendre publiquement la responsabilité, tout en reconnaissant implicitement qu'il avait été, puisqu'il s'est abstenu de démentir son existence.

Epilogue

Cette fois donc, les dés sont jetés ; amiraux et généraux tiennent leur guerre.

Cependant Ho Chi Minh ne s'y résignait point.

Dès la veille de Noël, la délégation de la République du Viet-Nam en France remettait à l'agence française de presse une déclaration dont voici, d'après le *Monde* du 25 décembre, l'essentiel :

Nous ne voulons pas de la guerre. Nous voulons la paix dans le respect des accords conclus. La mission au Viet-Nam de M. Moutet (26)*, ministre de la France d'outre-mer, montre que le gouvernement présidé par M. Léon Blum entend mener là-bas non une politique de force, mais d'entente, de concorde, dans l'intérêt supérieur des deux nations. Au nom du gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, nous déclarons que, tout en sauvegardant l'indépendance du Viet-Nam et son unité nationale, nous entendons fermement collaborer sur la base des accords conclus avec la France dans le cadre de l'Union française.*

Le 31 décembre, le *Monde* reconnaissait dans un éditorial que, « *au moment où M. Moutet et l'amiral d'Argenlieu laissaient entendre que les négociations n'étaient plus possibles avec le Viet Minh, la radio vietnamienne diffusait — et diffuse encore — des informations « dirigées » favorables à une reprise de contact* ».

Plus précise encore cette dépêche publiée le même jour dans le même journal :

---

(25) **Le Monde**, 22 décembre.

(26) Le gouvernement Blum venait de décider l'envoi de Moutet en Indochine.

Des journaux de Saigon, de langue annamite, connus pour leur sympathie pour l' « ancien gouvernement du Viet-Nam » publient des éditoriaux significatifs. Ils proposent toujours notamment un retour aux positions militaires et politiques antérieures au 30 octobre, c'est-à-dire aux premiers événements de Haïphong. Ils suggèrent que M. Moutet ne quitte pas l'Indochine sans signer un « accord provisoire » et ils déclarent que le rétablissement d'un gouvernement vietnamien à Hanoï ferait disparaître le principal obstacle à une tentative de conciliation.

Enfin, en réponse à un télégramme de Blum, Ho Chi Minh lui exprime sa satisfaction de l'arrivée de Moutet en Indochine (27).

Mais plus importants que toutes les déclarations sont les actes. Or ceux-ci sont, en ce qui concerne le Viet-Nam, dans le même sens que ses déclarations. En effet, malgré l'ouverture des hostilités au Tonkin, respectueuses du *modus vivendi* qui a ordonné, depuis le 30 octobre, la cessation des hostilités en Cochinchine, les troupes du Viet-Nam de Cochinchine continuent à demeurer l'arme au pied:

Le comité exécutif du Nambo — organisme vietnamien en Cochinchine — aurait reçu des autorités vietnamiennes l'ordre de laisser ses formations sur leurs positions et de leur interdire toute activité militaire ainsi que tout acte d'hostilité tant que M. Marius Moutet ne prendra pas une attitude considérée comme antivietnamienne (27).

Mais Thierry d'Argenlieu s'était empressé déjà de couper les ponts.

Dans un discours radiodiffusé de Saigon, le jour de Noël, bien que le gouvernement du Viet-Nam ait été reconnu par le *gouvernement* français et que celui-ci ait donc seul le droit de cesser de le reconnaître, Thierry d'Argenlieu, de lui-même, désigne ce gouvernement comme l' « ancien gouvernement de Hanoï », indiquant par là qu'il cesse, lui, de sa seule autorité de le reconnaître. Et pour qu'on ne s'y méprenne point, on publie la note suivante :

A Saigon, les observateurs politiques ne manquent pas de relever un passage du message de Noël de l'amiral Thierry d'Argenlieu diffusé par la radio de Saigon et dans lequel l'amiral a mentionné l' « ancien gouvernement de Hanoï » (28).

En outre, pour bien faire savoir publiquement à tous, Vietnamiens et Français, qu'il n'entend donner aux Indochinois qu'une indépendance illusoire, le même Thierry déclare dans la même allocution :

La France n'entend pas, dans l'état présent de l'évolution des peuples indochinois, leur accorder une indépendance sans condition et totale, qui ne serait qu'une fiction gravement préjudiciable aux intérêts des deux parties (29).

C'est clair ! Tout ce que l'on entend donner à l'Indochine, c'est une indépendance sous condition ! Une indépendance de Quisling !

Il ne reste donc plus pour maintenir, ou plutôt pour rétablir la paix qu'un seul espoir, celui auquel, nous l'avons vu, se raccrochait désespérément le Viet-Nam : l'arrivée de Moutet en Indochine. Mais Moutet, autrefois défenseur attitré des peuples coloniaux, n'est plus, ni le député d'opposition de jadis, ni un avocat besogneux en quête de clients. Il est ministre ! Ministre socialiste ! Comme tout socialiste, il n'a qu'une peur, c'est de ne pas paraître assez « patriote », et, comme tout politicien, il est saisi d'un sentiment d'infériorité totale devant n'importe quel m'as-tu-vu qui porte un uniforme ! Il ne faudra donc même pas 48 heures à Monsieur l'Amiral Thierry d'Argenlieu, haut commissaire de France, pour mettre le ministre dans sa poche.

(27) **Le Monde**, 31 décembre.
(28) **Le Monde**, 29 décembre.
(29) **Le Monde**, 27 décembre.

C'est ce qu'enregistre le *Monde* du 29 décembre dans la dépêche suivante, terrible dans sa concision :

On remarquera la parfaite concordance de vues entre les déclarations de M. Moutet et celles du haut commissaire.

Cette fois, le dernier espoir s'est envolé. Les prévisions de Ho Chi Minh dans sa déclaration à *Paris-Saigon* vont se réaliser : « Ce sera atroce. » M. le très chrétien Thierry d'Argenlieu a bien travaillé.

∴

Ainsi, la suite des événements est très nette.

D'un côté, des actes qui, même s'il est vrai qu'ils se soient produits, et même s'ils se sont produits sans provocations, ne furent que des actes de quelques individus — et, de l'autre, des actions délibérées, d'une toute autre ampleur, exécutées sur l'ordre du commandement. Et qui, par conséquent, constituent de véritables actes d'agression.

Résumons-les.

Violation de la parole donnée lorsqu'on organise, sans le referendum prévu par l'accord du 6 mars, un gouvernement propre à la Cochinchine.

Agression lorsqu'on installe une douane à Haïphong sur le territoire de l'Etat libre du Viet-Nam, sans aucun accord avec celui-ci.

Agression lorsque, le calme revenu à Haïphong après l'incident de la douane, les troupes françaises occupent, d'abord le quartier chinois de Haïphong, puis toute la ville.

Agression lorsque, après un incident inexpliqué, et en tout cas, limité, les troupes françaises s'emparent de Langson.

Agression lorsque les parachutistes français « fouillent » la ville indigène de Hanoï.

Agression lorsque les troupes françaises occupent les directions des finances et des communications du Viet-Nam.

Agression, enfin, l'ultimatum exigeant du gouvernement du Viet-Nam la remise de ses pouvoirs de police.

Quel est, de toutes ces agressions, le principal responsable ?

Blum, qui ne vit jamais clair qu'après coup, quand il n'était plus ministre, a désigné, vers la fin de sa vie, Thierry d'Argenlieu comme le coupable. C'est bien probable. Cependant, on ne pourra se prononcer en toute connaissance de cause, on ne saura si l'on doit chercher les coupables plus bas, dans les commandements locaux, ou plus haut, au ministère, que lorsque l'on saura d'une façon certaine : qui a donné l'ordre d'organiser le gouvernement de Cochinchine, qui a donné l'ordre d'installer un bureau de douanes à Haïphong, qui a ordonné d'entrer dans le quartier chinois de Haïphong, comment s'est produit l' « incident » de Langson et qui a donné l'ordre de l'exploiter, qui, enfin, a envoyé les parachutistes fouiller les demeures des Vietnamiens de Hanoï, ordonné l'occupation des directions vietnamiennes, et pris la décision d'envoyer l'ultimatum relatif aux pouvoirs de police.

C'est là une enquête facile à faire, mais qui reste à faire ; elle devra être faite le jour où l'on voudra juger les responsables.

En tout cas, du point de vue de l'histoire, les responsables c'est nous tous. C'est la France, c'est toute la collectivité que représente cette entité qui, du point de vue international, est coupable, puisque le peuple de ce pays, ou par complicité, ou

par son silence, ou par son action insuffisante, n'a point été capable d'empêcher le crime.

L'établissement des responsabilités collectives, comme celle des responsabilités individuelles n'est point œuvre vaine, car il n'y aura pas d'ordre international tant qu'il n'y aura pas un droit international, et il ne saurait y avoir de droit si l'on ne recherche qui le viole. Le pacifisme ne consiste point à bêler la paix et à clamer son « horreur de la guerre », il consiste à œuvrer pour que s'établisse un droit international, car, comme tout droit, le droit international ne s'établira que par l'action et au cours de l'action. Il n'y aura plus de guerre le jour où il n'y aura plus d'agression, et l'agression ne sera plus possible le jour où, indépendamment de toute question de solidarité nationale ou autre, chacun prendra parti ouvertement, résolument et aussi directement que possible contre l'agresseur. L'effort qui sera fait par chacun dans ce sens ne sera qu'une goutte d'eau, mais les fleuves les plus puissants ne sont faits que de gouttes d'eau. L'internationalisme consiste, non à se tenir à l'écart des conflits internationaux, mais à y défendre les peuples opprimés contre les peuples oppresseurs.

L'agression russe en Corée, par l'intermédiaire du satellite de la Corée du Nord était indubitable ; c'est pourquoi il était du devoir de ceux des pacifistes qui ne se contentent pas de faire les Ponce Pilate de prendre parti pour la Corée du Sud ; l'agression française en Indochine est aussi certaine, et non pas seulement celle du siècle dernier, mais celle d'aujourd'hui ; c'est pourquoi il est du devoir des pacifistes de prendre le parti des Indochinois, nonobstant toute autre considération. Car rien, à notre époque, n'est aussi important que cette tâche : établir la paix — et que, comme la paix entre les individus, la paix entre les nations est inconcevable sans l'existence d'un droit, appuyé, s'il y a lieu, par la force.

Mais il y a encore des « réalistes », ou de soi-disant « réalistes », qui, faisant de leur myopie vertu, entendent ne se décider qu'en vertu d'objectifs moins lointains.

C'est au point de vue de ces « réalistes » que nous allons maintenant nous placer.

PERSPECTIVES POLITIQUES ET MILITAIRES

Envisageons donc maintenant l'avenir immédiat, du seul point de vue de la « Realpolitik ».

De l'eau au moulin de Staline

Mis à part les colonialistes et une poignée de chauvins excités, les partisans de la guerre d'Indochine se recrutent presque exclusivement parmi les anticommunistes militants. Ho Chi Minh est communiste, ou, tout au moins appartient, et depuis très longtemps, au parti communiste ; d'autre part, l'influence communiste est certainement considérable, et l'est nécessairement de plus en plus au sein du Viet Minh ; abandonner la lutte contre l' « ancien gouvernement de Hanoï » serait donc, dans ces conditions, livrer l'Indochine au « communisme », en faire un Etat satellite de Moscou ; en outre, avec un Etat vietnamien communiste, la Russie et la Chine posséderaient une excellente base de départ pour étendre leur influence et leur domination sur tout le Sud-Est asiatique. La seule alternative est donc : ou bien la France restera maîtresse de l'Indochine, ou bien tout ce qui reste d'Asie non encore russifiée : Siam, Birmanie, Indonésie, et même l'Inde, sera incorporé à brève échéance dans l'empire des czars. Tel est le raisonnement.

Eh bien ! n'est-ce pas tout le contraire ?

L'Asie des moussons, c'est-à-dire tout ce qui est situé au sud-est de la grande bande désertique qui s'étend du Sind au Gobi, comprend plus de la moitié de la population de la terre : plus d'un milliard de personnes, dont les quatre cinquièmes vivent en des régions où la densité moyenne est de 110 habitants au kilomètre carré, c'est-à-dire une densité bien supérieure à celle de la France.

C'est cette immense fourmilière que trois petits pays d'Europe, la France, l'Angleterre et la Hollande se mirent jadis en tête de vouloir dominer et exploiter, alors que leur propre population n'atteint, même aujourd'hui, qu'une centaine de millions de personnes — soit un contre dix.

Opération qui était cependant faisable et qui put assez bien réussir au siècle dernier du fait qu'au sortir de la grande révolution industrielle de la fin du XVIII[e] siècle, l'Europe jouissait d'une supériorité technique telle qu'elle pouvait compenser, et même au delà, l'infériorité numérique.

Mais aujourd'hui que, du fait même de la pénétration européenne dans le reste du monde, la technique moderne est devenue le bien commun de l'humanité, et que le cas du Japon, passant en quelques décades d'un état de semi-barbarie à celui d'une des plus grandes puissances industrielles du monde, a montré que les Asiatiques peuvent s'assimiler les techniques européennes et les développer tout aussi bien que quiconque, ce monopole technique de l'Europe, qui lui avait permis de s'emparer de l'Inde, de l'Indonésie, d'une partie de l'Indochine et de soumettre à sa volonté l'empire chinois, n'existe plus, ce qui fait que le facteur population, le facteur « masse » reprend toute son importance. Il est vain d'espérer qu'à connaissances scientifiques et techniques égales, 100 millions de personnes, ou même 200 millions, ou même 500, si l'on veut joindre aux trois vieilles puissances coloniales les autres Etats de l'Europe occidentale et d'Amérique, puissent continuer à en subjuguer un milliard.

La preuve vient d'ailleurs d'en être administrée d'une manière dramatique au cours de ces toutes dernières années. L'Inde, colonie de la couronne britannique, est devenue une république indépendante ; la Birmanie, Ceylan, colonies également, sont devenus pareillement indépendants ; de même les vieilles colonies hollandaises : Sumatra, Java, Bornéo, etc. ; cependant que la Chine dont la semi-colonisation venait juste d'être achevée en 1900, par le consortium des puissances européennes, et auprès de laquelle les Etats-Unis avaient essayé de relayer l'Europe, entre les deux guerres, comme « conseiller dirigeant », se délivrait définitivement par le triomphe de Mao Tse-tung, de toute ingérence occidentale. Quant au Japon, le seul Etat d'Extrême-Orient qui était resté toujours indépendant, et avait, grâce à cela, acquis une puissance qui lui permit, il y a dix ans, de relever le gant que lui avait jeté l'Amérique, il a subi, il est vrai, une grave défaite militaire du fait de l'apparition subite du dernier-né de la technique occidentale, la bombe atomique, mais sa force est restée néanmoins telle que c'est son vainqueur d'hier qui, aujourd'hui, sollicite très humblement son amitié et son alliance : l'Amérique le presse de redevenir militairement fort, afin d'être à même de... la protéger.

Dès lors, vouloir se maintenir en Indochine afin d'y conserver une base de départ qui puisse servir à la reconquête de l'Asie est pure folie. L'alternative n'est pas, aujourd'hui, entre une Asie des moussons soumise à l'Europe et une Asie des moussons indépendante ; l'indépendance de l'Asie est une certitude ; la seule question qui se pose est de savoir *avec qui* sera cette Asie indépendante. Dans l'immense conflit qui oppose à nouveau l'Occident et l'Orient, la civilisation juridique de l'un et le

régime despotique de l'autre, l'Europe et l'Asie des plaines, dans quel camp se rangera l'Asie des moussons ? Dans celui de la Russie, ou dans celui de l'Amérique ?

Or, il va de soi que des peuples qui ne viennent de naître à l'indépendance, ou qui, comme l'Indochine, ne sont en train d'y naître, qu'après des luttes héroïques seront déterminés pour la plus grande part, durant de nombreuses années, en ce qui concerne tous les choix qu'ils auront à faire, par le souvenir du comportement qu'on aura eu à l'égard de leurs luttes pour la liberté.

Qu'on le veuille ou non, et quelles que soient les ultimes intentions des gens du Kremlin à l'égard de l'Extrême-Orient, en fait, la Russie aide aujourd'hui l'Asie à conquérir et à maintenir son indépendance, tandis que l'Europe fait tout pour l'empêcher, et que l'Amérique, qui y était d'abord favorable, a, depuis, tourné casaque.

Comment, en présence d'une France, soutenue par l'Angleterre et matériellement aidée par les Etats-Unis depuis dix-huit mois, qui sacrifie des centaines de milliards et des dizaines de milliers d'hommes pour maintenir sous le joug le dernier peuple asiatique qui y soit encore, les peuples asiatiques ne prendraient-ils point partie contre la France, l'Angleterre et l'Amérique, en faveur de la Russie ? (La seule exception étant peut-être le Japon qui, ayant perdu une guerre, mais n'ayant jamais perdu son indépendance, est moins sensible à tout ce que celle-ci représente.)

Ainsi, toute lutte qui a pour but de maintenir l' « indigène » sous la domination du colonisateur, comme c'est le cas de la guerre d'Indochine, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de Staline. Comme l'avaient bien compris les hommes du Département d'Etat avant que Mac Carthy et le lobby formosien ne leur eussent troublé la tête, la seule politique anticommuniste conséquente qu'on puisse poursuivre en Extrême-Orient est une politique d'anticolonialisme cent pour cent. Ce qui signifie l'arrêt immédiat des hostilités en Indochine, et la remise complète et totale de l'Indochine aux Indochinois.

Il se pourrait d'ailleurs bien que cela fait, en vertu de leur réaction traditionnelle contre les Chinois, leurs anciens suzerains et les actuels maîtres de leur commerce, les Annamites ne tardent pas à se soustraire à l'influence « communiste » de la Chine, et, par là, à celle de Moscou.

Au jour J

Faisons encore un pas de plus dans la « Realpolitik », en examinant ce qui constitue finalement le facteur décisif de toute « realpolitik » : le facteur militaire.

Il va de soi que la Russie a intérêt à ce qu'il y ait, le jour où elle déclenchera son attaque, le moins de troupes possible en Europe, et surtout le moins de troupes sûres. Que les Américains aient, ce jour-là, de nombreux soldats en Corée, que les Anglais en aient sur le canal de Suez, et les Français en Indochine, et ce seront autant de divisions, généralement les meilleures, que les Russes ne rencontreront point sur l'Elbe ou sur le Rhin. Une dispersion des effectifs militaires de l'Occident à des milliers de kilomètres des lieux où se produiront les chocs décisifs est l'un des meilleurs atouts que possède l'état-major de l'armée czariste.

Alors que la France arrive péniblement à mettre deux ou trois divisions sous les ordres d'Eisenhower, en avoir la valeur d'une dizaine en Indochine frise la démence. D'autant plus qu'en cas de conflit mondial, ces divisions, à la différence de celles de Corée ou de Suez ne peuvent être d'aucune utilité. L'armée de Corée peut se replier sur sa base, toute proche, du Japon, et de là, de concert avec les Japonais, interdire l'accès du Pacifique. L'armée anglaise de Suez, de son côté, peut, au contraire, foncer en avant, en renfort des Turcs, et, de concert avec eux, interdire aux Russes, à la fois l'accès à la Méditerranée et l'accès aux puits de pétrole.

Mais l'armée d'Indochine ! Elle n'a nulle part où se replier, ni personne à aller renforcer. Elle peut à peine tenir actuellement contre la seule armée du Viet-Nam ; comment tiendrait-elle devant cette armée, doublée de l'armée chinoise ? Elle est tout simplement vouée à la destruction. Une destruction rigoureusement inutile. Un anéantissement dont on ne trouvera sans doute d'égal dans l'histoire que celui des Athéniens, en Sicile, au temps d'Alcibiade. Résultat identique provenant d'ailleurs d'une situation générale identique : un peuple au début de son déclin qui tente de maintenir un empire croulant par des expéditions lointaines, alors qu'il n'est même plus en mesure d'assurer sa propre indépendance.

La mise hors de combat certaine, au profit des Russes, de la partie la plus combative de l'armée française, sera le résultat le plus clair de cette expédition soi-disant « antibolchevique ».

∴

Telles sont donc, à mon sens, les origines et les perspectives de la guerre d'Indochine : à l'origine, une immense injustice ; à l'horizon, un désastre presque sans précédent.

La « justice immanente » n'est pas toujours un vain mot.

R. LOUZON.

ISMAILIA
NOUVEL AMRITSAR

Ce ne fut point une « bataille », comme la presse à tout faire l'a appelée ; ce fut un massacre.

Le massacre de plus d'une centaine de policiers égyptiens, tués ou blessés le vendredi 25 janvier par de gros canons de tanks Centurion, manœuvrés par des soldats anglais pratiquement à l'abri de tout risque, tirant à bout portant sur les casernes.

Ce fut un assassinat.

Un assassinat qui rappelle celui d'Amritsar aux Indes, au lendemain de la première guerre mondiale — et qui aura les mêmes conséquences.

Amritsar fut le grand stimulus qui fit du mouvement, encore vagissant, du parti du Congrès l'expression de la volonté de tout un peuple, désormais résolu, coûte que coûte, à conquérir son indépendance. Le massacre d'Amritsar scella le destin de la domination anglaise aux Indes.

De même, le massacre d'Ismaïlia, par la résonance qu'il a eue immédiatement dans la population égyptienne, ainsi qu'on l'a vu par les évènements du lendemain au Caire, et celle, plus grande encore, qu'il prendra dans les traditions qui forment la conscience historique d'un peuple, a sonné le glas de l'influence britannique en Egypte, quels que puissent être les détours que prendra momentanément l'histoire, et, plus généralement, de son influence dans tout le monde arabe.

Churchill, qui a toutes les qualités du bulldog et qui en a également le manque d'intelligence, s'imagine que, par sa brutalité, il sauve l'empire ; il ne fait, en réalité, qu'en rendre plus rapide la liquidation.

R. L.

Provocateurs assassins !

Ainsi la France est aussi impérialiste qu'au XIXe siècle.

Par la Tunisie, toute l'Afrique du Nord risque de s'embraser, provoquant une nouvelle guerre d'Indochine.

C'est possible.

Mais en ce moment, 40 millions de Français, disposant des armes perfectionnées fournies par le plan Marshall et sans doute les fonds du Point 4, sont en train d'assassiner 3 millions de Tunisiens !

Un petit peuple fier que 70 ans de spoliations et de mépris n'ont pas guéri du mal de la liberté !

Ah ! quand il s'agissait de refouler le « boche » exécré qui vous tenait sous la botte, alors le « bicot » était un frère. Aujourd'hui il n'est plus que le « bicot ». Esclave et fils d'esclave. Qu'il crève !

Pour ce, on a tout lâché : police, garde mobile, tirailleurs sénégalais et avions (1).

Pas uniquement pour défendre les privilèges des colons et autres hyènes à la Colonna. Non ! On veut encore jouer un rôle international. Et comme on n'a pas grand-chose à donner en échange des aumônes américaines, on veut pouvoir au moins monnayer les colonies — les points stratégiques, les hommes. Personne donc, en dehors du maître, ne doit disposer des biens et de la vie de l'esclave.

Pour cette besogne infâme, on a fait donner la garde des larbins de la République française : Quai d'Orsay, présidence du Conseil, présidence de la République.

Voyez les journaux : Schuman Robert et, surtout, Schumann Maurice, Faure Edgar, Auriol Vincent, cautionnent l'assassinat.

Provocations d'abord, suivant la règle du jeu.

On ne craint même pas d'insulter aux victimes en confondant les nationalistes libérateurs avec les fascistes « rouges ».

Et le peuple de France, blasé, lamentable, se délecte de l'hypocrite « Monde » ou de l'ignoble « Figaro ».

Cependant que la C.I.S.L. enquête ! Au lieu d'alerter les consciences encore libres, d'appeler, de crier, de hurler : A L'ASSASSIN !

J.-P. FINIDORI.

(1) L'U.G.T.T. dénonce les expéditions punitives à Kelibia, Moknine et Teboulba :

« D'après certains habitants qui ont pu s'échapper, les troupes se livrent dans ce village à toutes sortes de sévices sur les habitants et même sur les femmes.

» Des avions bombardent les agglomérations et des blindés défoncent les maisons. »

Franc-Tireur du 28 janvier.

Le martyrologe des peuples
soumis à la domination française

(Suite et à suivre)

En Tunisie, durant les manifestations qui suivirent l'arrestation « administrative » de Bourguiba et autres membres du Néo-Destour, il y eut, officiellement :

1 tué le 16 janvier à Bizerte
1 tué le 17 janvier à Ferryville
2 tués le 17 janvier à Bizerte
10 tués le 19 janvier à Mateur
1 tué le 21 janvier à Tunis
3 tués le 21 janvier à Nabeul
2 tués le 21 janvier à Hammamet
7 tués le 23 janvier à Teboulba
9 tués le 23 janvier à Sousse

Ça leur apprendra, à ces Tunisiens, à croire à l'O.N.U. !

« Le bilan officieux de neuf jours de désordres s'établit à 50 morts, dont 6 Français, et environ 400 blessés. » (« Franc-Tireur » du 28 janvier 52.)

Les Tunisiens debout contre le Guépéou

La caractéristique fondamentale des régimes fascistes est la déportation sans jugement, l'internement par « mesure administrative », la suppression de ce droit de l'homme fondamental qui consiste dans le droit de chaque individu de ne point être privé de sa liberté sans jugement. Un jugement public prononcé pour un délit défini, prévu et puni par la loi.

Toute mesure prise secrètement, à la discrétion d'une quelconque autorité, n'est qu'arbitraire, et la définition du fascisme, c'est l'arbitraire.

C'est pourquoi l'Italie mussolinienne était fasciste avec ses déportations aux « îles » par ordre de l'Ovra ; c'est pourquoi l'Allemagne hitlérienne était fasciste avec ses internements dans les camps de concentration par la Gestapo ; c'est pourquoi la Russie stalinienne est fasciste avec ses envois en Sibérie par le Guépéou aux multiples noms. Et c'est pourquoi l'homme d'ancien régime que la IVe République a envoyé en Tunisie y a établi le fascisme en déportant, sans jugement, Bourguiba et autres, à Tabarka et à Remada.

Mais les Tunisiens ne sont pas fascistes, et ils ne veulent point qu'on leur impose le fascisme. Et ils le font bien voir.

Messieurs les « libéraux » qui dénoncez, et avec raison, le régime concentrationnaire de la Russie, à vous la parole !

R. L.

NAISSANCE ET MORT DE LA TROISIEME INTERNATIONALE

A propos des livres de BRANKO LAZITCH : *Lénine et la Troisième Internationale* (Editions de la Baconnière).
ALEXANDRE OURALOV : *Staline au pouvoir* (Les Iles d'Or, éd.).

Ces deux livres que le hasard de leur publication fait sortir en même temps permettent de suivre le développement de la Troisième Internationale, de son aube qui fut la grande espérance du prolétariat après la nuit de la première guerre mondiale, à sa destruction définitive quand les hommes qui l'avaient fondée tombèrent l'un après l'autre abattus par les tueurs staliniens dans les caves de la Loubianka.

Je ne connais pas M. Lazitch. Son livre donne à penser qu'il a travaillé uniquement du dehors, en historien, sans avoir jamais participé au mouvement communiste. La documentation qu'il a rassemblée est remarquable ; il l'a puisée aux meilleures sources, russes, allemandes, françaises, dans les documents officiels et les écrits de l'époque. Elle est d'autant plus précieuse qu'elle est devenue plus rare, plus inaccessible ; ce n'est certainement pas chez les historiens staliniens qu'on pourrait la trouver.

M. Lazitch remonte tout naturellement aux débuts de la première guerre mondiale ; il étudie minutieusement la formation des oppositions, les premières conférences socialistes contre la guerre, Zimmerwald et Kienthal, les premiers congrès de l'Internationale communiste jusqu'à la mort de Lénine, donnant l'essentiel des débats et des résolutions. Travail très intelligemment fait, très honnête, ne comportant qu'un minimum d'erreurs secondaires, auquel je dois renvoyer le lecteur ; tous ceux qui n'ont sur cette période qu'une information fragmentaire trouveront là de quoi la compléter. Cela ne veut pas dire que je sois d'accord avec l'auteur quand, après avoir exposé les faits, il arrive à ses commentaires et conclusions. Pas du tout. Il a demandé à Raymond Aron de préfacer son livre, cela indique sa tendance. Mais avant de formuler mes critiques, je veux transcrire quelques textes pour souligner l'abime qui sépare l'histoire vraie de celle qu'on écrit aujourd'hui.

D'abord ces lignes du socialiste anglais Fineberg : « J'ai eu la chance d'assister à la réunion dans laquelle il fut décidé de prendre des mesures en vue de la création d'une troisième internationale communiste... Autant qu'il m'en souvienne, il n'y avait que quatre camarades à cette réunion : Lénine, Tchitchérine, Sirola et moi. Lénine nous soumit un projet de manifeste aux travailleurs du monde, proposant de le faire signer par les représentants du parti russe et des partis étrangers et sympathisants qui se trouvaient alors à Moscou. Après une brève discussion, la proposition de Lénine fut adoptée. » Ce projet de manifeste apporte accessoirement une démonstration nouvelle de la façon dont les staliniens opèrent par falsifications successives pour mettre l'histoire au goût du jour. Ce projet avait été rédigé par Trotsky, et il figure au tome XIII de ses Œuvres complètes, publié à Moscou en 1925. Plus tard, dans les éditions successives des Œuvres de Lénine, il est attribué d'abord à Lénine et Boukharine, puis quand Boukharine est devenu un ennemi du peuple, à Lénine seul.

Au premier Congrès, réuni à Moscou le 2 mars 1919, les socialistes étrangers présentèrent des rapports sur la situation dans leurs pays respectifs. Celui de Jacques Sadoul commençait par ces mots: « Nous sommes reconnaissants aux dirigeants de l'armée rouge, et en premier lieu au camarade Trotsky dont l'énergie infatigable, unie à une haute intelligence et à un véritable génie, a rendu possible à l'armée rouge, tombée déjà dans une complète décomposition, de reprendre des forces nouvelles. »

Le troisième Congrès est celui au cours duquel Lénine expose ce qu'est la NEP et donne les raisons qui ont présidé à son adoption. Dans la discussion, Alexandra Kollontaï reprend les critiques de l'opposition ouvrière, constate que les ouvriers sont repoussés de plus en plus à l'arrière-plan. Boukharine lui répond et Lénine met alors fin aux débats par cette déclaration : « Camarades, je suis complètement d'accord avec ce que mon ami Boukharine a dit. Je n'ai rien à y ajouter et c'est pourquoi je renonce à prononcer un discours de clôture. »

Ce congrès avait adopté une résolution sur le rôle et la structure des partis communistes. Le congrès suivant (novembre-décembre 1922) est le dernier auquel participa Lénine. La première attaque lui laissait un répit, il put faire une esquisse du rapport qui lui avait été attribué mais ce rapport abrégé s'achève sur une déclaration d'une importance capitale, précisément à propos de cette résolution. « D'abord elle est trop longue, dit-il ; on ne la lira pas. Si on la lit, on ne la comprendra pas parce qu'elle est trop russe, non qu'elle ait été écrite en russe : elle a été excellemment traduite en toutes les langues, mais parce qu'elle est foncièrement imprégnée de l'esprit russe ; enfin, si par exception un étranger la comprend il ne pourra pas l'appliquer. » Telles furent les dernières paroles de Lénine à un congrès qu'on doit considérer comme le dernier de l'Internationale communiste. Le cinquième (1924) sera celui de la « bolchévisation » où Zinoviev s'extasie sottement sur l'accord des délégués, réalisé, dit-il, à cent pour cent ; il n'a pas compris le suprême avertissement de Lénine, et pas davantage qu'avec son accord à cent pour cent, il ouvre la voie où Staline n'aura plus qu'à persévérer et où Zinoviev se trouvera lui-même bientôt « bolchévisé ».

Ces trop brefs rappels suffiront, je pense, à indiquer le ton, la nature des débats qui caractérisent les premiers congrès de l'I.C. et la rupture brutale qui s'opère dès la mort de Lénine. Or, pour M. Lazitch il n'y a pas de solution de continuité dans le développement de l'I.C. Pour lui, c'est toujours le bolchévisme, et il écrira : « Le bolchévisme fut de plus en plus totalitaire à mesure qu'il s'éloignait de la Révolution d'Octobre. » — ce qui serait tout à fait vrai si l'auteur traçait une nette séparation entre la période qu'il a spécialement étudiée et celle qui, en 1924, marque le point de départ de la dégénérescence qui, se développant régulièrement, finira par l'anéantissement. L'avertissement de Lénine aux communistes des autres pays est clair : ne nous imitez pas : et après lui c'est non seulement : copiez-nous servilement mais abdiquez toute indépendance de pensée et contentez-vous d'être des exécutants dociles, agissant selon nos or-

dres. Plus besoin de discussions : les congrès s'espacent et disparaissent.

M. Lazitch se hâte trop quand il affirme que « la réalité a montré la vanité des dogmes et axiomes marxistes » : « le capitalisme doit inévitablement sombrer ; le socialisme doit inévitablement lui succéder ». Jamais le marxisme ne s'est réduit à ces affirmations sommaires et l'attention avec laquelle Marx suivait le mouvement ouvrier, la part active qu'il y prenait montrent qu'il n'ignorait pas que les hommes avaient aussi un rôle à jouer.

La classe ouvrière, force révolutionnaire permanente, classe élue : un mythe, dit encore notre auteur, et pour étayer cette opinion, il cite une lettre de Bakounine à James Guillaume, en 1874 : « Il faut ouvrir les yeux à la réalité et reconnaître que, pour le moment, les masses populaires ne veulent pas du socialisme. » Au cours du XIXe siècle, dans tous les pays, la classe ouvrière connut des périodes de découragement, de renonciation, mais l'histoire révèle aussi qu'il ne s'agit que d'états passagers toujours suivis de rebondissements. Après l'échec de la Révolution de 1905, il y eut une période de débandade, de décomposition des partis, et seulement sept ans plus tard, une grève surgit, l'espoir renaît et les ouvriers partent avec une confiance nouvelle. Les bolchéviks ne pouvaient l'ignorer et pour cette raison et d'autres, il est tout à fait erroné de réduire la Révolution d'Octobre à un putsch. De février à octobre, les événements avaient constamment travaillé pour les bolchéviks ; un parti qui comptait alors 240.000 membres, c'était une grande force, car cela ne ressemblait en rien à ce qu'on appelle aujourd'hui un parti communiste ; si l'insurrection fit peu de victimes c'est parce qu'elle avait pu être minutieusement préparée et qu'elle répondait aux aspirations et à la volonté des ouvriers des villes. Dans les campagnes, les jacqueries parlaient pour les paysans.

Les conclusions de M. Lazitch appelleraient encore beaucoup de remarques. Il maintient toujours la discussion sur un plan élevé mais elle procède d'un esprit qui ne connaît le mouvement ouvrier que par les livres, n'a jamais été au vif de l'action. En terminant, je dois m'arrêter assez longuement sur un point important : l'attitude de Merrheim à Zimmerwald, telle qu'il la rapporte, empruntant ici à Dolléans. Dans son « Histoire du mouvement ouvrier », Dolléans a traité la difficile période de l'opposition à la guerre dans le mouvement syndical avec un souci de vérité dont nous devons lui savoir gré. Une erreur, parfois répétée d'après lui, est d'avoir fait de Laval un délégué à la Conférence de Kienthal. Laval n'alla jamais plus loin que la tendance minoritaire socialiste groupée autour de Jean Longuet, s'y conduisit prudemment et en sortit dès qu'il s'aperçut qu'elle ne pouvait que le gêner dans la carrière politique qu'il entrevoyait. Ce n'est pas grave, c'est seulement ennuyeux. Mais ce qu'écrit Dolléans au sujet de Zimmerwald est important. Pour exposer l'attitude de Merrheim à la Conférence, son « conflit » avec Lénine, il prend le récit qu'en fit Merrheim au Congrès confédéral de Lyon, en septembre 1919. C'est un récit assez dramatique. Pendant « huit heures consécutives », Lénine aurait entrepris Merrheim pour s'entendre sur un programme commun, concluant par cette injonction : « Rentré de Zimmerwald chez vous, vous devez déclarer la grève des masses contre la guerre. » Et Merrheim répond qu'il n'est venu que « pour faire entendre le cri de ma conscience angoissée au prolétariat de tous les pays ». Pourquoi prendre ce récit de 1919 alors qu'on en a un de 1915, écrit par Merrheim lui-même et juste au moment où il rentre de Zimmerwald ? Dans la brochure qu'il publia alors, conjointement avec Bourderon, son co-délégué, il donne les raisons de leur participation, « Pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald ». Dans les conversations d'alors, il ne parla jamais de cette étonnante conversation de huit heures consécutives ni de l'injonction d'avoir à proclamer, sans délai, la grève des masses contre la guerre ce qui n'aurait pas manqué de nous faire douter de la raison de Lénine. La vérité est que les rapports de Lénine avec Merrheim et Bourderon furent très cordiaux, qu'on les traita avec sympathie et amitié car on voyait en eux, avec raison, d'authentiques représentants du prolétariat français. Et on regretta beaucoup de ne pas les retrouver à Kienthal. Il y eut bien un délégué à l'égard duquel Lénine se montra agressif et irrité, c'était l'Allemand Ledebour. Il était membre du Reichstag et Lénine voulait qu'il prît l'engagement de voter désormais contre les crédits de guerre.

Est-il si difficile de comprendre pourquoi les récits de Merrheim sont si divergents quand on sait que le Merrheim de 1919 n'était plus celui de 1915 ? Il avait alors rejoint les hommes qui l'avaient injurié, vilipendé, menacé pendant les premières années de la guerre. L'avènement de Clemenceau avait fourni aux majoritaires l'occasion de se dégager de la politique guerrière du gouvernement devenue trop pesante, en même temps que le président Wilson leur apportait un programme de paix auquel ils pouvaient se raccrocher. Les soldats dans les tranchées, les hommes et les femmes à l'arrière étaient las de la guerre. Il y avait eu, en 1917, des grèves et des mutineries, la volonté d'en finir avec la guerre grandissait. D'autant plus surprenantes doivent alors apparaître ces autres paroles de Merrheim dans ce même discours du Congrès de Lyon : « La masse, qu'a-t-elle fait ? La masse, elle s'écartait. Je n'ai pas pu la réveiller, cette masse, avec les résolutions de Zimmerwald... Même si j'avais été arrêté à mon retour de Zimmerwald et fusillé, la masse ne se serait pas levée. » Il est bien vrai que le manifeste de la Conférence ne fut pas suffisant pour jeter la masse dans la rue ; mais qui en attendait de pareils résultats ? Il avait été imprimé clandestinement à quelques milliers d'exemplaires, répandus aussi clandestinement. Le Comité pour la reprise des relations internationales, que Merrheim contribua à fonder, n'attira pas non plus les masses. Mais cela non plus n'était pas espéré ; on savait bien que la tâche restait difficile et exigerait beaucoup d'efforts. Cependant la propagande du Comité fit son œuvre et l'heure vint quand, sinon la masse mais les ouvriers des usines de guerre se soulevèrent : et quand, de la Loire, de Bourges, ils appelèrent Merrheim, c'est Merrheim qui se déroba. Il avait été, avec courage et persévérance, l'homme de la résistance à la guerre quand le prolétariat était abandonné devant la ruée chauvine ; il n'était pas homme à prendre la tête d'un mouvement insurrectionnel.

Au Congrès de Lyon il lui fallait effacer ce passé car il avait près de lui les hommes qui l'avaient attaqué sans merci. Quand Monatte l'interpella, lui rappelant la réponse de Renaudel à Grimm, « la mobilisation n'est pas finie », entendant par là que les opposants non mobilisés allaient être récupérés et envoyés aux armées, il dit n'en avoir point souvenir. Pourtant il ne pouvait l'avoir oublié, car les paroles de Renaudel avaient été confirmées par les faits, mais il voulait l'oublier. Déformant son action d'hier, il se reniait. Ses nouveaux alliés le poussèrent contre la Révolution russe ; il emplissait des colonnes de leur journal d'informations pas toujours véridiques mais qui invariablement soulignaient et amplifiaient les difficultés auxquelles le prolétariat russe se heurtait, troublant les ouvriers français chez qui l'élan révolutionnaire déjà faiblissait. L'homme qu'il avait été était d'une

qualité trop exceptionnelle pour pouvoir supporter ce régime ; sa raison s'affaiblit et, dans son délire, c'était ses amis des temps difficiles qu'il appelait.

⁂

L'ouvrage d'Alexandre Ouralov est tout différent. Son auteur aussi. Il appartient à un peuple du Caucase, les Tchetchènes-Ingouches, dont la « République autonome » fut liquidée officiellement le 25 juin 1946 après l'avoir été en fait depuis le 23 février 1944 : massacre sur place d'une partie de la population, survivants déportés en Asie centrale. Auteur de plusieurs ouvrages historiques, appartenant à la tendance boukharienne, il a occupé des postes et eut des rapports avec les représentants de l'opposition qui lui ont permis de voir ou d'apprendre ce qui se passait dans les hautes sphères du parti. Les secrets du Kremlin sont bien gardés. Cependant la vérité finit par s'échapper ; on peut connaître l'histoire vraie, mais toujours avec un retard de plusieurs années.

La première partie du livre est consacrée à l'assassinat de Kirov, et justement, le secret, ici, n'est pas encore percé. On est toujours réduit aux hypothèses, la plus vraisemblable selon notre auteur étant que l'affaire se réduit à un banal « drame passionnel ». La femme de Nicolaïev — l'assassin — était la principale secrétaire de Kirov. On était à l'époque où la collectivisation de l'agriculture se heurtait à des résistances ; Nicolaïev fut nommé chef d'une section politique auprès d'un lointain kolkhose du Grand Nord. Il demandait vainement qu'on permît à sa femme de le rejoindre, et vainement aussi l'autorisation de venir à Léningrad. Il y vient clandestinement, arrive en pleine nuit à Smolny — et c'est le drame. Instruction et procès ont lieu en grand mystère et, en 1935, les journaux publient un communiqué laconique : « Nicolaïev et ses complices ont été condamnés à être fusillés. Le jugement a été exécuté. »

Kirov était un personnage important dans la hiérarchie du parti communiste. Son assassinat provoqua au sommet une sorte de panique. « Ce coup de feu, écrit Ouralov, fait dans les oreilles de Staline l'effet d'une bombe. Tout le Kremlin est saisi d'inquiétude. L'état de siège est secrètement proclamé à Moscou, Léningrad, Kiev, Minsk et plusieurs autres villes. Dans les quarante-huit heures qui suivirent l'assassinat de Kirov, plusieurs milliers de détenus politiques sont fusillés, sans jugement, par mesure de terreur. En décembre 34 et en janvier 35, on arrête en masse, dans tout le pays, des « ennemis du peuple ».

Cela, c'est la réaction immédiate, déclenchée sous le coup de la peur. Ce qui suivra, c'est une « épuration » généralisée entreprise sous la direction d'un dégénéré, Iéjov. La délation fut encouragée : cela devint du délire, « c'était à qui dénoncerait l'autre... A Moscou, à l'usine de roulements à billes, où l'on comptait dix mille communistes environ, il y eut trente mille dénonciations. Cela en faisait trois par communiste. » On décide de permettre le vote à bulletin secret : cela permet de faire des sondages. Premier essai dans les assemblées du parti. Plus d'unanimité comme dans les votes à main levée. Dans certaines conférences de quartier, les voix hostiles à Staline atteignent jusqu'à 30 %. Cependant, Trotsky est en exil, Zinoviev et Kamenev sont entre les mains du N.K.V.D., condamnés lors d'un premier procès à dix ans de prison. La Commission spéciale établit une nouvelle catégorie d'ennemis du peuple : les boukhariniens, Rykov, Boukharine et Tomski.

Mais il faut lire le livre, car je devrais tout citer. On apprendra, entre autres choses, que Staline fut, une fois, désavoué par le Comité central du parti communiste. Précisément quand il décida de mettre les trois nouveaux « ennemis du peuple » en accusation. Il avait procédé d'abord à la préparation traditionnelle : réunions dans tout le pays et vote de résolutions demandant l'exclusion des « droitiers » et leur renvoi devant la Haute Cour pour crime de haute trahison ; violente campagne de presse, *Pravda* et *Izvestia* donnant le ton, bien que Boukharine en soit encore, nominalement, rédacteur en chef. Quand la préparation est achevée, le Comité central est convoqué pour juger les « droitiers ». Iéjov — « petit homme, front aplati de dégénéré, yeux avides de hyène » — prononce le réquisitoire : une conjuration monstrueuse existe à l'intérieur du parti communiste depuis 1918 ; aujourd'hui, « il est établi que Boukharine et Rykov sont des agents de la Gestapo » (Tomski s'était suicidé).

Répliquant, Boukharine employa la bonne tactique de l'offensive. « Oui, dit-il, il y a un monstrueux complot dirigé contre le parti et contre l'Etat. Deux personnes sont à la tête de ce complot : le secrétaire général du parti, Staline, et le commissaire général à la Sûreté nationale, Iéjov... Le parti et son comité central doivent revenir aux traditions qui existaient au temps de Lénine. Le N.K.V.D. et non le parti, voilà qui, aujourd'hui, gouverne le pays. Le N.K.V.D. et non les boukhariniens, voilà qui prépare le coup d'Etat. » Ce discours produit une impression profonde que renforce encore l'intervention de Rykov. Staline fait donner ses fidèles, de Molotov à Andréïev. En vain. C'est que son jeu est désormais trop clair ; il s'est servi de Zinoviev et de Kamenev contre Trotsky, puis de Boukharine contre eux. Maintenant, c'est le tour de Boukharine. Il veut régner seul. Mais l'affaire, comme on le sait, ne finit pas là. Après le vote, Staline déclara qu'il acceptait la décision du Comité central ; il félicita les membres du Comité « pour la saine critique et l'autocritique dignes de vrais bolchéviks » dont ils venaient de faire preuve... Comment il acceptait la décision du Comité, la suite le montre : une année après cette mémorable séance, sur les 140 membres et suppléants du Comité central, il n'en restait que quinze en liberté.

Les autres chapitres du livre sont consacrés à la description de l' « épuration » dans chacun des domaines de la vie russe ; le dernier traite de la propagande, exposant son organisation et sa technique. Ses tours commencent à être bien connus, ou plutôt ils devraient l'être. Cependant ils sont toujours efficaces, en partie parce qu'ils se renouvellent sans cesse, plus encore parce que les antagonistes de Staline n'ont pas encore pu se résoudre à prendre mesure de sa ruse.

⁂

Où va Staline ? C'est la question que pose l'auteur en conclusion de son travail d'information. Ici, je pense qu'il se trompe quand il affirme qu'il ne reste plus à Staline qu'une solution : la guerre, et que c'est vers elle qu'il s'achemine. Il est certain que le réarmement de l'Occident, et avant tout celui de l'Allemagne, l'inquiète, si péniblement et si chaotiquement qu'il s'organise. Mais il est loin d'avoir déjà disposé de tous les atouts que les Américains et les Anglais ont mis stupidement en ses mains. La guerre froide est son élément ; il peut attaquer tantôt sur un point, tantôt sur l'autre ; bien mieux, il fait attaquer, ménage les Russes, n'envoyant au massacre que des Coréens et des Chinois. Et, faisant faire la guerre, il a encore la possibilité de se présenter comme l'apôtre de la paix.

A. ROSMER.

Elections dans l'Inde

Pour des raisons administratives et géographiques — immensité du pays, différences de climats — les élections qui se déroulent actuellement s'étendront sur une période de trois mois. C'est une grosse affaire : 176 millions d'électeurs qui voteront pour la première fois, 4.412 sièges à pourvoir pour les parlements locaux et le parlement central. Le résultat définitif ne sera connu que le 15 février mais on ne risque rien à prédire que le parti du Congrès reviendra avec une imposante majorité ; il est le parti qui a conquis l'indépendance et garde sa popularité malgré les mécontentements qu'a provoqués son exercice du pouvoir pendant les quatre années écoulées depuis le départ des Anglais ; et Nehru est toujours le disciple et le continuateur de Gandhi. Les staliniens avaient eu recours d'abord à la violence, parfois à l'insurrection, réussissant ainsi à imposer leur loi dans quelques régions isolées ; mais ayant constaté les limites de ces succès et l'impossibilité de les maintenir, ils ont opéré un tournant et se présentent maintenant en citoyens respectueux des lois, de la constitution ; camouflés en démocrates, pacifistes, unitaires, ils pourront gagner çà et là des sièges.

Ces élections ont donc pour l'Inde une grande signification. Cependant, un très remarquable article paru dans un hebdomadaire de Delhi, *Thought*, précise que l'intérêt qu'elles présentent n'est pas limité à l'Inde, car « elles sont, en fait, un défi aux adversaires de la démocratie en Asie ». C'est en effet très délibérément que les nationalistes, après le retrait des Anglais, quand ils devinrent maitres des destinées du pays, choisirent le régime démocratique. Le sentiment monarchiste était profond parmi le peuple, si incrusté dans les esprits qu'on cite le cas, bien caractéristique, d'un villageois frappé de stupeur en voyant Nehru sans couronne. Malgré cela, les leaders nationalistes décidèrent de s'en remettre aux incertitudes du vote : « affirmation de foi démocratique dans la turbulente Asie d'aujourd'hui ».

Désormais, brahmines et intouchables sont sur un pied d'égalité ; le régime des castes se meurt, au moment où il faut constater que les différences entre la démocratie et le régime stalinien et les soi-disant démocraties populaires sont d'une importance vitale pour l'homme. « Pour nous, la vie humaine est sacrée, tandis que dans les dictatures, Russie et Chine, ou Espagne de Franco, les êtres humains ne sont considérés que moyens d'une finalite historique. » En maintenant le droit de protestation, la démocratie laisse ouverte la voie d'un progrès humain indéfini. L'Inde s'est consciemment détournée des panacées mensongères des démocraties populaires parce qu'elle est convaincue qu'il est possible de libérer l'homme de l'esclavage et de la dégradation où il a été tenu pendant des siècles, par la persuasion et la coopération. « La manière dont les princes ont consenti à renoncer à leurs privilèges héréditaires est un signe encourageant car elle montre que cette croyance est fondée. »

Pour la masse encore peu consciente, seuls compteront les achèvements visibles qui seront réalisés dans les cinq prochaines années. L'octroi du droit de vote est le premier de ces achèvements. Il a porté un coup décisif au régime des castes, « citadelle de la superstition et du conservatisme ». Ce que l'Inde a fait dans les quatre années écoulées depuis la libération se compare favorablement avec les réalisations russes. L'industrie et l'agriculture sont à un niveau plus élevé que celui de la Russie en ses dix premières années. « On n'y trouvera pas de stakhanovistes : nous n'en avons pas besoin. L'expérience a déjà montré que les Hindous sont capables de faire aussi bien que tout autre peuple. L'Inde est sur la bonne voie. Le résultat des élections aura une influence considérable sur le choix idéologique que feront les autres peuples d'Asie. Le continent peut très bien avoir à choisir entre l'Inde et la Chine. »

Litvinov

Il est mort le 31 décembre. La *Pravda* l'a dit tardivement, l'a enterré discrètement, et il ne vaudrait pas d'en parler si ce n'était l'occasion de constater et de signaler que l'incompréhension des journalistes et des hommes d'Etat d'Occident à l'égard de la politique russe est toujours aussi complète. On les a vus, en effet, exalter l'éloquent défenseur du droit des peuples et de la démocratie aux assemblées de la défunte S.D.N., l'homme du désarmement intégral, le partisan du rapprochement avec l'Ouest... Si Litvinov avait eu une position politique personnelle et l'avait défendue, il ne serait pas mort dans son lit.

Jusqu'en 1914 il n'est, dans le parti bolchévik, que l'homme aux menues besognes ; quand éclate la guerre, il est depuis dix ans installé en Angleterre, a épousé une Anglaise. On n'entend guère parler de lui pendant la guerre. Il va à la Conférence socialiste interalliée de Londres, en février 1915, dépose une résolution et se retire. Dans les Lettres de Lénine du temps de guerre on n'en trouve aucune qui lui soit adressée, alors que Lénine, dans sa recherche d'informations et de liaisons a une correspondance abondante avec les bolchéviks alors hors de Russie ; Chliapnikov, Kollontaï, Kobetski, etc. En 1918, Lloyd George le fait incarcérer parce que l'agent britannique en Russie, Bruce Lockhart, vient d'être arrêté et qu'il faut pouvoir faire un échange pour le libérer.

Son attitude ultérieure en Russie soviétique le montre comme le parfait opportuniste. Adjoint aux Affaires étrangères, il manœuvre pour éliminer Tchitchérine et le remplacer. Du jour où il a réussi, il est, entre les mains de Staline, l'instrument le plus docile. Les « épurations » de Iéjov et les honteux procès de Moscou se dérouleront sans que jamais son nom soit prononcé. Dans le jeu stalinien, il sera l'homme du bloc « antifasciste » avec les démocraties ; il parle anglais (fort mal), sa femme est Anglaise ; il est moins ignorant que les Molotov des choses et des hommes d'Angleterre et d'Amérique ; il est ainsi le mieux qualifié pour cette tâche. Il est poussé au premier plan quand Staline médite la politique du front populaire ; pendant quelques années, il est, à Genève, le héros antifasciste ; mais dès que Staline, dupant ses alliés démocrates, a achevé la préparation du pacte avec Hitler, il disparait brusquement de la scène. Il n'y reviendra que lorsque les colonnes allemandes enfoncent le front russe, menacent Moscou, mettent la Russie en péril. Il est rappelé en hâte, expédié à Washington : sans l'aide de l'Amérique, l'histoire va se répéter. Son rôle finit avec la guerre : Staline n'a plus besoin de lui.

En cette période de chasse aux « rouges », menée de façon à servir l'adversaire qu'on veut atteindre, on est surpris de voir le *New York Times* accueillir une lettre d'Arthur Upham Pope. Ce Pope est un fellow-traveller avéré, et il fait ici sa partie en entretenant le mensonge habituel, suggérant une spéculation aux historiens sur ce thème : que serait-il arrivé si au lieu du métallique Molotov on avait eu affaire au jovial, engageant et flexible Litvinov ? — A. R.

UN SPECIMEN DE LA FRANCE MODERNE

M. GEORGES VILLIERS

du gang des périphériens

Je n'ai pas écrit ces lignes pour les cyniques ; ils ont leurs raisons...

Ni pour les avertis dont tous les troubles de conscience sont apaisés par la teneur d'un contrat.

Mais pour tous ceux dont la bonne foi risque d'être surprise par une organisation particulièrement insidieuse animée par des hommes sans scrupules et comptant sur le silence de ceux qui savent.

L'étude des luttes du monde ouvrier au cours des dernières années fait ressortir l'action des agents dépendant des services publics ou des entreprises nationalisées. Y verra-t-on le fait de travailleurs plus évolués et d'un « patronat » plus rébarbatif ? La preuve est maintenant faite que le plus dur, le plus absurde, le plus inhumain, c'est le patron-Etat.

Est-ce dire que le patronat classique est resté inactif et qu'il n'a pas essayé de jouer son rôle ? Bien sûr que si..., mais à la mesure de ses possibilités... et de sa valeur.

Les jugements récents portés sur le patronat

Les militants ont dû noter que M. Joyce a fait dernièrement savoir ce qu'il pensait de cette action depuis la libération. Il n'est pas inutile de le rappeler :

La brutale réalité est que tant en France qu'en Italie, les patrons continuent à regarder les travailleurs comme une masse d'êtres inférieurs dont on peut impunément mépriser et ignorer les aspirations vers une vie plus large dans le domaine économique comme dans le domaine spirituel. Avec quelques exceptions méritant d'être prises en considération, la psychologie des patrons français et italiens tend à être plus féodale que capitaliste au sens que l'on donne à ces termes en Amérique. Pour n'avoir pas, dans l'un et l'autre pays, partagé leurs bénéfices plus équitablement avec leurs ouvriers, les patrons français et italiens ont suscité des ressentiments que des agitateurs communistes, des fomentateurs et chefs de propagande ont canalisés et cristallisés en amertume et en colère envers un système économique donnant l'opulence à quelques-uns et laissant le plus grand nombre dans la pauvreté. Il m'est permis de dire ici qu'en tout pays, quel qu'il soit, là où le patron manque à l'obligation de rendre à l'ouvrier une part raisonnable et ne reconnaît pas que l'ouvrier n'est point un homme sans visage, mais un être humain avec des aspirations propres à tout homme qui tend ses efforts en vue de se faire une existence meilleure, là, dis-je, le patron ne fera, tôt ou tard, qu'attirer la menace de la nationalisation ou même un extrémisme dont l'influence du communisme sur les mouvements ouvriers, tant en France qu'en Italie, donne l'exemple. Les ouvriers français et italiens n'ont pas été attirés au communisme par ce qu'il peut représenter d'idéologie en soi. Ils y ont été attirés parce qu'il est devenu pour eux un moyen d'exprimer leur vengeance, leurs protestations, leur point de vue propre contre cette sorte de patrons qui les privent non seulement d'une opportunité et d'une sécurité d'ordre économique, mais aussi de la dignité de l'être humain à son travail.

Jugement sévère s'il en fut. Inutile de dire que M. Georges Villiers, président de C.N.P.F. (Comité National du Patronat Français) eut du mal à rétablir l'équilibre.

A peine remis de cette émotion, voilà que M. Byé, au Conseil économique, a magistralement montré la « naïveté » du patronat français. La révélation est de taille : *c'est la France et son trust de la sidérurgie qui a réarmé Hitler !*

Vous avez constaté que la presse n'en fit nul écho (1). Surtout pas l'*Humanité* et ses succédanés. Pensez ! c'était l'époque de la discussion du pool charbon-acier et le mot d'ordre du moment était précis : *UNION avec les patrons qui sont contre le pool !*

Ces déclarations valent pourtant la peine d'être relevées :

Je voudrais maintenant développer un troisième point : il a trait à la position de la France, par rapport à l'Allemagne.

On redira que la France est dominée par l'Allemagne dans le plan, qu'ainsi le plan n'est pas une garantie pour la France. Mais je pose la question : est-ce que la France ne serait pas dominée dans un cartel ?

Là aussi, reportons-nous à l'histoire. Le premier cartel international était aux mains du grand capitaliste allemand Thyssen et des « Vereinigte Stahlwerke », dans lequel le gouvernement allemand lui-même avait souscrit des participations ; la Sarre, qui était pourtant en union douanière avec la France, voyait sa représentation assurée, pour les deux tiers, par les Allemands (Hexner, International steel cartel, Un. of North Carolina Press, 1943, p. 79).

Quelle fut également l'histoire des quotas, sous le deuxième cartel international ? Ils n'ont fait que décourager l'expansion de la production française. Deux régimes de quotas, rappelons-le, avaient été fixés. Si la production totale des quatre pays : France, Allemagne et Sarre, Luxembourg et Belgique, était supérieure à 11,5 millions de tonnes, le quota était, pour l'Allemagne et la Sarre, de 23,5 pour 100. Si la production globale tombait au-dessous de 6,8 millions de tonnes, le quota, pour l'Allemagne, était de 29,2 pour 100 et celui de la France de 20,6 pour 100. La France et l'Allemagne, dans les périodes difficiles, mais la France plus que l'Allemagne, se voyaient contraintes à un effort de réduction particulier. En outre, l'Allemagne, vous le savez, a dépassé constamment et même systématiquement ses quotas. Elle a constamment accepté de payer les amendes inscrites, dans le contrat, parce qu'elle a trouvé plus avantageux de dépasser les quotas, au moins jusqu'en 1934-1935, période pour laquelle ses besoins pressants de change l'amenaient à exporter à tout prix

Et puis, lorsque après 1935, nous avons vu l'Allemagne pousser son armement à un point tel que les besoins intérieurs d'acier ont considérablement augmenté, l'Allemagne a exporté moins d'acier et l'Allemagne, dans ces conditions, est tombée au-dessous du quota d'exportation qui lui était assuré.

Or, les partenaires dont l'exportation tombait au-dessous du quota étaient indemnisés par les autres.

(1) Excepté deux journaux : « Force ouvrière » et « La Nouvelle Tribune des fonctionnaires ».

de sorte que la France et les autres membres du cartel ont payé des indemnités à l'industrie de l'acier allemande, facilitant ainsi, **BIEN CONTRE LEUR GRE ET A CONTRE-CŒUR, MAIS EN VERTU DU JEU AUTOMATIQUE DU CONTRAT DE CARTEL, LE REARMEMENT ALLEMAND !** (Stocking Watkins, p. 213-214).

Si ces faits, qui sont connus de tous ceux qui ont connu le cartel (dont le groupe de travail n'a pu retrouver d'ailleurs aucun représentant) méritent un examen plus attentif, je renvoie aux ouvrages déjà cités : l'un celui de Hexner, a pour auteur l'ancien délégué tchécoslovaque au second cartel : il est publié par une université américaine bien connue (North Carolina) et abondamment cité par l'O.N.U. (perspectives de l'industrie sidérurgique). L'autre, celui de Stocking et Watkins, est publié par le « 20th century Fund », institution universitaire, dans le comité de laquelle figure l'ancien doyen de la faculté de droit de Harvard et un économiste libéral, d'un prestige incontesté, M. Jacob Viner.

Devant de telles attaques, une question se pose : que font les dirigeants patronaux pour tirer mérite du « sens de la mission dont ils prétendent être investis » ? Que fait, plus particulièrement, leur chef de file : M. Georges Villiers ? M. Georges Villiers, certes, écrit, discourt et se prodigue beaucoup. Réussit-il à imposer une politique patronale ? Fait-il régner la discipline au sein de son groupement ? Je ne sais.

Mais, par contre, M. Georges Villiers semble attacher un grand prix à une action spéciale, il paraît avoir sur le plan social une idée bien arrêtée : *éviter à tout prix que ne se reforme en France un mouvement syndical des travailleurs, dangereux pour les intérêts capitalistes.* Capitalistes-rentiers ou capitalistes-fonctionnaires, vaudrait-il mieux dire, car M. Georges Villiers représente parfaitement ceux qui bien enfoncés dans leur routine et l'assurance que leur donne l'argent, font pression sur l'Etat pour garder, sans combattre, leurs « petites affaires ».

Pour ne pas être dérangé dans ses prévisions, M. Villiers tente non pas d'étouffer le mouvement syndical qui se veut libre, mais de le domestiquer, afin que le moment venu, il puisse le museler.

L'affaire a été montée peu à peu : elle a pris forme définitive et il n'est que temps de sonner l'alerte. Pour cette « chose », M. Villiers a trouvé des hommes, lesquels ont monté une « organisation ». L'intérêt, la complaisance et la naïveté de certains devaient permettre le développement complet de l'affaire. Mais, pour réussir, le mystère ou le secret sont indispensables... ou tout au moins la discrétion.

Ici nous avons décidé de n'être pas discrets.

B.E.D.E.S. est la chose de M. Georges Villiers

M. Georges Villiers instrumente, sous la raison sociale : B. E. D. E. S. (Bureau d'études et de documentation économiques et sociales).

Ses hommes sont... nous verrons cela plus loin.

— Qui est B.E.D.E.S. ?

— D'où vient l'argent B.E.D.E.S. ?

Ce sont deux questions précises qui ont été posées à l'ancien président de cet organisme. Une trentaine de militants ont pu constater, avec beaucoup de peine, combien il était difficile de répondre simplement à des questions simples. Car ce président n'a pas su dire ce qu'il « présidait » et encore moins l'origine « du nerf de la guerre ».

Je vais essayer de suppléer à ce manque d'informations.

Avant la création du R.P.F., le C.N.P.F. voulait lutter contre l'emprise stalinienne... pour des raisons diverses. Qu'importent les « artisans » de cette lutte. Il était bon qu'elle fût menée, pensaient un certain nombre de chefs d'entreprises.

D'abord, parut un bulletin, fort bien rédigé. Rares étaient ceux qui en connaissaient l'origine. Toutefois, un écart dans les divers mouvements européens permit à certains (dont je suis) de se documenter.

C'est ainsi que sans déterminer exactement l'importance des activités respectives, il fut possible d'avoir la certitude :

1) que B.E.D.E.S. et ses dirigeants étaient financés par l'une des caisses du Patronat ;

2) que les brochures « Les Girouettes » et « La Libre Entreprise » bénéficiaient des mêmes appuis ;

3) que la « Tribune européenne » devait subir le même sort (2).

Qu'à la faveur de cette « activité » les hommes de B.E.D.E.S. estimaient devoir être chargés « d'une mission particulière tendant à créer un meilleur climat social » n'a guère d'importance, le Conseil économique permet, même à l'équipe des staliniens, d'avoir des rapports fort cordiaux avec MM. Meunier et Ricard. MM. Meunier et Ricard étant les hommes les plus importants du C.N.P.F. après M. Villiers, le premier plus particulièrement chargé des salaires, M. Ricard venant d'être nommé président de la Sidérurgie (3).

Jusqu'ici l'affaire ne présentait aucun caractère alarmant. Pourtant, des études B.E.D.E.S. pouvaient influencer des militants non avertis.

Mais, est-ce pour certains hommes le besoin *d'accroître leur activité, de montrer leur importance, de se rendre indispensables, ou pour M. Villiers celui de jouer les Machiavel,* je ne sais. Toujours est-il que, brusquement, un premier assaut fut mené contre la presse des syndicats... voulant faire du syndicalisme. L'affaire montée minablement sur le plan administratif et juridique voulut se développer très rapidement. « Combat Syndicaliste » et « Le Libertaire » en parlèrent. Au congrès de la Confédération F.O. (octobre 1950), Gisselaire se fit l'écho de la campagne extérieure.

Au sein de la Commission exécutive deux lon-

(2) Lorsque le premier numéro parut, Grimaldi, dans le « Combat syndical », demanda : Qui paie ?

Que Grimaldi se rassure : pour moi, qui avais tenu à prendre un certain nombre de responsabilités, la réponse m'intéressait beaucoup.

Le résultat est là, formel, trois ans après : « **La Tribune » dont je fus responsable n'a jamais été payée.**

Quant à celle qui a suivi, voici l'opinion fort précise que j'ai émise (« Force Ouvrière », février 1950) :

MISE AU POINT VALANT AVERTISSEMENT

« Le service d'une revue s'intitulant « Tribune européenne » a dû être effectué à plusieurs de nos camarades.

» Le ou les auteurs de cette revue prétendent avoir reçu l'autorisation de continuer le titre de l'ancienne revue « La Tribune européenne » qu'un certain nombre de militants m'avaient demandé de diriger.

» Je tiens à déclarer, pour ce qui me concerne, que je n'ai donné aucune autorisation, pour l'excellente raison qu'elle ne m'a même pas été demandée.

» Mon nom figurait sur l'ancienne revue : certains peuvent critiquer cette façon de procéder qui veut faire « vedette » ; pour moi, au contraire, c'est l'assurance donnée aux camarades qui veulent honorer de leur confiance leurs militants, que ceux-ci, **engagés,** entendent prendre l'entière responsabilité de leurs actes.

» **Un militant ainsi responsable ne peut couvrir n'importe quoi.**

» A « La Tribune européenne » dont je revendique la totale responsabilité (pour un numéro), succède après plus d'un an une « Tribune européenne » anonyme ; **on est prié de ne pas confondre.**

« Roger LAPEYRE ».

(3) Evidemment le laissé pour compte Bénard oublie d'en rendre compte aux lecteurs de « l'Humanité » et du « Peuple ».

gues discussions s'engagèrent. Une commission de presse donna son avis. R. Lapeyre démissionna... Et personne ne demanda son remplacement.

Quelques-uns ont vu clair. D'autres ont « leurs arguments ». Certains risquent de se laisser « avoir ».

A chacun de prendre ses responsabilités.

⁂

La cheville « ouvrière » de M. Georges Villiers a nom Paul Mathot.

Pour rendre l'affaire plus captivante, d'aucuns prétendent que son vrai nom est Zunz (naturalisé français). Quel intérêt pour les syndicalistes ! Personne n'ignore que M. Jean Duret, n'est pas Duret, mais qu'il doit toute sa carrière de naturalisé français à Jouhaux. La seule chose vraie reste qu'il est un beefsteckard sous couvert de « science marxiste ».

Plus intéressant serait de savoir comment Paul Mathot est devenu avant guerre conseiller juridique de la C.G.T., Benoit Frachon et Racamond faisant fonction de censeurs

Quoi qu'il en soit, ancien ami et collaborateur de Saillant, il fonde en 1946 B.E.D.E.S. : les pourvoyeurs de fonds étant M. Morizot de Michelin et Villey des industries métallurgiques. Deux hommes de M. Villiers pour ce genre d'opérations.

Georges Villiers dont le charme personnel parait indiscutable est le grand leader du patronat. Veut-il jouer au grand politique ? Et pour cela doit-il se lancer dans les « spéculations sociales » ? Détenant l'argent pour « propagande » par « taxations » sur les entreprises, il entend que sa politique soit « comprise ». Pour ce but, il dispose de deux officines :

— l'une sur le plan politique, dirigée par Boutemy (rue de Penthièvre), ancien superpréfet de Vichy ;

— l'autre sur le plan social dont le personnage apparent et connu est Paul Mathot.

L'officine Boutemy n'est pas de notre compétence. En revanche, celle chargée d'influencer le milieu social doit retenir toute notre attention.

L'officine B.E.D.E.S. du début et les « rédacteurs informateurs » de ses brochures et articles ne méritent pas qu'on s'y arrête longuement.

On aimerait toutefois un peu plus de pudeur du côté rédactionnel. N'est-il pas en effet cocasse de voir des docteurs ès syndicalisme discuter gravement et se faire les censeurs impitoyables et des universitaires dans leur grève et de nos camarades F.O. de la R.A.T.P. dans la lutte difficile que ceux-ci mènent contre l'Etat et sa technocratie ? Alors tout cela ne peut être dit qu'avec l'argent de M. Villiers. Et, d'un seul coup le « Bureau d'Etudes » se vit sacrer « Agence de publicité ».

Ni « la Publicité technique » ni « A.I.D.E. », sociétés auxquelles sont intéressés les promoteurs de B.E.D.E.S., ne furent chargés de « l'affaire ».

Etant bien évident que M. Villiers était toujours là pour financer, on lança l'*idée* et la *chose*. En trustant les *journaux* et la *publicité*, n'était-il pas possible de publier des organes syndicaux revenant d'autant moins cher que l'*imprimeur* serait unique ?

Certes le début fut fort trouble, mais attaques et demandes d'explications permirent de mettre au point un système qui parait acceptable à ceux qui refusent l'évidence.

B.E.D.E.S. Agence de Publicité ?

Quand j'affirme : « B.E.D.E.S. c'est M. Villiers », les « malins » me rétorquent : « la preuve ? »

Il faut bien avouer que je n'ai pas les talons de chèques. D'ailleurs il ne doit pas y avoir de chèques ! Mais il est patent que toute l'affaire est financée par M. Villiers et que, pour couvrir la marchandise, la *publicité a été trouvée* comme moyen. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne pourra pas arguer de publicité tout à fait normale ! Ne faut-il pas encaisser de tous les côtés ?

A cela les « avertis » répondent par deux arguments :

— nous traitons avec une agence de publicité, et tous les agents de publicité ne sont pas des saints ;

— nous sommes en outre libres d'imposer ou de supprimer n'importe quel article.

Certes, il faut être prudent dans le domaine de la publicité, mais il est foncièrement inexact de prétendre que tout doit être mis sur le même plan. La publicité faisant connaître un produit, payée selon son rendement, est une excellente forme commerciale. Que dans la publicité de prestige, on ne soit pas à la limite, c'est l'évidence même ; mais, dans « l'affaire », la soi-disant publicité est le *moyen technique pour cacher le reste*. Les cartes sont d'ailleurs si bien brouillées que des camarades mal informés sur le prix de revient d'un journal et sur les recettes de publicité s'imaginent de toute bonne foi que ladite publicité peut rapporter... davantage que le prix du « canard ».

Est-il possible de convaincre ceux qui ne veulent pas voir ? Pour les autres, il ne leur sera pas sans intérêt de savoir que B.E.D.E.S. n'était pas et n'est pas une agence de publicité. *La publicité, c'est du commerce*. Or B.E.D.E.S. est un « bureau d'études » constitué sous la forme d'une société justiciable de la loi de 1901. *La caractéristique d'une telle société est de ne pouvoir faire acte de commerce.*

Quelle serait la valeur juridique de « contrats commerciaux » passés avec un organisme n'ayant pas le droit de faire acte de commerce ? Il est vrai que cette « société » ne reculant devant aucun sacrifice pour voir s'épanouir la pensée sociale (!) doit faire don de sa commission commerciale.

M. Paul Mathot est un agent de publicité comme les autres ! ! !

Voire ! Je ne connais pas en tout cas d'autres agents de publicité qui se targuent de « tenir » de nombreux syndicalistes. A ceux qui émettent des doutes, des appréhensions, l'intéressé prétend avoir ses dossiers. Qui, dans ces conditions, osera parler de ses « activités particulières » ?

Drôle d'agent de publicité !...

N'est-il pas curieux, en outre, que certaines sources se tarissant, (lesquelles n'ont rien à voir avec la publicité commerciale) la publicité B.E.D.E.S. s'effondre et entraine la chute du journal.

Il est vrai qu'aucune censure n'existe sur les articles.

Des bévues, quand même ; le même cliché du dessinateur de la « Publicité technique », passant à la fois dans un journal du patronat le plus rétrograde et dans un journal syndical.

Il y a ensuite l'incident « technique » : lors d'un conflit ou d'une rude bataille le journal ne sort pas... ou « après la bataille ».

Quant à l'autorité des organisations et de leurs militants...

Que peut être en effet l'autorité morale de syndicalistes, représentant les personnels d'une grande entreprise nationalisée, devant leur ministre de tutelle lequel n'ignore rien de la « mission Mathot » au sein du mouvement ouvrier !

Simple agence de publicité ? Alors qu'elle est assurée du concours, fort discret, certes, mais efficace d'hommes comme Georges Albertini, ancien directeur du Cabinet de Marcel Déat, et qui ne s'est pas trop mal tiré de la période d'après libération. Il nous faudra d'ailleurs reparler de lui dans les « affaires africaines ».

Simple agence de publicité ? C'est pour cela que le démarcheur officiel de M. Mathot est, s'il vous plait, un secrétaire d'Union Départementale ; il s'agit de Madrat, ancien agent de liaison de la Résistance zone-Sud, qui se servant de ses relations dans le Centre et le Midi ne peut inspirer qu'une totale confiance. Il a charge de faire le rabatteur et de s'occuper sur « le plan technique ». On jugera de la beauté de la farce quand on saura que Madrat est en même temps payé par le bureau confédéral !

Simple agence de publicité ? Alors que son « agent » avoue qu'un journal dont il vient de suspendre la publication (pour « révision du contrat » bien sûr !) vient de lui faire perdre un million et demi !

B.E.D.E.S.-Villiers en Afrique du Nord

La France étant trop petite : Vive l'Union française !

Car l'homme de M. Villiers a le mérite d'être un curieux personnage : s'occupant de tout, touchant à tout. Il a surtout le don de faire croire qu'il arrange ce qu'il avait préalablement compliqué... pour avoir matière à activité. M. Villiers s'y laisse prendre, comme beaucoup d'autres,... et paie.

Un an d'activité en Afrique du Nord vaut qu'on s'y arrête quelques instants. Tout n'alla pourtant pas comme sur des roulettes. Y avait-il concurrence ? Les esprits furent-ils longs à se faire à ce genre de gymnastique ? Quoi qu'il en soit, M. Villiers fut obligé de donner de sa personne, le patronat marocain et son représentant officiel étant fort réticents. *N'affirme-t-on pas que si le président du C.N.P.F. est si lié à Mathot, c'est en raison de son imprudence à imposer son homme à M. Imberti, président du C.N.P. marocain, lequel s'occupe de sardines dans la région de Safi ?*

Certes, les « affaires sociales » sont toujours la base de l'activité, mais vite l'horizon s'élargit : tant mieux si l'on peut piper la confiance de braves bougres, suffoqués et extasiés de tant de puissance.

Alors commence un jeu subtil et fort compliqué.

Plus de B.E.D.E.S., mais un S.E.D.E.S... à Casablanca.

Au lieu du bulletin B.E.D.E.S... voilà les *Informations nord-africaines.*

Et de nombreuses combinaisons doivent s'échafauder avec deux hommes dont l'influence est grande :

Georges Albertini, déjà nommé, et Charles Celier.

Le premier fut avant la dernière guerre un militant syndicaliste universitaire de valeur. Donnant dans la collaboration, il devint l'homme de Marcel Déat, et je me souviens qu'inspecteur du travail, je vis sa signature dans une circulaire ministérielle mettant au pilori, entre autres, notre ami Delsol.

Albertini, s'en tira avec quelques années de prison. Ce devait être le début d'une nouvelle vie : il fut à Fresnes le compagnon de cellule d'Hippolyte Worms, gérant de la banque du même nom.

On comprend qu'il ne pouvait que devenir son conseiller dans les affaires sociales, économiques et, pourquoi pas ?... politiques.

Dans quelle mesure Mathot et Albertini dépendent-ils l'un de l'autre ? Voilà une question calée. Sans doute cela dépend-il du « genre d'affaires » !

Charles Celier, était maître des requêtes au Conseil d'Etat : il fut le grand organisateur de l'approvisionnement de Paris en fin d'occupation. Actuellement il s'occupe au *Crédit du Maghreb.*

Vous pouvez faire confiance à l'équipe (4).

Depuis un mois, circule à Paris une note écrite paraît-il à l'intention du général Guillaume. Si la chose est vraie, on plaint les grands de ce monde d'être ainsi « renseignés ». La vérité est assez grave pour ne pas tomber dans le roman-feuilleton. Il est toutefois question d'une affaire sur les « périmètres irrigués » qui vaut son pesant d' « agence de publicité » !

Restons, côté social. Nos hommes s'occupent beaucoup des coopératives et sont les obligés d'un haut fonctionnaire, du nom de Des Portes, régnant aux Affaires économiques de la Résidence. Peu fait pour ce genre de besogne, il semble qu'il n'ait pas particulièrement réussi et sa mission fut suspendue à l'arrivée du général Guillaume. L'équipe Villiers-B.E.D.E.S.-Worms a toutefois une dette de reconnaissance. Sait-on qu'il a fallu une bonne demi-douzaine de tours de scrutin pour que M. Chenot, du Conseil d'Etat, soit le nouveau secrétaire général du Conseil économique ? Le candidat opposé était... M. Des Portes.

Et comme être « agent de publicité » donne vocation naturelle à traiter les grands problèmes politiques... et les affaires, fut montée l'Association France-Afrique (!), une des affaires classiques pour « envelopper » les jobards.

Le dernier numéro des *Informations nord-africaines* vient de paraître après une longue interruption ; on sait toujours y manier l'ironie.

« Les retards, indépendants de (sa) volonté, ne se reproduiront plus... et, savez-vous bien, les intérêts de (ses) abonnés seront réservés par une prolongation de l'abonnement souscrit », affirme-t-on. Mais quand on sait qu'il n'y a pas d'abonnés, avouez qu'il faut être... comme M. Villiers.

L'Association siège toujours 92, rue Perronnet, à Neuilly-sur-Seine. Tentez l'expérience ; présentez-vous 92, rue Perronnet ; vous trouverez certes une aimable concierge, mais qui sera dans l'obligation de vous diriger sur... B.E.D.E.S.

Un bulletin mensuel « Les liaisons de France et d'outre-mer » en est l'organe. Le gérant est R. Perrin, l'ancien chauffeur, homme tout dévoué à Mathot et promu à la direction d'une entreprise de routage. Le « délégué » non annoncé officiellement, mais gardé pour la bonne bouche, est un cheminot à qui on ne négligera pas de faire jouer le rôle de Madrat pour B.E.D.E.S.... pardon S.E.D.E.S. (5).

Un bulletin de plus ou de moins, direz-vous ? Bien sûr. Mais derrière les questions traitées (ou au besoin pour montrer qu'on est bien « Français », certaines positions de chantage sont prises contre les Américains) (6), il s'est monté une affaire au sujet de laquelle les militants syndicaux peuvent bien s'amuser.

Voici à peu près le scénario.

Le patron-cobaye est ainsi « sollicité » :

— Si les hordes soviétiques envahissaient la France, qu'avez-vous prévu ?

— Heu ! dit l'interlocuteur.

— N'avez-vous pas pensé au Maroc ? Pays d'avenir, de la *périphérie*, où sont solidement accrochés qui vous savez. Pas question d'abandon.

— Mais voilà, il faudra y aller... et avoir le droit d'y aller !

— Pourquoi ne pas devenir « résident » au Maroc ? L'achat d'une petite propriété, outre le placement intéressant, vous permettra de parer à toute éventualité ! D'ailleurs, voyez-vous tout est

(4) J'ai vérifié : aucun collaborateur de M. Vincent Auriol n'est lecteur de la « R.P. ». Dommage, car ainsi le Président aurait été averti. Je ne serais pas étonné qu'un jour l'un des hommes en question ne se faufile dans les antichambres présidentielles. On a vu plus fort !

(5) Because la productivité.

(6) Prière de ne pas oublier l'importance des bases aériennes.

prévu : nous avons le cheminot (7) « spécialiste des questions ferroviaires » à France-Afrique ; « pas de difficultés de transports » du côté franco-espagnol ou jusqu'à la Méditerranée.

Certains prétendent qu'en outre, serait dans le coup une compagnie aérienne, animée par de gros routiers, lesquels gagnent confortablement « leur vie » en Indochine. Les amitiés personnelles permettent de penser que la chose est fort possible.

Comment voulez-vous que le patron « sollicité », sachant que tout ceci est une affaire Villiers, n'ait pas confiance. Soyez tranquille, tout le monde est discret : qui tiendrait à faire savoir qu'il a déjà eu peur et fait partie des « périphériens » ?

Bien joué. Comme dit Mathot-Villiers : ne faut-il pas prendre « l'argent où « qu'elle » est ».

Certes M. Villiers doit bien avoir quelques ennuis... mais avec de l'argent et du charme !

Il faut en rire ; nous aurions pu faire triste figure, car dans certains milieux on avait commencé à parler de ces replis : heureusement que manquait l'argent !

Il faut croire d'ailleurs que ce Maroc possède des « ressources infinies ».

Pour montrer l'importance du rôle social que « l'agence » était amenée à jouer, n'avait-on pas prévu une virée France-Maroc, en avion spécial (sans doute), de tout ce qu'il y avait de « représentatif » dans les milieux syndicaux !

C'était tout de même... un peu trop gros.

Où la sidérurgie donne des ordres

Au risque de lasser nos lecteurs, il me faut parler d'une des dernières activités de cette « agence de publicité »... comme les autres... et de son résultat.

On sait que le patronat, et plus particulièrement celui de la sidérurgie, a pris position contre le plan Schuman. Economiquement c'est une position qui peut se soutenir sans que, pour cela, celui qui la soutient soit un forban (8).

Mais quand il doit prendre position officiellement le patronat s'abstient.

Est-ce une organisation, est-ce un excité qui en prit l'initiative ? En tout cas, tout un matériel de propagande fut commandé (affiches, tracts, papillons) contre le pool charbon-acier. Suivant la vieille méthode, le patronat n'apparaissait pas à découvert, l'argent lui permettant « d'inspirer ».

Seulement ce matériel « inspiré » ayant comme but de dérouter l'opinion publique était conçu de telle façon que le plus averti aurait imaginé se trouver devant les slogans eurasiens :

Le pool charbon-acier... c'est la déportation.

Le plan Schuman, plan de misère et de guerre, etc.

Vous avez deviné que tout ce matériel (9) était une « affaire » de l'agence de publicité B.E.D.E.S., dont par ailleurs le bulletin était beaucoup plus discret.

Un matériel de l'ordre de 15 millions, dit-on.

M. G. Villiers revient d'Amérique et mis au courant voit la chose... et trouve vraiment qu'on y a été fort !

Devant la gaffe, il ne reste plus qu'à empiler le matériel dans une cave et à demander le prix des complaisances pour avoir l'assurance qu'il ne sortira pas.

En percevant deux fois (pour l'opération à faire, et pour l'opération qui ne s'est pas faite), voilà l'agence de publicité B.E.D.E.S. renflouée pour un moment.

Là-dessus une modeste revue s'intitulant « Documents franco-européens » publie l'écho suivant :

LITTERATURE STALINO-PATRONALE

Les dirigeants de la sidérurgie française ont cru devoir donner à leur campagne contre le plan charbon-acier une tournure polémique franchement insupportable à tous ceux qui, devant ce problème, se refusent à confondre certains intérêts privés avec ceux du pays. Nous avons eu entre les mains tout un matériel de propagande contre le plan (tracts, affichettes, papillons) dont l'origine n'est pas douteuse, bien qu'à première vue l'argumentation employée se confonde étrangement avec celle du parti communiste. Nous dirons même que c'est volontairement que l'on a poussé à cette confusion, de façon à pouvoir affirmer éventuellement que ce matériel était bien d'origine stalinienne. On reconnait là la haute clairvoyance en même temps que le courage de certains grands patrons français. Voici quelques exemples des têtes de chapitre de cette littérature stalino-patronale :

« Le plan Schuman est un plan de misère et de guerre, il organise la ruine des mines françaises... c'est la guerre... ce sera un trust allemand... c'est 50.000 mineurs en chômage... c'est la déportation !... Ouvriers, défendez votre emploi ! Défendez vos foyers ! Défendez vos salaires ! ».

Nous ignorons dans quelle mesure cette brillante littérature a été diffusée et qui s'est chargé de ce joli travail. Mais nous pouvons affirmer sans crainte que l'inconscience, la courte vue de certains milieux patronaux donne le vertige.

Grand branle-bas à la sidérurgie. (Que ces messieurs sont chatouilleux !) Alors qu'aucun d'eux ne peut ignorer la « matérialité des faits » voilà le trust à l'assaut des pauvres « Documents franco-européens ». Lesquels documents ont un comité de patronage, tout ce qu'il y a de plus européen : Jacques Bardoux, Jacques Chastenet, Georges Duhamel, J. Lacour-Gayet, Charles Rist, André Siegfried, B. Lavergne, Paul Boncour, Emile Roche, Léon Jouhaux, de la Morandière, Gaston Tessier, etc. en tout cinquante « grands noms ».

Faut-il penser que dès qu'ils sont chargés de représenter les intérêts du patronat des hommes de premier plan se croient obligés de donner dans l'absurde ? Mais chacun des cinquante Européens se voit gratifié d'un ordre (enveloppé bien sûr) de retirer son nom du comité de patronage des « Documents franco-européens ».

On me dit que M. Gaston Tessier, subitement, ne se rappelle plus avoir donné son agrément, et que M. André Siegfried exécute dans l'heure les ordres de MM. Charvet et Aubrun, sans aucune demande d'explication.

J'avais beaucoup de respect pour mon ancien professeur au Collège de France dont les cours furent pendant l'occupation un havre intellectuel. J'avoue avoir beaucoup moins confiance dans son esprit critique, s'il est exact qu'il obéit aussi facilement aux injonctions de la sidérurgie, dont les dirigeants n'ignorent pourtant pas que l'agence B.E.D.E.S.-Villiers a bien été chargée de cette littérature « stalino-patronale » (10). Les prochains jours, je l'espère, nous apporteront des précisions sur ceux qui savent rester libres... même devant la sidérurgie (11).

(7) L'intéressé d'ailleurs peut très bien ignorer le rôle qu'on lui fait jouer.

(8) Les organisations syndicales auront d'ailleurs intérêt pour l'avenir à ne pas se laisser enfermer dans la tenaille : être pour ou contre sans pouvoir réserver utilement leur acceptation.

(9) L'attribution de papier provenant, sans aucun doute, des affectations officielles pour les « journaux de l'agence ».

(10) Voudrait-il faire oublier sa déclaration sur la « droite inintelligente » ?

(11) Faut-il établir une relation de cause à effet sur le changement rapide qui vient de se produire à la Présidence de la sidérurgie : M. Ricard, remplaçant M. Aubrun ?

Pour y voir clair !

Après cette échappée sur une activité récente de « l'agence de publicité », il faut nous résumer :

— **B.E.D.E.S., c'est Villiers-Worms.**
— **VILLIERS-WORMS, c'est Mathot-Albertini.**
— **S.E.D.E.S., c'est Mathot-Albertini-Celier (« Informations nord-africaines »).**
— **FRANCE-AFRIQUE, c'est Villiers-Mathot-Albertini-Celier (« Liaisons France d'outre-mer »).**
— **MADRAT, c'est Mathot...**

∴

J'en connais qui, horrifiés, vont me sommer de donner les preuves.

Ils n'ont qu'à faire comme moi : ouvrir les yeux.

Une chose d'ailleurs reste fort curieuse : les plus confiants dans la « publicité » B.E.D.E.S. n'ont pas assez de sarcasmes contre le Comité méditerranéen de Ferri-Pisani.

On peut ne pas être d'accord avec la conception tactique de ce Comité, mais il faut au moins lui reconnaître la franchise de son action. Il proclame — et chacun sait — qu'il fait partie d'une branche d'activité de l'American Federation of Labor.

Que ça plaise, c'est autre chose ; mais il ne trompe personne.

Enfin qu'on se rassure !

Le mal pouvait être immense ; il n'est que superficiel.

D'abord M. Villiers n'en a pas pour son argent ; Monsieur Deux-Tiers (12) *appelait-on ainsi l'homme de Villiers ; quatre-cinquièmes affirme-t-on maintenant ; le mal est donc forcément limité.*

Et puis, ce n'est pas déshonorant de ne pas savoir ; et ceux qui apprennent ne sont en général pas contents d'avoir été ainsi embarqués.

L'Union Départementale F.O. des Bouches-du-Rhône a bien situé le problème lors de son dernier congrès :

...Elle constate aujourd'hui, l'irrégularité et le retard dans la publication du journal, notamment depuis décembre 1950, les modifications apportées dans la présentation, modifications qui rendent le journal beaucoup moins attrayant.

En conséquence, la C.A. plénière estime absolument impossible de maintenir la participation de l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône au journal « Provence Syndicaliste » dans les formes et conditions actuelles.

Pour l'avenir et après étude du contrat de publicité, la C.A. plénière se prononce **contre** la signature d'un contrat semblable, notamment pour les deux raisons suivantes :

1.) La C.A. plénière juge impossible de signer un contrat avec le Bureau d'Etudes et de Documentation Economiques et Sociales (B.E.D.E.S.) qui n'est pas un organisme purement commercial et dont la position sur les problèmes syndicaux d'orientation lui paraît incompatible avec celle de l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône.

2.) La C.A. plénière juge impossible de réserver l'exclusivité de la publicité paraissant dans le journal et entend réserver sa liberté pour signer directement les contrats de publicité qu'elle jugerait intéressants.

Le silence des concentrationnaires

Je n'ai pas été sans apercevoir l'intérêt que l'équipe des concentrationnaires pourrait porter à cette affaire. Mais ils sont moins forts qu'on veut le prétendre.

D'abord, il y a belle lurette, je pense, que les militants ont apprécié « la valeur » des concentrationnaires français. Qu'ils sont heureux chez nous... et dans l'opposition !

Une simple déduction montre que toute leur propagande n'est payée qu'avec la chair et le sang des peuples opprimés par l'impérialisme stalinien. Le très neutre journal *Le Monde* nous apprend (Henri Pierre 23-1) que devant les 200 millions de dollars de propagande des U.S.A., déversés par l'intermédiaire du Central Intelligence Agency, le pays seul digne de guérir le mineur honoraire Maurice Thorez annonce 1.409.000.000 de dollars.

On n'ignore pas en outre que certains patrons (mais oui) savent prendre des « assurances ». Etes-vous sûr que certaine banque même... ?

— Quant à la propreté, les affaires Prot-Lamps sont encore dans toutes les mémoires.

— C'est aussi sans étonnement qu'on a pu apprendre que le ministre Temple, ancien préfet d'Alger, subvenait à l'entretien de l'employé syndiqué ex-ministre François Billoux (13).

— Et Julien Racamond ? Il faut encore le conserver.

N'êtes-vous pas certain qu'en gratouillant un peu derrière B.E.D.E.S.-Mathot-Albertini, vous ne trouveriez pas un certain nombre d'hommes, anciens membres du parti de Julien Racamond et dont un, au moins, a pu certainement voir le confédéral Racamond traité par « son colonel nazi » au fameux Cercle européen ?

Il leur sera difficile de sortir de l'alternative : ils ne savent rien ou pas grand-chose... alors ce sont des enfants de troupe ; ou bien ils savent.

Et s'ils savent... et qu'ils se taisent (car l'agence et le « publiciste » ne sont pratiquement pas attaqués) n'oubliez pas que *l'homme du patronat a fait ses premières armes*, Benoit et Julien étant « minoritaires » au Bureau Confédéral.

Le mouvement syndical ne doit devoir son redressement qu'à lui-même

Est-il possible de revenir à une situation normale. Du *côté patronal ?* Peu d'espoir.

Tous ceux qui ont eu à discuter ou à travailler avec des chefs d'entreprises sont prêts à vous dire combien ce milieu comprend d'hommes distingués, intelligents ; même, s'ils sont durs dans leurs décisions, les marxistes de cette revue savent la différence qu'il convient de faire entre l'humain et l'homme économique.

Comment comprendre qu'en passant dans le domaine collectif, ces hommes deviennent par leur organisation les plus « jobards » et les plus friands de corruption ?

On sent dans chaque action un état d'esprit permanent : l'argent achète tout.

Qu'importent les positions et les actes publics si, par en dessous, « sans se mouiller », on peut « inspirer » et faire prendre des décisions conformes aux intérêts du groupe... ou de ceux qui représentent le groupe ?

Surtout ne pas se montrer, ne pas dévoiler ses intentions.

Le malheur reste que personne n'est dupe. C'est M. Stewart Alsop dans le *New York Herald Tribune* qui rappelait combien il est difficile de s'adresser à l'ouvrier français car il faudrait lui déclarer :

« Tu es exploité par une classe irresponsable de possédants fraudeurs de l'impôt... ce qui est la vérité. »

Et que dire des écarts de langage de MM. Kohn et Carmondy qui dans le *Washington Post* des 13

---

(12) En considérant que deux tiers étaient gardés à titre personnel.

(13) M. Temple à M. Billoux. — « Vos mensonges me contraignent à dire que trois ou quatre fois par semaine vous veniez à la préfecture chercher l'argent qui a servi à vous entretenir. Cet argent, vous l'avez accepté de mes mains. » (Assemblée nationale, séance du 18-1-52).

et 14 novembre dernier, déclaraient que les patrons français étaient « comme les rats qui fuient le navire » et « les responsables du foyer du communisme ».

M. Villiers peut être fier des appréciations ainsi clamées sur sa politique.

Sous prétexte de tout acheter, l'équipe Villiers fait preuve d'un jobardisme qui en dit long sur le sens politique de ces meneurs de jeu.

« L'agence de publicité et son agent », n'avaient-ils pas imaginé que, pour les élections, il aurait été très astucieux de « faire passer » des disques antistaliniens ?

Des disques ont été commandés, composés, payés en partie... et on s'est à ce moment-là demandé : Où pourrait-on bien les passer ?

Comme aucune solution de bon sens ne pouvait être trouvée, les disques sont restés... ; ils sont sans doute dans la même cave que le matériel contre le plan Schuman.

Qu'importe, M. Villiers paie toujours.

Et oui, le grand chef du patronat en est là, et si vous ajoutez qu'il a partout dit et écrit qu'il se « portait garant » de Paul Mathot, est-il plausible d'imaginer la dissolution du tandem ? Inutile, les chefs d'entreprise ont confiance !

Du côté *pouvoirs publics*, on est beaucoup moins riche ; l'agence de publicité Villiers abuse certainement quelques distributeurs ; ça ne doit pas aller chercher bien loin à l'heure actuelle. Pourtant, il n'y aurait rien d'extraordinaire que le Quai d'Orsay ait été tapé, lui aussi, pour que soit arrêtée la propagande contre le plan Schuman.

Plus dangereuse parait être l'action de l'agence dans les territoires non métropolitains. Il est hors de doute que le « publiciste » se servant d'un certain nombre de feuilles et de quelques complicités peut faire illusion à des hauts fonctionnaires sur « ses possibilités ».

Il n'y a pas d'autres explications « aux largesses » de M. Des Portes de la Résidence générale du Maroc.

Les questions d'Afrique du Nord sont assez sérieuses pour que les pouvoirs publics montrent, quand même, un peu plus de circonspection que M. Villiers.

∴

Dans le *domaine syndical* « l'affaire » est assez simple.

Les cyniques savent et continueront. Ils ont pris leurs responsabilités et ont leur doctrine : c'est après tout autant de pris à M. Villiers, ce « grand politique ».

Les avertis ont un contrat d'une « agence de publicité » : tout est donc parfait (!)

Il y a tous les autres.

Certes l'atmosphère pourrait être vite éclaircie : il suffirait, par exemple, que soit exclu de toutes responsabiltés syndicales le démarcheur officiel de MM. Villiers-Mathot-Albertini l'homme qui a nom Madrat. Je connais trop la bienveillance de nos camarades pour avoir quelque illusion sur une solution aussi radicale. Mais je suis persuadé qu'il aura suffi d'informer tous ceux qui, militants obscurs, donnent le meilleur d'eux-mêmes pour que la bande soit refoulée sur d'autres rives.

Le mouvement syndical français se redressera. Il ne le devra qu'à lui-même et à ses militants trop peu nombreux encore, mais qui veulent lutter pour un mouvement probe et vigoureux.

Il vaudrait certes mieux que nos organisations disparaissent, si elles devaient leur maintien et leur existence aux hommes et aux méthodes de MM. Villiers-Worms.

Tel est ici, en tout cas, notre avis.

Roger LAPEYRE.

Paternalisme et nationalités

RECTIFICATION

Le cuisinier de la *R.P.* a cru bon d'ajouter un paragraphe de son cru à mon étude *Paternalisme et Nationalités*, du dernier numéro.

C'est, page 14, note 2, le paragraphe :

« Enfin, en Egypte, si l'Angleterre y était encore capable d'impérialisme, dès les premiers coups de feu dans la zone du canal de Suez, elle aurait occupé Le Caire et Alexandrie, comme elle le fit en 1881. »

Je comprends le cuisinier. Ayant gardé la copie en son tiroir depuis juin 51, il l'a, quand il l'a exhumée en janvier, trouvée quelque peu défraîchie et a cherché à l'accorder à l'actualité. Mais je ne saurais signer ce qu'il me fait écrire. Je ne puis prendre à mon compte l'affirmation que, si l'Angleterre ne se comporte plus en impérialiste, c'est parce qu'elle *n'en est plus capable*.

La France est beaucoup plus faible que l'Angleterre dans tous les domaines. Elle reste cependant impérialiste. Ses administrateurs coloniaux, civils et militaires, gardent l'esprit de 1910. Les gens des A.E. font de même. (Voir Hauteclocque en Tunisie.) Il n'est pas jusqu'aux « républicains » qui ne manifestent la même sclérose. Les radicaux ne votaient-ils pas dernièrement, après le départ de Juin, qu'il fallait envoyer au Maroc un *nouveau Lyautey* ? Alors qu'il faudrait un Mountbatten ! En vérité la France, malgré la diminution de sa capacité en tous les domaines, a été *tout à fait capable* de ne pas modifier son esprit XIX[e] siècle en matière d'outre-mer.

Et le Portugal ? Est-ce qu'il a fait de l'Angola un dominion, comme l'Angleterre vient d'en faire un de la Gold Coast ? Est-ce qu'il fait en Mozambique ce que les Anglais ont entrepris et *réalisent* au Soudan : *élever* les Noirs de façon à leur confier le plus possible de fonctions de direction, et bientôt la totalité de ces fonctions ? Point du tout.

Alors, si l'Angleterre ne laisse pas les Noirs dans leur abaissement, c'est parce qu'elle est moins capable de le faire que le Portugal ?

Plaisanterie !

Bien sûr, je ne sais pas *pourquoi* l'Angleterre a cessé d'être impérialiste, pourquoi elle a renversé à 180° son comportement du XIX[e] siècle. Mais je ne puis admettre qu'on traite l'explication de ce grand fait par-dessous la jambe, en se satisfaisant d'une raison évidemment mauvaise.

J. PERA.

ON DISAIT...

Jamais les Hindous ne parviendront à se gouverner eux-mêmes lorsque les Anglais seront partis, disait-on avant le départ de ceux-ci.

Or les Hindous sont en train de se livrer à la plus vaste opération électorale connue : 120 millions d'électeurs, hommes et femmes, élisent actuellement leurs parlements régionaux et leur parlement national.

De l'avis de tous les observateurs, ces élections se déroulent non seulement dans le plus grand calme, mais absolument en dehors de toute pression administrative et de toute fraude.

MM. les organisateurs des « élections » algériennes, si vous en preniez de la graine ?

Le départ des Anglais, disait-on aussi, sera la ruine de l'Inde.

Or, dans l'Hindoustan, les exportations, en 1950, ont dépassé de 11 pour cent les importations, et, au Pakistan, le budget est à ce point excédentaire que l'on va réduire les impôts.

Suivez donc l'exemple de l'Hindoustan, messieurs les Anglais, et celui du Pakistan, messieurs les Français !

D'UN BLOC A L'AUTRE

PROPOS SUR... OBSERVATIONS

Puisque l'on continue à se classer en fonction des deux blocs, continuons sans nous lasser à choisir non entre les deux blocs, non « l'entre deux blocs », mais dans chaque bloc, le parti du mouvement ouvrier.

Notre titre n'est donc ni une plaisanterie ni une grossièreté. Peut-être notre insistance provoquera-t-elle enfin des réponses précises aux questions précises que nous avons posées. Ce qui oriente nos propos, c'est la volonté d'assurer au mouvement ouvrier international le maximum de liberté et d'indépendance. Et cela seulement.

OBSERVATIONS SUR L'AMERIQUE

On a tort, parait-il, de ne pas lire *l'Observateur*. On y trouverait matière à réflexion et une justification de la position « d'entre deux blocs ». Malgré quelques répugnances, j'ai voulu suivre ce conseil. J'ai lu avec attention le numéro du 10 janvier. Par quelle aberration puis-je encore parler de voyage en Amérique, sans éprouver, après dix-huit mois, une sensation d'étouffement ?

La revue de M. Claude Bourdet possède des « correspondants particuliers » dans presque tous les pays de l'Occident... et même à Jérusalem.

L'objectivité domine dans les papiers sur Israël, sur la politique anglaise dans le Proche-Orient, même sur les démocraties populaires (où l'on ne possède pas de correspondants... particuliers). Un titre cependant provoque l'émotion : *La délation, vertu américaine ?* Faut-il que nous soyons aveugles ou corrompus pour ne pas avoir constaté ou ne pas avoir proclamé que les U.S.A. subissaient un implacable régime policier ? Des exemples cités par le correspondant M. Leslie N. Adams de fonctionnaires, de professeurs, de pasteurs révoqués sur dénonciation, établissent sans nul doute une réalité que nous avions ignorée ou cachée.

Frappons-nous la poitrine. Les faits rapportés ne sont pas invraisemblables. Nous les signalons à nos amis des U.S.A. Mais même si *l'Observateur* dit la vérité, nous voudrions le rappeler à quelque retenue. On doit protester, à la condition que l'on soit équitable, en signalant que cette « hystérie » anticommuniste a été condamnée par des personnalités aussi éminentes que Mme Roosevelt, des juges de la Cour Suprême et le président Truman lui-même.

Qu'on le soit encore, en confessant avec humilité le rôle déterminant joué par la « délation » et la calomnie dans la France de Pétain, de de Gaulle et de Thorez.

Qu'on le soit encore davantage en consacrant quelques lignes aux régimes d'Europe orientale où chacun médite ces conseils ironiquement tragiques: « *Ne pense pas. Si tu penses, ne parle pas. Si tu parles, n'écris pas. Si tu écris, ne publie pas. Si tu publies, ne signe pas. Si tu signes, prépare ton autocritique !* »

Contentons-nous cependant de quatre observations, qui ne sont pas nouvelles.

1° « L'hystérie anticommuniste » est une réaction provoquée non seulement par la politique stalinienne, mais encore par la faveur dont le régime et les hommes de Moscou ont joui dans l'opinion publique américaine, pendant l'immédiate après-guerre. Or l'espionnage soviétique avait placé des agents jusque dans les hautes sphères du Département d'Etat. On ferait bien de ne pas oublier cet aspect de la question. On a peut-être tort de considérer tout communiste comme un simple espion et saboteur, au profit de l'U.R.S.S. Mais la suspicion est légitime. Ce qui est absurde, c'est de confondre sous la même qualification des staliniens de stricte obédience et d'ex-communistes ou des communistes d'opposition. Ce qui est à la fois odieux et normal, c'est l'utilisation par les éléments réactionnaires de l'anticommunisme pour dénoncer toute idée progressiste ou simplement toute référence au libéralisme traditionnel des U.S.A. Mais cette politique antidémocratique et antiouvrière s'incarne assez bien dans le politicien Taft, dont l'isolationnisme s'appuie sur le « neutralisme européen ».

2° Les fonctionnaires fédéraux aux U.S.A. ne jouissent d'aucune des garanties conquises en France par les syndicats de fonctionnaires. Ils restent soumis directement à l'autorité présidentielle, avec cette aggravation pour les agents du Département d'Etat (c'est-à-dire des Affaires étrangères) d'un contrôle tyrannique d'une commission du Sénat.

3° Sur le plan universitaire, on ne connait pas de système centralisé, des institutions nationales soumises à un statut unique. Il y a plus d'universités privées que d'universités d'Etat. Celles-ci, comme les écoles élémentaires, dépendent souvent de conseils où dominent les représentants des industriels, des hommes d'affaires, des Eglises, des sociétés diverses (les syndicats ne s'y sont introduits que dans quelques Etats ou cités rares). Ce qui ne veut pas dire que le « non-conformisme » en soit banni. Les exemples cités ici de l'université de Madison et du collège Roosevelt le prouvent suffisamment. Mais les cas particuliers, si graves qu'ils soient, restent particuliers, et il ne faut généraliser qu'avec une extrême prudence.

4° Les universitaires américains n'ont pas atteint la maturité syndicale de leurs collègues français. Le syndicat, adhérent à l'A.F.L., ne groupe que 50.000 membres contre 500.000 dans la puissante association neutre, souvent associée aux « managers des affaires ». Ce n'est pas là une anomalie. Le syndicalisme universitaire français (qui n'était pas autonome, alors), apparaissait comme une exception, avant la guerre, dans les Fédérations internationales, et en dehors de lui (et de la centrale belge), le Secrétariat professionnel international de l'Enseignement (lié à la Fédération Syndicale Internationale) ne comprenait que des minorités syndicalistes (souvent très réduites) dans tous les pays d'Occident.

Or le syndicalisme universitaire français a près d'un demi-siècle d'existence. Il a débuté dans les derniers soubresauts de l'affaire Dreyfus et s'est accroché au mouvement ouvrier. Il a fortement marqué une université déjà riche de traditions d'indépendance nées au Moyen Age. C'est une originalité et une supériorité dont nous pouvons nous glorifier devant tous les autres corps enseignants, même si la réalité présente n'atteint plus la hauteur des souvenirs glorieux.

Un phénomène américain n'est jamais assez simple pour confirmer une thèse préconçue. En cette affaire d'ailleurs on confond volontairement deux processus distincts. D'une part, un anticommunisme justifié en ses principes et ses causes, qui s'en-

fie jusqu'à dépasser ses objectifs, dans l'exaspération de la guerre... tiède. D'autre part, un vieux conformisme puritain, où Dieu se présente comme le gardien féroce du dogme, de la race et des propriétés acquises, dont la hargne augmente en raison de la multiplicité des hérésies et des résistances. Tout cela mène-t-il à un Etat autoritaire ? C'est possible. C'est loin d'être assuré. C'est improbable, si les syndicats croissent en force et en audace. Nous n'avons jamais dit autre chose. Mais n'avons jamais formulé d'autre espoir, pour le salut du peuple américain... et le nôtre !

SOUS LE SIGNE DE L'IMPOSTURE

Mais *l'Observateur* observe aussi à l'Est. Avec une admirable objectivité. Là, pas de délation, pas de régime policier... ou si peu que cela ne vaut pas la peine d'en parler. Et vraiment là, l'observation est naturellement simple. Il suffit de s'en tenir aux explications officielles... les seules publiées. La critique même est orientée. Nous connaissons cela depuis vingt-cinq ans. Lorsque Staline vainqueur de Trotsky voulut se débarrasser de Zinoviev et de Kamenev — qui dominaient à Léningrad — il fit parler au congrès bolchevik des « ouvriers de la base » de Léningrad, révoltés contre le bureaucratisme de leurs représentants. Il s'agissait de vomir les indésirables. La méthode a atteint son point d'application maximum, lorsqu'au cours des procès de Moscou, des résolutions « spontanées » des soviets et des syndicats russes... même français exigeaient l'exécution des « monstres sanglants et des vipères lubriques », c'est-à-dire des oppositionnels. Si des difficultés insurmontables obligent à un tournant, on ouvre les colonnes des journaux à des critiques... toujours justifiées d'ailleurs... on sacrifie les malheureux coupables « d'excès de zèle », on les remplace par d'autres zélateurs, de négative la critique devient constructive, Staline ou un sous-Staline la consacre officiellement... et les colonnes s'ouvrent aux chants d'allégresse et aux statistiques orientées.

M. Jacques Armel ne tient nul compte de cette expérience dans son article de *l'Observateur* du 10 janvier 1952, intitulé *Le grand tournant et les démocraties populaires*.

Résumons sa thèse : dans les démocraties populaires, l'accroissement des salaires a été tellement rapide que les gouvernements s'en sont ému : la masse des salaires augmentait plus rapidement que la masse des biens de consommation. Il faut donc modérer les besoins nouveaux des travailleurs, accroître la productivité par la création d'un « *fonds de salaire variant en fonction de la réalisation du plan, encourager au maximum l'émulation par la hiérarchisation des professions et la différenciation des salaires* ». Bien entendu, il faut renforcer *la discipline du travail*. (M. Armel use d'un adorable euphémisme : l'ampleur du travail d'explication, de persuasion des organismes politiques et des responsables syndicaux. « On va s'expliquer », disent les hommes du milieu, avant de manier la matraque ou la mitraillette. Ici, le pronom réciproque est inutile. On va *expliquer* à l'interlocuteur passif. On *persuade*... c'est encore plus énergique ; de la passivité l'interlocuteur tombe au mutisme définitif). Ce sont surtout les mineurs qui, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, poussent l'indiscipline jusqu'à l'absence et la fuite. On envisage — selon M. Armel — une amélioration de leur sort... mais une aggravation de leurs conditions de travail. M. Armel pense-t-il que ces mesures contradictoires (on augmenterait les salaires de 50 % mais sur la base de normes augmentées de 35 %) suffiront pour retenir et encourager les mineurs ? Sinon, qu'envisage-t-on pour renforcer la discipline du travail ?

Tout cela, pour M. Armel, ne créera pas de « *difficultés particulières à long terme* ». Tout s'arrange toujours, d'une manière ou de l'autre. Il y a déjà quatre camps de concentration à Varsovie et dans sa banlieue groupant vraisemblablement entre 10.000 et 15.000 prisonniers.

Le plus grave, c'est évidemment le problème agraire. M. Armel constate la discordance entre les progrès industriels et la stagnation (même la régression) agricole. Ce qui est difficile, c'est de faire entrer « *le secteur agricole dans le secteur de l'économie socialiste* ».

Sauf en Bulgarie qui fort heureusement n'est pas catholique, mais orthodoxe (*sic ! !*), le rythme de la collectivisation reste trop faible et semble même se ralentir. Grâce à « l'heureuse influence de 40 kolkhoziens soviétiques » (re-*sic !*), on va renforcer la discipline dans les communautés socialistes agricoles de Hongrie, où cependant — exception qui confirme la règle — les objectifs du plan agraire ont été atteints. M. Armel ne dit pas (on ne peut pas tout dire !) que dans ce pays où les conditions toujours favorables l'ont été particulièrement en 1951, on n'a supprimé le rationnement que le 1er décembre 1951 — que la famine à Budapest a provoqué des troubles et des bagarres, que compte tenu d'une augmentation des salaires nominaux, la hausse réelle des prix atteint 40 % en moyenne pour les dépenses domestiques dans les cas les plus favorables, depuis la suppression des cartes.

M. Armel indique en passant que le rationnement a été rétabli en Tchécoslovaquie et en Pologne. Peut-être a-t-il lu un article d'André Pierre dans le *Monde* du 30 décembre 1951 (journal assez suspect de soviétophilie... hypocrite !). Un détail qui ne troublera pas la sérénité de notre observateur. En Tchécoslovaquie, « *les enfants des koulaks* (c'est-à-dire des paysans réfractaires) *n'auront droit à leurs cartes de sucre et de savon et à leurs points textiles que si leurs parents remplissent leurs obligations de livrer leurs denrées* ». C'est curieux. Il me semble avoir déjà lu quelque chose d'analogue. J'y suis. C'est en 1942, en France, lorsque l'autorité allemande excluait les enfants juifs des cantines scolaires !

Nous avons tenté une interprétation des observations sur l'Amérique. Que donnerait la même tentative à l'égard des observations sur les démocraties populaires ? L'augmentation des salaires dans les démocraties populaires ? Dans des pays « socialisés » (!?), il est très facile de dissimuler par des artifices comptables une baisse réelle du pouvoir d'achat sous une hausse normale des salaires. On peut par exemple augmenter les prélèvements budgétaires, procéder à des emprunts forcés, ou ordonner une baisse autoritaire des prix pratiqués au marché libre, en supprimant le rationnement, ce qui a abouti en Bulgarie en mars 1951 à porter le kilo de pain blanc de 120 lévas au marché rationné à 150 lévas au marché libre, le kilo de sucre de 200 à 450, la paire de chaussures de 3.000 à 8.000, la laine de 1.500 à 6.000 ou 12.000, le coton de 185 à 1.800. On nous indique pour la même époque, que l'ouvrier qualifié gagnait au maximum 10.000 lévas par mois. A vous d'établir le salaire réel, par comparaison avec les salaires et prix français.

Il est vrai qu'il existe au moins une démocratie populaire où nos renseignements concordent avec ceux de M. Armel. C'est la Tchécoslovaquie. Les salaires ouvriers auraient réellement augmenté depuis 1946. Seulement c'est grâce à l'action des ouvriers... non pas officielle et menée par les syn-

dicats, mais clandestine et menée hors des syndicats et contre ceux-ci. C'est tout simplement par la pratique du « salaire noir » bien connue des travailleurs français, pendant la période de blocage des salaires. Il s'agit d'interpréter « largement » les normes et les coefficients, de compter des heures supplémentaires fictives, d'arracher des avantages en nature. Selon un organe syndical officiel, l'amplitude du salaire noir atteindrait 33,5 % du salaire normal moyen (calculé d'ailleurs compte tenu des salaires stakhanovistes qui dépassent le double du salaire maximum)... Mais M. Armel nous l'annonce. Les autorités vont réagir... par les méthodes d'explication et de persuasion dont l'affaire Slansky nous offre un récent exemple.

Le retard de l'agriculture ? Euphémisme pour désigner une pénurie générale se traduisant par le rationnement, la disette, l'augmentation des prix. Or il s'agit de pays capables de ravitailler une partie de l'Europe. Avant guerre, la Bulgarie exportait du blé, des céréales, des fruits, de la volaille. La Hongrie et la Roumanie exportaient du blé. La Pologne et la Tchécoslovaquie exportaient du sucre. Seulement, il faut bien consentir quelques sacrifices au socialisme, proclament les gens supérieurs dont l'esprit se nourrit d'idées socialistes et le corps... de réalités capitalistes.

Nous pourrions discuter longuement sur cette histoire de collectivisation de l'agriculture. Peut-on passer directement de la grande propriété féodale à la grande propriété à caractère industriel ? N'est-ce pas la technique qui doit déterminer la forme de propriété? N'est-ce pas par l'exemple efficace et non par la contrainte que l'on peut provoquer l'association volontaire des producteurs agricoles, évoluant ensuite vers une socialisation de la propriété ? C'étaient là les thèmes des discussions que nous engagions dans les groupes communistes, lors de la période héroïque de la Révolution russe. Les révélations de Kravchenko ont conclu le débat suspendu vingt-cinq ans auparavant.

En réalité il ne s'agit pas de socialiser l'agriculture pour élever celle-ci au niveau d'une industrie socialisée — mais de désarmer une classe dont les velléités d'indépendance contrariaient l'achèvement du régime totalitaire — d'augmenter surtout la masse de manœuvre nécessaire à l'industrialisation rapide. Cette « marche au socialisme » présente exactement les mêmes caractères que les phénomènes de l'accumulation primitive, que la révolution industrielle de la fin du XVIIIe siècle en Angleterre, de la première moitié du XIXe siècle en France, que la guerre de Sécession en Amérique : *Fournir à vil prix la main-d'œuvre nécessaire à la grande industrie.* On dira que c'est là une étape sur la voie du socialisme. Voire ! Car justement le socialisme a grandi en Europe occidentale en s'opposant au « fatalisme » de l'Histoire. Et l'expérience accumulée permet aux prolétariats des pays économiquement arriérés de prévenir les misères effroyables subies par les travailleurs des pays avancés. Or le stalinisme détruit des mouvements ouvriers, déjà fortement organisés, comme en Tchécoslovaquie. En termes marxistes, le capitalisme libéral a favorisé le développement de son « antithèse » : le capitalisme d'Etat stalinien détruit cette antithèse, subordonne toute vie humaine à une industrialisation forcenée dont ses fonctionnaires seront les seuls bénéficiaires. Sans mouvement ouvrier libre, capable de s'opposer au capitalisme d'Etat, comme au capitalisme privé, pas de socialisme, pas d'espoir socialiste.

Mais il faut revenir sur la thèse de M. Armel, quant aux salaires augmentant beaucoup plus rapidement que les biens de consommation. Notons en passant que c'est exactement l'opinion relative à la France exprimée par M. Villiers à la dernière réunion du Patronat français (le *Monde*, 19 janvier 1952). A lire M. Armel, on pourrait croire que c'est là une conséquence inévitable de l'industrialisation. Inévitable, certes, mais pas imprévisible, car ce sont les plans dressés par les créatures de Staline qui ont imposé cette discordance. Ces plans ont pour objet, et pour objet unique, de subordonner aux intérêts de l'U.R.S.S. toute l'activité économique des pays satellites. Toutes les affaires : rupture avec Tito, procès de Rajk, arrestation de Clementis et de Slansky s'expliquent par la volonté de Staline de liquider les résistances nationales, d'empêcher toute relation directe entre deux Etats vassaux et tout commerce avec l'Occident qui ne serait pas soumis à son contrôle.

C'est pourquoi la Tchécoslovaquie a dû abandonner presque complètement ses industries nationales pour développer artificiellement les industries de constructions mécaniques (l'U.R.S.S. a besoin de machines. Et si l'on fabrique encore des chaussures en Tchécoslovaquie, c'est pour chausser l'armée rouge).

L'U.R.S.S. impose ses prix à l'importation et à l'exportation, quant à ses rapports commerciaux avec les démocraties populaires. On manque de pain en Tchécoslovaquie. On n'a pas le droit d'acheter du blé canadien à 5.452 couronnes la tonne (transport compris). On ne peut se fournir dans les pays voisins qui réservent à l'U.R.S.S. leurs produits. Il faut acheter du blé russe à 6.100 couronnes la tonne.

En comparant 1938 et 1949, la part russe dans le total des exportations monte de 0,08 à 51 % en Bulgarie ; de 0,70 à 16,5 % en Tchécoslovaquie ; de 0,10 à 17,8 % en Pologne ; de 0,04 à 50 % en Roumanie. Pourcentages d'ailleurs inférieurs à la réalité, car l'U.R.S.S. achète à très bas prix.

Les importations de l'U.R.S.S. ont apparemment augmenté dans les mêmes proportions, mais il n'y a pas équilibre, car l'U.R.S.S. vend au prix fort, bien au-dessus des cours normaux.

Capitalisme d'Etat, avons-nous dit ? La formule est trompeuse. Capitalisme d'Etat russe. Non seulement les créatures de Staline sont placées aux gouvernements, mais ce sont des Russes qui occupent les postes de commande dans l'économie de chaque pays. La bauxite hongroise, le pétrole et le bois roumains dépendent de sociétés mixtes où l'apport russe est constitué par des capitaux confisqués comme butin de guerre, et où la direction appartient à des Russes.

Nous n'insistons pas davantage. Nous n'apportons pas ici une documentation complète, mais de simples exemples illustrant notre démonstration. Si M. Armel le souhaite, nous compléterons et préciserons. Mais il se gardera bien d'engager la conversation.

Le capitalisme d'Etat stalinien s'était formé et imposé par une exploitation des ouvriers et des paysans russes pire que celle qui accompagna la révolution industrielle anglaise et française du XIXe siècle. L'impérialisme stalinien impose aux peuples vassaux un système colonialiste pire que celui qui accabla les indigènes des conquêtes espagnoles du XVIe siècle.

Accoler à cette monstruosité anachronique le qualificatif de socialiste, c'est pousser l'aveuglement jusqu'aux limites de la démence ou l'imposture jusqu'aux confins de l'infamie !

Roger HAGNAUER.

La renaissance du syndicalisme

La mystification de l'école russe

Les lecteurs de la « R. P. » ont pu lire dans le numéro de décembre 1951, et à la dernière page, un article intitulé : « A propos des textes fournis sur l'école en U.R.S.S. ». En quelques lignes je faisais l'historique de la question, question qui a passionné une année entière la section syndicale des instituteurs de la Loire. J'annonçais la tenue d'un débat public, hôtel de ville de Saint-Etienne, le 29 novembre. Le débat a eu lieu. Les conclusions sont intéressantes et claires et amènent très sérieusement à réfléchir. L'attitude de mes adversaires a élevé le niveau de la discussion bien au delà de la simple controverse à propos de textes. Puisque cette histoire, à la fois réconfortante et triste, intéresse nos amis de la « R. P. », c'est bien volontiers que j'en tirerai les conclusions.

Au cours de l'année écoulée, j'avais eu l'occasion de produire des documents soviétiques sur l'école en Russie. Des syndiqués cégétistes m'avaient mis au défi d'en prouver l'authenticité. Deux d'entre eux avaient affirmé qu'en cinq minutes ils détruiraient sans peine la valeur de ma documentation. J'ai relevé le défi. Après un long travail j'ai eu en main les textes cités, livres, journaux, photocopies, etc. Voici la liste des ouvrages montrés et traduits :

Code pénal soviétique. (Editions d'Etat 1950) ; Manuel de langue française. (S. Markova 1950) ; Recueil d'exercices et de problèmes : N.-N. Nikitine ; G. B. Poliak ; L. N. Volodina (Editions d'Etat 1946) ; Grammaire Chterba 1ère partie, 1946 ; Grammaire Chterba 2e partie, 1946 ; Abécédaire « pour apprendre à lire et à écrire ». (Riedozoubov 1947) ; Un livre sur Makarenko. (Editions d'Etat d'études et de pédagogie du ministère de la R.S.F.S.R., Moscou 1946) ; *Pravda* du 17-11-48 (article du ministre de l'Enseignement ; *Pravda* du 15 août 1948, article de Jebrak ; *Pravda* du 1-2-35 ; *Outchitelskai Gazeta*, des 4, 11, 15, 18 et 29-11-50 ; *Les Izvestia* du 9-9-50 ; Un article de Vanda Vassilevskaï. (Editions de la *Litteratournaïa Gazeta*, Moscou 1949.)

Durant des mois et avec l'aide d'amis et de traducteurs parisiens, j'ai accumulé les documents. Au sein de notre commission exécutive les camarades cégétistes *étaient d'accord pour préparer ce débat et participaient à son organisation*. Il fut convenu que la discussion serait libre, au sein du personnel enseignant, salle Jean-Jaurès à Saint-Etienne. Seraient invités les membres de la F.E.N. et les représentants des centrales syndicales : C.G.T., C.G.T.F.O., C.F.T.C., C.N.T.

Le 11 octobre, Clauzet, membre du bureau du Syndicat National des Instituteurs, auteur de l'article élogieux sur l'U.R.S.S. paru dans notre bulletin de janvier 51 et cause indirecte du débat, fut invité oralement et par écrit quatre fois, une fois par lettre recommandée ; l'invitation fut renouvelée sous des formes différentes. Clauzet, militant cégétiste, accepta et demanda que le débat ait lieu fin novembre. On fixa la date du 29. Le 12 novembre, Pierre Clauzet nous faisait parvenir la lettre suivante :

Pierre Clauzet à Giry, secrétaire de la Section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs.

Cher camarade,

Je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à ta première lettre, ce qui a motivé de ta part l'envoi d'une lettre recommandée.

Tu comprends aisément qu'ayant collaboré activement à la préparation du congrès de la F.E.N., de la grève du 9 novembre, et à diverses autres tâches importantes, je n'ai pas eu encore le temps de te répondre.

J'ai relu attentivement ta lettre du 19 octobre. J'en tire deux conclusions :

1.) Que des textes doivent être examinés.

2.) Qu'un débat doit avoir lieu.

En ce qui concerne le premier point, tu comprendras facilement que ce n'est pas en quelques heures, même avec plusieurs traducteurs, que l'on peut examiner :

a) si les livres ou photocopies sont authentiques,

b) si la traduction est correcte.

Je te serais donc très obligé de m'envoyer la liste des livres avec leurs éditeurs et dates de leur publication.

Je ne doute pas un seul instant que tu saisiras l'intérêt d'une telle demande. En ce qui concerne les campagnes antisoviétiques nous avons été tellement habitués à la provocation, à la falsification que même devant l'initiative que prend un camarade de mon propre syndicat, **j'aimerais avoir le maximum de possibilités pour me procurer textes et documents mis en cause et les apprécier avec le maximum de temps, de sérénité et de sécurité (1).**

Je te signale d'ailleurs que selon nos informations, il existe dans le pays un groupe d'officines financées par les Américains et appuyées sur un certain nombre d'émigrés d'Europe Centrale, spécialisés dans des besognes antisoviétiques. Elles disposent de fonds considérables. Je ne te fais cette communication que pour ajouter à ta propre circonspection, désireux comme tu l'es de connaître la vérité.

En ce qui concerne le débat que tu comptes organiser et dont tu fixes déjà la date, j'aimerais en connaître :

Les conditions d'organisation :

a) qui organise ?

b) qui est invité ?

c) organisation de la discussion, etc.

d) lieu du débat ?

Il me serait agréable également de connaître le nom des principaux participants, et ton sentiment sur les informations que je sollicite.

Dans l'attente de ta réponse et en vous félicitant pour le grand succès de la grève du 9 novembre dans ton département, surtout dans la cité ouvrière de Saint-Etienne, je te prie de croire à mes sentiments très fraternels.

Paris, le 12 nov. 51.

P. CLAUZET.

P.-S. — Cette lettre n'a rien de confidentiel.

Mon ami Giry donna toutes les explications concernant l'organisation du débat. Par lettre recommandée j'envoyai la liste des ouvrages et journaux soviétiques cités. Clauzet avait le temps de voir les textes et d'en connaître la traduction. Il avait à Paris le nécessaire pour cela. Il lui était donc facile de trouver un traducteur. Son voyage et celui de son traducteur devaient être payés. Sur le plan départemental les invitations furent envoyées aux centrales syndicales. La C.G.T. à son habitude répondit par deux pages d'injures. Nous étions seulement traités de « fascistes, de malhonnêtes, anticommunistes forcenés, de diviseurs, etc., etc. » Vocabulaire connu qui n'avait pas même le charme de la nouveauté et omettait de démontrer, si peu que ce soit, la fausseté de mes citations.

Le 27 novembre nous recevions du camarade Clauzet la lettre suivante :

Pierre Clauzet à Giry.

Cher camarade,

J'ai bien reçu la lettre de Franc et la tienne. Je vous remercie de me communiquer la liste des livres et documents qui sont en votre possession. Il m'est agréable de constater que sur cette liste vous avez éliminé tout ce qui est puisé dans l'arsenal de la

(1) C'est nous qui soulignons.

trahison' ; je veux parler de Lipper, Ciliga ou « El Campesino » dont on trouvait des extraits dans votre bulletin départemental. Vous pouvez évidemment penser ce que vous voulez de ces individus, mais leurs déclarations ont, à priori, **moins d'intérêt que les textes dont vous me donnez les références et qui tous émanent d'éditions ou de journaux soviétiques (selon vos renseignements).**

La liste de ces textes est longue. Je ne pense pas qu'en quelques heures à Saint-Etienne, accompagné d'un interprète, je puisse avoir le temps d'examiner l'authenticité des éditions (ce qui suppose la présence d'un spécialiste) et la vérité de la traduction. Je n'ai **d'ailleurs aucune raison particulière de douter à priori de votre bonne foi en cette matière.**

Vous êtes d'ailleurs contraints de vous en remettre à la confiance que vous accordez aux « chercheurs » qui vous ont procuré les livres et aux traducteurs.

En réalité, il me faudrait plusieurs jours, même plusieurs semaines, pour examiner attentivement les textes en question et même les contextes. Il est, en effet, parfois nécessaire et vous le savez, d'examiner une citation à la lumière de ce qui la précède ou de ce qui la suit. J'ajouterai même que la date où elle est publiée a son importance.

Par exemple, le Manuel de L.V. Schterba date de 1946 (vous ne l'avez pas dit dans le Bulletin de janvier et février 1951), celui de Riedozoubov de 1947 et celui de Nikitine de 1946. A ces dates, l'U.R.S.S. n'avait pas encore revu les éditions de guerre. **J'ai en mains la nouvelle édition du livre de Riedozoubov.** La totalité des gravures que vous incriminez ont disparu. Elles avaient absolument leur raison d'être dans une période de lutte à outrance contre la barbarie fasciste. Je rends hommage à cette occasion aux milliers d'enfants soviétiques qui, dans les fondrières ou les forêts du territoire de l'U.R.S.S., ont lutté avec les armes dont ils disposaient depuis le bâton jusqu'au fusil.

Les conditions mêmes de l'occupation allemande et l'amour de leur patrie à laquelle ils doivent tant en ont fait des combattants et parfois des martyrs, impitoyablement fusillés par les nazis.

Vous serez d'accord, je pense, avec moi pour que nous leur témoignions une commune reconnaissance qui rejoindra celle que nous portons aux F.F.I., aux francs-tireurs et partisans français.

En relisant les bulletins de « l'Ecole Syndicaliste de la Loire », je m'aperçois en particulier à la page 36 du Bulletin de janvier 1951, que vous mettez sur le même plan l'armée de l'impérialisme français et l'armée du peuple soviétique. L'une est au service de la bourgeoisie exploiteuse et guerrière et elle trahit actuellement notre indépendance nationale en se soumettant aux exigences américaines ; l'autre qui a héroïquement planté le drapeau de la liberté au sommet du Reichstag monte sagement la garde sur les conquêtes sociales du régime et sur la paix du monde. Là-bas, l'armée soviétique est aux ordres du peuple. Chez nous, l'armée est utilisée contre le peuple français, contre les ouvriers, contre le peuple vietnamien à des fins de classe, à des fins impérialistes. Notre armée de plus en plus dénationalisée n'est pas liée au peuple. Les cadres ne sont pas du peuple ; il n'est que de consulter les statistiques qui nous donnent l'origine sociale des officiers qui sortent de Coetquidan ou de Polytechnique. Quant à moi, je me sens le frère de tout ce qui dans le monde est au service des peuples, fidèle en cela à l'internationalisme prolétarien pour lequel sont tombés tant de valeureux combattants de la liberté, de la paix et du socialisme à travers le monde.

Par contre, je me déclare l'irréductible adversaire de classe de tous ceux qui se mettent au service des classes exploiteuses, prêts à Firminy comme ailleurs à tirer sur les ouvriers en lutte pour leur pain.

Ces quelques explications vous situent mon appréciation sur les citations de « l'Ecole Syndicaliste » dont certaines que je n'ai pas vérifiées ont le mérite de la vraisemblance.

Elles vous permettront également de comprendre que le débat que vous avez ouvert après la publication de mon article dépasse singulièrement les limites apparentes de la discussion du 29 novembre. Il s'agit, en réalité, du contenu de l'Etat en régime socialiste et en régime capitaliste. De ce contenu dépend non seulement le caractère de l'administration, de l'armée, mais également celui de l'école. Car je n'ai jamais cru à l'autonomie de l'école sous quelque régime que ce soit. C'est pourquoi je considère que tout projet de nationalisation qui voudrait nous faire croire à cette autonomie est une monstrueuse duperie, destinée au moins actuellement à maintenir l'école sous l'influence de la classe dominante, c'est-à-dire de la bourgeoisie française.

Voilà le véritable débat. Cependant, il reste à éclaircir certaines formules comme celles « d'objectivisme » et « d'apolitisme » que le Bulletin de la Loire (n° 40, janvier 1951) oppose au respect de la liberté et de la conscience. Je considère que l'objectivisme manié par les philosophes, les politiciens de la bourgeoisie et ceux qu'elle influence, est en réalité le poison le plus subtil et dans une certaine mesure le plus dangereux pour endormir les travailleurs, l'ensemble des braves gens et maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme. L'objectivisme est à mon sens le contraire du respect de la liberté et de la conscience. Et je te demande instamment de m'ouvrir les colonnes de « L'Ecole Syndicaliste de la Loire » pour donner mon point de vue sur cette question fondamentale. Je ne doute pas que tu l'accepteras après l'accueil que tu as réservé à mon article de l'an dernier. Je pense également que sur le contenu de l'Etat et le problème du respect de la personnalité en régime socialiste, tu pourrais me réserver la possibilité d'écrire dans ton Bulletin dans les conditions que tu voudras bien me fixer.

Ainsi, sans me désintéresser de la discussion du 29 novembre à laquelle je n'assisterai pas (convaincu qu'il faudrait un long délai pour examiner les textes dont Franc me donne les références) j'aurai la possibilité de vous donner mon point de vue sur quelques aspects essentiels de l'Union Soviétique liés à la vie de son école. Je dois te dire d'ailleurs que le 29 je suis convoqué à la commission administrative de la F.E.N. Dans les circonstances actuelles je tiens à y assister et aussi bien j'ai été élu pour y assister.

Ce n'est cependant pas une excuse et le reste de ma lettre te communiquera mes véritables raisons, mon point de vue ainsi que quelques propositions.

J'ai eu connaissance de la lettre qui t'a été adressée par l'U.D.-C.G.T. de la Loire. Cette lettre honore le camarade Thibaut qui l'a écrite parce qu'elle témoigne du souci d'unité, de sauvegarde de l'école laïque, de la démocratie et de la paix qui l'anime. Elle exprime quelques vérités essentielles sur ce qui se passe en U.R.S.S. et en France. Elle a en outre le mérite d'attirer ton attention sur toute espèce d'anti-soviétisme qui, dans les circonstances actuelles, prend une exceptionnelle gravité. Je suis convaincu que tu en auras senti tout l'intérêt. C'est un fait d'importance que nos camarades ouvriers aient ainsi une vision claire de leurs responsabilités devant l'avenir de la démocratie de notre pays et de la paix. Pour ma part, je ne manque jamais de puiser auprès d'eux les renseignements qui me permettent imparfaitement peut-être de faire face à mes propres responsabilités devant les parents de mes élèves et l'ensemble de la classe ouvrière si riche de courage et d'expérience.

Tu voudras bien porter à la connaissance des camarades qui assisteront à la réunion du 29 les termes de cette lettre et éventuellement en faire l'usage qu'il te plaira.

Dans l'attente de ta réponse aux propositions que je formule, je te prie de croire à mes cordiaux sentiments syndicalistes.

Paris, le 26 nov. 51. P. CLAUZET.

Ainsi donc Clauzet ne venait pas ! Clauzet ne pouvait s'empêcher de marquer sa surprise à la lecture des titres des ouvrages cités. Il croyait, assez facilement, avoir à combattre des textes de Ciliga, El Campesino, Lipper et je lui *proposais des textes officiels russes*, des citations de ministre ou de pédagogue russes, des livres édités avec l'autorisation du gouvernement. Clauzet reconnut spontanément les références de mes textes et ce n'est qu'en relisant qu'il ajouta au stylo (la lettre est dactylographiée) *selon vos renseignements*, c'était aussi selon les siens.

Clauzet a vu les textes à Paris. Clauzet a eu la traduction, si bien même, qu'il complète mes propres informations au passage de sa lettre que nous avons souligné. Ainsi je n'étais déjà plus

un menteur. Les « poubelles » où j'avais puisé mes sources étaient des poubelles russes ! L'affaire devenait difficile pour les cégétistes de la Loire.

Ceux-ci pourtant continuèrent à participer à l'organisation des débats. Je donnais mes textes à trois traducteurs différents dont un qui habite la Loire et ne connait nullement les deux autres. Ce dernier me remit une note signée attestant la fidélité des traductions qui lui étaient soumises. Il eut à traduire d'ailleurs de la façon suivante : lui lisait le texte russe et traduisait. Trois camarades suivaient la traduction que je possédais et vérifiaient. L'attestation du traducteur fut lue et montrée le 29 novembre. Ce jour-là *aucun camarade cégétiste ne se montra*, pas même ceux qui avaient provoqué l'affaire. On n'est pas fier dans la succursale du Parti. Les ordres comptent plus que la conscience ! Nous y reviendrons. Le 29 donc *Nicolas Lazarévitch, syndicaliste russe exilé et banni de Russie en 1926 pour tentative de reconstitution de syndicats indépendants*, traduisit les textes qui lui furent présentés. Son rôle se borna à traduire. Mais je profitai de l'occasion pour faire lire de plus longs passages, les contextes même lointains, des ouvrages que je n'avais pas cités. Chacun put se rendre compte. *Mes citations étaient exactes. Je n'avais rien déformé*. Les contextes étaient dans tous les cas plus suggestifs encore que les textes cités. Les cégétistes étaient battus et demeurent battus. Cependant s'ils ne vinrent pas à la réunion du 29 ils ne perdirent pas de vue la propagande nécessaire à la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. Le parti fit venir à Saint-Etienne, Marcel Citerne, les 28 et 30 novembre, et tandis que les cégétistes déclaraient : « *Nous ne voulons pas tomber dans le piège. Il est bien d'autres choses importantes à faire en France sans perdre son temps avec l'école russe* », le parti organisait cinq réunions à Saint-Etienne précisément sur l'U.R.S.S. et l'école en U.R.S.S. (*Patriote* du lundi 26 novembre. Réunions au cercle républicain de la M.A.S., à l'amicale laïque du Soleil, café Royal cours Fauriel, à l'amicale de Beaubrun et à la Bourse du Travail). Comprenne qui pourra ! Ou plutôt la chose est claire. Il fallait étouffer la vérité et pour cela mentir un peu plus. Les réunions cégétistes furent des échecs ! *Le Patriote*, journal local stalinien avoua le faible nombre des auditeurs.

Ainsi un révolutionnaire, un syndicaliste peut sans rire affirmer que le problème de l'école russe est pour nous sans importance ? Ne pose-t-il pas justement toute la question de l'U.R.S.S. actuelle, toute la question de l'action des partis communistes et de la C.G.T. ? Et peut-on au XXᵉ siècle être communiste ou soi-disant tel et soutenir que les problèmes français seuls nous intéressent ?

La presse locale, au lendemain de la réunion, se contenta d'insulter Lazarévitch et de mentir, une fois de plus. Il est plus facile de calomnier que de détruire une argumentation sérieuse. Mais j'ai posé la question et je la pose encore : *la traduction de Lazarévitch était-elle exacte oui, ou non ?* Car tout le problème est là et là seulement.

J'ai dit au commencement de cet article que le dialogue engagé avec les cégétistes m'avait conduit beaucoup plus loin que je ne le pensais. J'ai pris conscience de certaines réalités qui m'apparaissent monstrueuses. Par discipline, par lâcheté, par veulerie des hommes sont capables de laisser insulter des camarades qu'ils connaissent bien, qu'ils savent sincères et honnêtes. Ils sont capables de manquer à leur parole et de faillir à leurs engagements, de demander un débat et de le fuir, de mentir pour cacher le mensonge. Ils ont assez de foi aveugle et assez de fanatisme pour refuser de voir car ils craignent les questions qui resteraient sans réponse. Ils sont sûrs d'eux ou plutôt sûrs de leurs dieux au point de refuser la vérité la plus criante si elle ne leur est pas révélée par leurs maitres et seigneurs. Ils sont capables d'ergoter sur les mots et de soutenir sans rire « qu'il ne faut pas confondre le catéchisme avec l'église ni les livres cités avec l'école russe et l'U.R.S.S. » Sur quoi basent-ils alors leur croyance ? Quelles icônes leur font ainsi besoin ? Quel fétichisme de basse classe est, pour eux, salutaire ? Clauzet, au début de sa lettre du 26 novembre, reconnait la valeur de notre documentation. Et pourtant, à la fin de sa lettre il ne veut ni ne peut désavouer le secrétaire de l'U.D. C.G.T. de la Loire qui nous a insultés. Discipline avant conscience, avant honnêteté. Avec une rare connaissance de la psychologie des foules, on joue des mots et des tournures.

On insinue. Celui qui dit la vérité, qui veut aller aux sources, qui veut être assez libre pour se documenter en pleine conscience, celui-là est un diviseur ! Tristes temps. On se gargarise d'unité et sous couvert de cette unité on accomplit toutes les saletés possibles. On mise à coup sûr, sur le mythe de l'U.R.S.S., pays du socialisme et la suprême injure est « antistalinien ». Eh bien ! oui, je suis antistalinien ! Je le suis farouchement, justement parce que j'ai rêvé d'une Russie socialiste, très exactement parce que je voudrais pouvoir être communiste.

Les camarades présents le 29 novembre ont été informés et éclairés. D'autres le sont chaque jour. Il nous appartient de poursuivre le combat, de le mener au terme et de nous défendre ainsi d'une civilisation qui fait de l'individu un objet sans conscience et un adorateur aveugle et sourd des « dieux » à figure humaine.

FRANC.
Ecole de Lorette (Loire).

P.-S. Je signale que dans certains livres russes récemment réédités, certaines gravures guerrières ont disparu. Par contre, les autres et en particulier le Chterba 1951 sont la copie exacte et tout autant belliciste des anciennes éditions. Y a-t-il une raison de guerre pour transformer un manuel de grammaire en manuel du parfait soldat ?

Les journaux, livres et films peuvent être trouvés à Paris. Je suis à la disposition de quiconque pour donner les adresses nécessaires (France-U.R.S.S., Maison du livre étranger, Bibliothèque de documentation internationale, etc.).

Une brochure est en préparation. Elle portera avec l'historique rapide de l'affaire, la totalité des textes russes scolaires traduits.

L'idée vivante du regroupement syndical

Il y a presque un an déjà s'est tenue la *Conférence nationale pour l'unité* dont il fut ici rendu compte (*R.P.* avril 51). A cette occasion j'avais esquissé l'historique du mouvement qui a pour organe *l'Unité* ; j'avais aussi exprimé quelque inquiétude devant l'acharnement de la plupart des orateurs à cette conférence à ne concevoir d'action possible que par la C.G.T. et dans la C.G.T. ou avec la C.G.T.

Qu'il y ait eu, à l'origine de cette conception, l'illusion que le communisme stalinien a encore quelque chose de commun avec le communisme, c'est fort possible. Mais la pratique de l'action semble, mieux que tous les arguments, avoir éclairé certains camarades.

La « tribune libre » de *l'Unité* suffit à nous en convaincre : sont fatalement venues au jour les divergences entre ceux qui persistent dans leurs erreurs pratiques au nom d'une théorie où s'exprime la vérité « révélée » et ceux qui acceptent les leçons des faits.

Les faits : ce sont les résultats d'une action indépendante à l'intérieur de la C.G.T. stalinisée. Où a-t-on vu qu'une telle action ait eu lieu ? Lors du congrès de la C.G.T. qui a entendu parler d'un regroupement ou d'une tentative d'organisation de la minorité ? Rien. Personne. Il y a là une pénible évidence dont il faut tirer les conclusions.

Pour certains, cet échec ne doit pas nous faire désespérer de pénétrer enfin dans ce qui reste, tout au moins par le nombre d'adhérents et l'étendue de l'organisation, la citadelle du syndicalisme (c'est-à-dire ce qui en tient lieu aujourd'hui). On peut approuver cette opiniâtreté, vertu trop rare. Encore ne faut-il pas se boucher les yeux à l'évidence, ce qui paraît bien le cas des

non-staliniens approuvant le mot d'ordre du « syndicat unique », simple machine de guerre stalinienne. Mais s'agit-il d'aveuglement volontaire et non pas plutôt d'une attitude dictée par des considérations extérieures au syndicalisme ? Il ne semble pas douteux que pour certains trotzkistes, tout au moins, la référence aux « éternels principes » l'emporte sur l'examen raisonné des faits.

D'autres militants de l'*Unité* paraissent réagir contre ce « doctrinalisme ». Ce qui les distingue de leurs partenaires n'est pas tellement leur actuelle appartenance syndicale (puisqu'elle est assez variée et recouvre peut-être l'ensemble des organisations ou groupes) mais leur ralliement à l'idée du regroupement syndical. Constatant l'échec de la pénétration dans la C.G.T., ils conçoivent qu'un regroupement des éléments syndicalistes actuellement dispersés aurait des chances de devenir un pôle attractif, même et surtout pour la masse de travailleurs réfugiés dans la C.G.T., par mécontentement et par mépris souvent justifié pour les querelles de boutique des groupuscules concurrents. Il est vrai qu'il reste à savoir si l'accord est possible entre les éléments de ces petites organisations et groupuscules sur les conditions de ce regroupement. Il parait évident qu'il ne peut avoir lieu au profit d'un seul et qu'il ne devrait exclure personne. Mais de l'évidence de raison à la réalisation pratique, on sait quelle est la marge. On sait aussi que la stricte indépendance syndicale vis-à-vis des partis a été si souvent affirmée et si mal observée qu'il ne suffit pas, en ce domaine, de déclarations.

Cependant, il est intéressant de noter que ces problèmes essentiels, non seulement continuent de se poser mais sont de plus près discutés par des militants plus nombreux. C'est autour de cette idée du regroupement syndical, primant le trop ambitieux redressement de la C.G.T. par l'intérieur, que l'*Unité* tiendra sa deuxième conférence nationale au début de mars prochain. Dans son évolution depuis un an, ce mouvement témoigne qu'il est vivant. S'il permet de discuter franchement les conditions du regroupement syndical et, ce faisant, d'y participer, il aura mérité que s'intéressent à son destin tous les camarades qui, dans le marasme du mouvement ouvrier, ne renoncent pas.

G. WALUSINSKI.

LIVRES REVUES JOURNAUX

George Sand, par Edouard DOLLEANS.

Ce livre (1) n'est pas une biographie, la prière d'insérer nous en prévient. Ne nous étonnons donc pas de ne rien trouver ou à peu près sur la Sand d'**Indiana** et de **Lélia** ou de l'aventure sans lendemain avec Musset. La Sand d'Edouard Dolléans, ce serait davantage celle de l'amitié quasi-maternelle portée à Chopin, celle aussi qui disait « veiller comme une louve » sur ses petits. Ce serait...

Car c'est une autre part de Sand que l'auteur a voulu éclairer. Et non point encore Sand amie de Pierre Leroux : « L'influence de Leroux était en réalité l'influence directe de Jean-Jacques qui s'était exercée par Leroux et par les autres fils spirituels de Rousseau (Lamennais, Franz Liszt, Michel de Bourges) entre les années 1830 et 1840 ».

Non. La Sand d'Edouard Dolléans — et vous pouvez penser que c'est une gageure : une gageure, c'est peut-être un peu vite dit — est la Sand découvrant le peuple à travers le **Livre du Compagnonnage** d'Agricol Perdiguier « dont la personnalité et l'expérience sont à George Sand, en 1839, l'événement incarnant, dans sa vie intérieure, une révolution de la pensée et de la sensibilité ».

Une gageure ? Mais expliquez-nous donc alors cette amitié **d'égale à égal** entre elle et Perdiguier, entre elle et le tisserand Magu et son gendre le serrurier Jérôme-Pierre Gillard — cette correspondance de trente-quatre ans avec Charles Poncy, compagnon maçon de Toulon ! Ces écrivains ouvriers, Sand les a aimés et ils l'ont aimée : la simplicité confiante de leur correspondance en fait foi.

Est-il exact d'ailleurs de dire que Sand a découvert le peuple à travers eux ? N'était-elle pas **peuple** elle-même, spontanément, sans le moindre effort, la moindre condescendance ? Comme le dit si justement Edouard Dolléans, « l'intimité quotidienne des paysans berrichons l'avait préparée à comprendre d'instinct ces ouvriers avec lesquels, à partir de 1839, elle commence à entrer en contact personnel ».

Parce que profondément peuple (et précurseur, par l'admirable simplicité de ses romans, d'un art nouveau, authentiquement populaire), elle s'est refusée à berner de louanges exagérées ces poètes ingénus qu'elle sut si bien comprendre. Ses premières lettres à Poncy rejoignent tout naturellement ses articles de la **Revue indépendante.** « Votre seul, votre véritable devoir est de rester prolétaire dans votre cœur, dans votre inspiration et dans vos entrailles ». Cet instinctif et rare refus de démagogie nous la rend encore plus grande.

Et parce que peuple enfin, son cœur a battu à l'unisson du cœur du peuple de 48. A Poncy toujours : « La poésie est dans l'action maintenant. Toute autre poésie est creuse et morte. Notre chez nous, c'est la place publique ou la presse... Quand l'humanité combat, souffre et saigne, je me soucie fort peu de ma muse et de ma lyre... » Et quelle tristesse navrée, mêlée d'espoir sourd, dans ses autres lettres, datées d'après juin, d'après le 2 décembre !

« La pierre des cathédrales ne me parait pas la chair du Christ, mais bien les hommes et les affligés » (2). Cette phrase de George Sand elle-même pourrait servir d'exergue à l'ouvrage d'Edouard Dolléans. Sans doute n'est-il pas besoin d'autre éloge.

Yves DELAUNAY.

(1) Edouard Dolléans : **Féminisme et mouvement ouvrier : George Sand,** Paris, Les Editions ouvrières (collection Masses et Militants).

(2) **Le Monde,** 10 octobre 1951 : Une lettre inédite de George Sand à Mgr. Affre

ACTIVITE DU CERCLE ZIMMERWALD*

(JANVIER 1952)

Le bureau provisoire du Cercle Zimmerwald s'est réuni le 20 janvier, en présence de camarades étrangers : Américain, Espagnol, Polonais, Vietnamien. Après lecture des premières adhésions et de quelques lettres, le camarade américain présent nous a exposé ses opinions sur le mouvement ouvrier aux U.S.A., et une discussion a suivi. La décision est prise en fin de séance de publier les extraits suivants de l'article de George F. Kennan, intitulé « L'Amérique et l'avenir de la Russie », et publié dans le numéro du premier trimestre 1951 de la revue « Foreigns Affairs ». Kennan, qui va devenir ambassadeur à Moscou, est l'auteur d'un livre sur la Russie (dont nous attendons la traduction, par un membre du Cercle) ; c'est un diplomate antitotalitaire, mais russophile. Fortement attaqué dans la presse soviétique, sa nomination a cependant été acceptée par le gouvernement russe.

L'AMERIQUE ET L'AVENIR DE LA RUSSIE

...Certains Américains reviennent déjà simplement à l'idée d'une guerre possible, — à cette mauvaise habitude américaine qui consiste à tenir pour certain qu'il y a quelque chose de définitif et de positif dans une décision militaire — que c'est la fin, et la fin satisfaisante, de quelque chose, et non pas un commencement.

...Ce problème de la possibilité d'une Russie différente et préférable n'est pas, en réalité, une question de guerre ou de paix. La guerre, en elle-même, ne nous apportera pas cette Russie-là.

...Dans nos rapports avec le peuple russe, il est plus important qu'il l'a jamais été que nous reconnaissions que nos institutions peuvent ne pas convenir à des peuples vivant sous d'autres climats et dans d'autres conditions, et qu'il peut exister des formes d'organisation sociale et de gouvernement qui ne ressemblent aucunement aux nôtres et qui pourtant ne méritent pas notre désapprobation. Il n'y a aucune raison pour que cette idée nous scandalise. En 1831, Tocqueville, se trouvant aux Etats-Unis, écrivait justement : « Plus je vois ce pays-ci, plus je suis pénétré de la vérité que voici : qu'il n'y a rien d'absolu dans la valeur théorique des institutions politiques, et que leur efficacité dépend presque toujours des circonstances premières et des conditions sociales du peuple auquel elles sont appliquées. »

⁂

Fait très regrettable, dans l'état actuel du monde, il faut examiner les possibilités d'action directe des Américains, en vue d'atteindre les buts discutés plus haut, dans le cas d'une guerre possible et dans le cas de la continuation de l'état actuel « d'absence de guerre générale ». Il faut malheureusement discuter en premier lieu la première de ces possibilités ; car elle a pris une place prédominante parmi les perspectives possibles dans l'esprit de bien des gens.

Si la guerre vient, que pourrons-nous faire directement pour favoriser l'apparition d'une Russie plus désirable ? Nous pourrons conserver sans cesse clairement présente à l'esprit l'image du genre de Russie que nous aimerions à voir et veiller à lui permettre de naitre.

La première partie de cette tâche est négative : ne pas nous laisser distraire par des conceptions, des buts de guerre inappropriés ou de nature à créer la confusion. Nous pourrons éviter, cette fois, la tyrannie des « slogans ». Nous pourrons éviter de créer la confusion dans nos esprits par de belles phrases manquant de réalisme, ou n'ayant même aucun sens, ayant simplement pour but de nous réconforter dans la terrible et sanglante entreprise où nous serons engagés. Nous pourrons nous rappeler que la guerre — affaire de destruction, de brutalité et de sacrifices, de séparation, de désorganisation familiale et d'affaiblissement des bases profondes de la société — est un procédé qui, par lui-même, ne peut amener aucun résultat positif : que la victoire militaire elle-même n'est que la condition nécessaire et indispensable de quelque réalisation plus positive qu'elle rend possible, mais qu'elle ne garantit pas. Nous pourrons avoir, cette fois, le courage moral de nous rappeler que les grands conflits internationaux sont, du point de vue des principes de notre civilisation, une forme de faillite pour nous tous — même pour ceux qui croient avec confiance qu'ils ont raison ; que tous, vainqueurs et vaincus, nous sortirons nécessairement de la guerre plus pauvres que nous y serons entrés, et plus loin des buts que nous visons ; et que, puisque la victoire ou la défaite ne peuvent signifier que des degrés relatifs dans le malheur, la victoire militaire la plus glorieuse elle-même ne nous donnerait pas le droit de considérer l'avenir autrement que dans un esprit de regret et d'humilité pour ce qui s'est passé, tout en nous rendant compte que la route qui s'ouvrira devant nous, vers un monde meilleur, sera longue et dure — plus longue et plus dure, en fait, qu'elle l'eût été s'il avait été possible d'éviter entièrement un cataclysme militaire.

...Notre expérience en Allemagne montre que nous n'avons pas encore très bien réussi, en tant que nation, à comprendre la situation d'un homme qui vit sous le joug d'un despotisme moderne. Le totalitarisme n'est pas un phénomène national : c'est une maladie à laquelle toute l'humanité peut être sujette, dans une certaine mesure. Vivre sous un régime de ce genre est un malheur qui peut arriver à un pays pour des raisons purement historiques et qu'on ne peut pas réellement attribuer à une culpabilité particulière de l'ensemble du pays. Là où les circonstances affaiblissent le pouvoir de résistance jusqu'à un certain point critique, le virus triomphe. Si la vie individuelle continue dans le cadre totalitaire, elle ne peut le faire qu'avec le consentement du régime, et, dans une certaine mesure, de connivence avec les desseins qu'il a. En outre, il y aura toujours des domaines où le gouvernement totalitaire réussira à s'identifier aux sentiments et aux aspirations populaires. Les rapports entre le citoyen et l'autorité politique sous le régime totalitaire sont donc inévitablement compliqués, ils ne sont jamais nets et simples. Celui qui ne comprend pas ces choses ne peut pas comprendre ce qui est en jeu dans nos rapports avec les peuples de ces pays-là. Ces réalités ne laissent pas de place à notre idée favorite que la population d'un Etat totalitaire peut être partagée avec précision en collaborateurs et en martyrs et que, ce partage opéré, il ne reste personne. Les gens ne sortent pas indemnes de ces rapports (entre les citoyens et l'autorité) ; quand ils arrivent à en sortir, ils ont besoin d'aide et de compréhension, non pas de semonces et de sermons.

⁂

Voilà pour ce que nous aurions à faire si, contrairement à nos espoirs et à nos désirs, la guerre dont on parle tant se révélait impossible à éviter. Mais supposons que dure l'état de choses actuel sans qu'éclate un conflit général. Que devons-nous faire alors ?

En premier lieu, avons-nous des motifs quelconques d'espérer que, dans ces circonstances, il pourrait se produire en Russie des changements du genre que nous envisageons ici ? Il n'y a pas de critères objectifs pour répondre à cette question. Il n'existe pas de « preuves » pour ou contre. La réponse se fonde sur quelque chose qui est en partie affaire d'opinion et de jugement, mais aussi, en partie, on l'admet, acte de foi. L'auteur de ces lignes croit que la réponse est positive : que nous sommes, en vérité, justifiés à espérer, et à tenir pour possible, que ces changements puissent se produire. Mais à l'appui de cette opinion on ne peut dire que ce qui suit.

Il ne peut y avoir de stabilité réelle dans un système fondé sur les faiblesses et le mal qui sont dans la nature humaine — un système qui essaie de vivre de la dégradation humaine, se nourrissant comme un vautour de ses anxiétés, de sa capacité de haine, de la facilité avec laquelle elle se trompe, de sa vulnérabilité aux influences psychologiques. Ce système ne peut représenter autre chose que les déceptions

---

(*) Pour les adhésions au Cercle Zimmerwald, écrire 78, rue de l'Université, Paris 7e.

et l'amertume particulières à la génération qui l'a créé, et la terreur froide de ceux qui ont été assez faibles ou assez imprudents pour en devenir les agents.

Je ne parle pas ici de la révolution russe en elle-même. Elle représente un phénomène plus compliqué, qui a ses origines dans l'histoire. Je parle du processus par lequel quelque chose qui prétendait être un tournant heureux des affaires humaines, qui prétendait amener une diminution et non pas une augmentation du total de l'injustice et de l'oppression humaines, est devenu ce triste Purgatoire qu'est l'Etat policier. Seuls des hommes ayant le sentiment profond de leur échec personnel peuvent trouver une satisfaction à faire aux autres ce qu'implique toujours un système de ce genre, et tous ceux qui ont eu l'occasion de regarder dans les yeux un fonctionnaire de la police communiste y auront trouvé, dans ce puits profond de haine et de méfiance disciplinées, la faible lueur de terreur affolée qui prouve ce que je viens de dire.

...L'Etat policier moderne ne représente qu'une effroyable convulsion que subit la société sous l'influence d'un certain moment historique. Il peut provoquer une maladie grave, atroce, de la société. Mais la société, étant quelque chose d'organique, marqué par des changements, des renouvellements et des adaptations, ne restera pas indéfiniment dans cet état. Les violents antagonismes qui ont provoqué les convulsions finiront par perdre de leur actualité, et l'instinct favorisant une vie plus saine, moins maladive, plus intéressante commencera de s'affirmer.

...Mais ce qu'on ne saurait prévoir, c'est comment ces changements se produiront. Si l'évolution politique obéit à des lois, elles joueront certainement un rôle ici ; mais il s'agirait alors des lois d'évolution particulières au phénomène du totalitarisme moderne, et elles n'ont pas encore été suffisamment étudiées et comprises. Que ces lois existent ou non, les événements seront modifiés par le caractère national et par le rôle formidable que le hasard joue incontestablement dans le déroulement des événements humains.

Il y a une chose dont nous pouvons être sûrs : aucun changement important et durable dans l'esprit et les pratiques du gouvernement de la Russie ne sera jamais provoqué par des influences d'inspiration étrangère ou des conseils de l'étranger. Pour être réel, pour être durable et pour mériter d'être accueilli avec espoir par les autres peuples, il faudrait que ce changement vînt de l'initiative et des efforts des Russes eux-mêmes. C'est se faire une idée superficielle de l'histoire que de croire que la propagande et l'agitation étrangères peuvent provoquer des changements fondamentaux dans la vie d'une grande nation. Ceux qui parlent de renverser le régime soviétique par la propagande soulignent, pour justifier leur thèse, l'activité intense de la propagande soviétique et les divers aspects de l'activité subversive pratiquée, inspirée ou encouragée par le Kremlin dans le monde entier. Ils oublient que le fait principal concernant cette activité, comme le montrent les 33 ans et plus pendant lesquels les Soviets s'y sont livrés avec assiduité, c'est son échec d'ensemble. En fin de compte, l'intimidation ou l'invasion ont été en général nécessaires pour propager le système soviétique. On peut objecter que la Chine est une exception, mais dans quelle mesure peut-on dire que la Chine fait réellement partie du système soviétique ? Nous n'en savons rien, et attribuer la révolution qui s'est produite en Chine, au cours de ces dernières années, principalement à la propagande ou à l'influence soviétiques, c'est sous-estimer gravement, pour dire le moins, nombre d'autres éléments extrêmement importants.

Toute tentative faite par une nation pour entretenir directement une autre nation des affaires politiques de cette dernière est un procédé douteux, gros de possibilités de malentendus et de mécontentement. Cela est particulièrement vrai quand l'esprit et la tradition diffèrent, et que la terminologie politique n'est pas réellement traduisible.

...Pour ces raisons, l'influence la plus importante que les Etats-Unis puissent exercer sur les événements intérieurs de Russie continuera d'être l'influence de l'exemple : l'influence de ce que sont les Etats-Unis, et non seulement de ce qu'ils sont pour les autres, mais de ce qu'ils sont pour eux-mêmes.

...Tout message que nous essaierons de transmettre aux autres ne sera efficace que s'il est en accord avec ce que nous sommes pour nous-mêmes, et si ce que nous sommes pour nous-mêmes est quelque chose de suffisamment impressionnant pour forcer le respect et la confiance d'un monde qui, en dépit de toutes ses difficultés matérielles, reste plus disposé à reconnaître et à respecter l'éminence spirituelle que l'opulence matérielle.

ENTRE NOUS

PROPOS D'UN CUISINIER

La constance de nos abonnés, les lettres et les remarques reçues prouvent qu'en 1951 comme les années précédentes, la « R.P. » a su intéresser ses lecteurs, même ceux qui trouvent qu'il y a « beaucoup trop d'articles intellectualisés ». Nous sommes animés ici par le souci de maintenir l'équilibre entre l'action et l'éducation. Et si la seconde paraît avoir pris le pas sur la première, c'est uniquement par carence de celle-ci. Les études ou les articles sur les problèmes spécifiquement ouvriers n'ont pas été écartés par le cuisinier ; ils lui ont manqué. Et il le regrette profondément.

Il ne fait pas de doute que l'on sent chez tous nos rédacteurs le souci de la condition ouvrière, mais celle-ci ne ressort pas toujours clairement parce que les principaux problèmes ne sont pas traités. Et l'on comprend que le militant de la base n'y trouve pas toujours son compte.

« Il faut refaire une opinion publique ouvrière », a dit Monatte à la conférence de la « R.P. » de novembre 1947. Or de ce qu'il demandait — il y a quatre ans — rien n'a été fait. Nous n'avons pas encore pu jusqu'ici faire connaître la véritable situation des ouvriers de la métallurgie — ni de ceux du bâtiment. Pas plus qu'en 1947, on ne sait grand-chose sur les nationalisations — et le grave problème de l'Enseignement n'est toujours pas traité à fond, etc.

Dans une revue comme la nôtre, l'étude de ces problèmes devrait tenir une grande place. Certes, le militant est très pris par les tâches syndicales, mais comment trouver quelqu'un qui puisse mieux que lui renseigner sur ce qui se passe dans sa corporation ? Passer la plume à un copain qui n'est pas dans le bain, c'est risquer de traduire imparfaitement une situation, même si la syntaxe est respectée.

Mais à défaut du responsable syndical, le cercle d'études, la commission corporative, devraient pouvoir trouver dans leur sein le ou les militants pour dire ce qui se passe dans l'usine ou sur le chantier. Informer. Dire le sort de l'ouvrier. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut l'amener à agir en conséquence.

Nous avons inauguré, dans la « R.P. » de novembre dernier, une rubrique sur la bataille ouvrière. Elle n'a pas eu d'écho. Or tout le monde sait que beaucoup de patrons ne respectent pas les lois sociales. La non-majoration des heures supplémentaires, par exemple, est pratiquée couramment. Et Dieu sait si l'on en fait des heures supplémentaires !

La lettre du Nivernais sur la condition des ouvrières à domicile est restée unique en son genre (« R.P. », mai 51). Or le Nivernais n'est qu'un coin de France. Il est bien probable que des cas semblables existent en Bretagne, dans le Midi et ailleurs.

L'union des syndicalistes de ce pays est plus que jamais nécessaire. Il faut refaire une opinion publique ouvrière. Et c'est au militant de la base qu'incombe cette tâche. Etablissez vos cahiers de doléances. Communiquez-les à la « Révolution prolétarienne » qui les centralisera.

Obligez les centrales syndicales à se remuer par l'action à la base.

J.-P. F.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes », 232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent ?

Dans le dernier numéro nous avons longuement entretenu nos amis de l'administration de la « R.P. ». Voici le résultat de l'exercice 1951 :

RECETTES DE L'ANNEE 1951

Abonnements ordinaires	649.975
Abonnements de soutien	186.960
Souscription	65.061
Vente au numéro	74.220
Publicité	38.965
Avance papier	5.710
Total	1.020.891

DEPENSES DE L'ANNEE 1951

Impression et papier	805.383
Timbrage, routage, expédition	94.290
Téléphone	15.786
Frais généraux	10.284
Total	925.743

L'exercice 51 se trouve bénéficiaire surtout grâce à l'achat d'avance d'un stock de papier. Puissions-nous en faire autant bientôt !

DU 21 DECEMBRE 1951 AU 20 JANVIER 1952

RECETTES :		
Abonnements :		
Ordinaires	61.772	
Soutien	50.300	
		112.072
Souscription		5.116
Vente		18.900
Divers		3.450
Recettes totales		139.538
Caisse et chèques postaux		71.655
		211.193
DEPENSES :		
Impression et papier (avance en décembre sur numéro de janvier)		50.000
Timbrage, routage, expédition		2.334
Téléphone		1.485
Créditeurs divers		2.077
Frais généraux		1.671
		57.567
Soldes au 20 janvier 1952 :		
Caisse	11.536	
Chèques postaux	142.090	
		153.626
Balance		211.193

Dû sur nº de janvier 42.315 (règlement le 21-1-52).

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 20 décembre	1384
Rétablissements	2
Abonnements nouveaux	19
	1405
Désabonnements	10
Situation au 20 janvier	1395

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine 7 ; Alger 1 ; Belfort 1 ; Creuse 1 ; Doubs 1 ; Isère 1 ; Seine-Inférieure 1 ; Seine-et-Marne 1 ; Angleterre 1 ; Belgique 3 ; Suisse 1. — Total : 19.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Salevis (Suisse) 3.000 ; Chambon (Paris) 1.000 ; Delsol (Paris) 2.000 ; Guiheneuf (Seine) 1.000 ; Van Zurk (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Martinollet (Aude) 1.000 ; A. Bardin (Ain) 1.500 ; Mlle Thomas (Saône-et-Loire) 1.000 ; R. Salmet (Paris) 1.500 ; G. Maréchal (Paris) 1.000 ; Tosca (Seine) 1.000 ; G. Manpioux (Seine) 1.000 ; Meunier (Seine) 1.000 ; Gionta (Paris) 1.000 ; Mme R. Martinet (Paris) 1.000 ; H. Poulet (S.-et-O.) 1.500 ; M. Bayard (S.-et-O.) 2.000 ; F. Boissier (Loire) 1.000 ; R. et J. Paupy (Puy-de-Dôme) 1.000 ; C. Vidal (Haute-Loire) 1.500 ; J. Chaneaux (Jura) 1.500 ; Di Luccio (Alger) 1.200 ; J. Vautard (Sarre) 1.500 ; H. Baud (Suisse) 1.000 ; L. Bonnier (Maroc) 2.000 ; A. Lavenir (Rhône) 1.000 ; Deyme (Paris) 1.700 ; P. Gamache (Isère) 1.000 ; A. Coulc (Finistère) 1.000 ; Michel Collinet (Paris) 1.000 ; Mme Dellu (Landes) 1.000 ; C. Philippon (Cher) 1.000 ; M. Dreux (Alpes-Maritimes) 1.500 ; A. Cuny (Paris) 1.200 ; Mme Guillaume (Loire) 1.200 ; J. Fontaine (Rhône) 1.500 ; Mme Perrière (Paris) 1.000 ; A. Crespo (Alger) 1.000 ; G. Renaut (Tunisie) 1.000 ; E. Laugier (Tunisie) 1.000. — Total : 50.300 francs.

LA SOUSCRIPTION

Lagrange (Paris) 100 ; Letertre (Paris) 200 ; Walusinski (Paris) 600 ; M. M. (Seine) 1.300 ; R. Gravel (S.-et-O.) 300 ; C. Philippon (Cher) 300 ; P. Marchand (Paris) 150 ; Dellerba (Alpes-Maritimes) 100 ; J. Duperray (Loire) 100 ; Mlle Rondet (Loire) 100 ; Buissonnière (Allier) 150 ; J. Costé (Drôme) 300 ; A. Prudhomme (Loir-et-Cher) 100 ; G. Marion (Morbihan) 500 ; P. Albert (Hérault) 100 ; Mme Caron (Haute-Saône) 100 ; J. Lèbre (Ardèche) 100 ; A. Testud (Loire) 100 ; A. Hennaut (Belgique) 66 ; A. Lermillier (Oise) 150 ; J. Pihen (Paris) 100 ; P. Travail (Vaucluse) 100. — Total : 5.116 francs.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 24 DECEMBRE. — Le Vietminh s'empare du mont Bavi, sur la rive droite de la rivière Noire, à 15 km. au nord de Hoa-Binh.

JEUDI 10 JANVIER. — A **Pan-Mun-Jom**, les Alliés rejettent de nouvelles propositions sino-coréennes.

En **Allemagne occidentale**, le parlement de Bonn par 225 voix contre 144 ratifie le pool charbon-acier.

Le **gouvernement tunisien** par une note au Quai d'Orsay demande que soit préservée la souveraineté tunisienne.

MARDI 15. — Nouvelles opérations **du Vietminh** au Nord et au Sud du delta tonkinois.

L'artillerie britannique entre en action **en Egypte.**

JEUDI 17. — M. Edgar Faure est investi **président du Conseil** par 401 voix contre 101.

Les patrons de la **métallurgie parisienne** refusent toute augmentation de salaires.

VENDREDI 18. — Habib Bourguiba et plusieurs leaders néo-destouriens sont placés en résidence forcée en Tunisie. Les syndicats tunisiens lancent l'ordre de grève générale.

SAMEDI 19. — Nouvelles manifestations **en Tunisie.**

Le syndicat **F.O. de la R.A.T.P.** se retire du comité de grève, à la suite de la campagne des staliniens.

Opérations de « nettoyage » dans le **delta tonkinois.**

Graves événements dans la zone du **canal de Suez.** A Ismailia où une religieuse américaine a été tuée, les Britanniques mènent une opération de police dans le quartier arabe.

MARDI 22. — Nouvelles manifestations en **Tunisie.**

MERCREDI 23. — L'agitation **tunisienne** gagne dans le Sud.

La Fédération autonome de **l'Education Nationale** décide de ne pas participer aux examens des bourses réservés aux élèves de l'enseignement privé.

Par 396 voix contre 220, l'Assemblée nationale vote le renvoi des interpellations sur **la Tunisie.**

Révolte avortée au **Népal.**

JEUDI 24. — Nouvelle opération grave à Teboulba **en Tunisie.**

VENDREDI 25. — Bataille rangée à **Ismailia**, entre Britanniques et policiers égyptiens.